

Gestion sociale de l'eau

Projet d'amélioration de l'accès à l'eau pour les populations vulnérables à l'insécurité alimentaire dans la sous-préfecture de Kabo

Rapport d'étude février 2015

Groupe URD, Julie Patinet



Table des matières

Acronymes	4
Résumé exécutif	5
Introduction	10
Méthode : entre évaluation et recherche	10
Conditions et limites de l'étude	13
Contexte	14
Etat fragile voire quasi-absent, déconcentration et décentralisation en panne ?	14
Contexte de Kabo et rappel des interventions passées de SOLIDARITES INTERNATIONAL	14
Contexte institutionnel EHA en RCA et à Kabo	17
1. Approches et systèmes de GSE	19
Approches et méthodes	19
Les modèles de GSE observés	19
Zone de Kabo	19
Ailleurs en RCA	25
Ailleurs en Afrique	26
2. Facteurs influençant la durabilité des points d'eau	27
Demande solvable des usagers	28
Réalisation du forage et installation de la pompe dans les règles de l'art	29
Gestion responsable du point d'eau	31
Un service après-vente réactif et performant	35
Analyse des déterminants techniques et économiques	37
Les pièces détachées	37
Choix du type de PMH	38
Les artisans réparateurs	40
Suivi et accompagnement de SOLIDARITES INTERNATIONAL	41
Analyse des déterminants socioculturels	42
Ethnies et religion	42
Foncier	42
Volonté et capacité à payer : le recouvrement des coûts	42
Impact de la guerre	43
3. Entre urgence et développement	44
Discussion de la stratégie choisie : forage manuel + pompe à motricité humaine	44
Quel degré de faisabilité d'une GSE solide en situation de crise ?	45
Durabilité et stratégie de sortie ?	46
Quid du renouvellement ?	47
Conclusion et recommandations	48
Perspectives d'évolution du contexte	48

Annexes	52
Almy Nadif (2001-2008) et Programme d'Appui à la Stabilisation (PAS) à l'Est du Tchad 2009-2012 : détail des réunions d'animation	61
Observations et recommandations concernant la formation des COGES	65
Bibliographie et références	69
Guides et méthodes sur la gestion sociale de l'eau, la durabilité des services	69
Contexte RCA	70
Documentation des projets de SOLIDARITES INTERNATIONAL zone de Kabo :	72
Méthode ABCD (approach on Behavior Change comportement)	73
Autre	73
Personnes et institutions rencontrées, focus group et planning	74
Chronologie des évènements dans la zone de Kabo, et leurs conséquences humanitaires	77
Compte-rendu des ateliers avec l'équipe EHA	79
Premier atelier lundi 19/01/2015	79
Deuxième atelier lundi 26/01/2015	79
Troisième atelier (restitution) lundi 2/02/2015	82

Acronymes

ABCD	Approach on Behavior Change Determinants
ANEA	Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement
ANT	Armée Nationale Tchadienne
APRD	Armée Populaire pour la Restauration de la République et de la Démocratie
AR	artisan réparateur
ATPC	Assainissement Total Piloté par la Communauté
AUE	Association d'Usagers de l'Eau
CICR	Comité International de la Croix rouge
CHF	Fonds Humanitaires Communs
COGES	Comité de Gestion
DTQP	Département Technique et Qualité des Programmes
ECHO	Bureau des Affaires Humanitaires de la Commission Européenne
EHA	Eau Hygiène et Assainissement
FACA	Forces Armées Centrafricaines
FDPC	Front Démocratique du Peuple Centrafricain
FPR	Front Patriotique pour le Redressement
Groupe URD	Groupe Urgence Réhabilitation Développement
GSE	Gestion Sociale de l'Eau Linking Relief Rehabilitation and Development (lien Urgence- Développement)
LRRD	
PMH	Pompe à Motricité Humaine
RCA	République Centrafricaine
RP	Responsable de Programme
SAME	Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence
SEM	Système d'Entretien et de Maintenance
UN	Nations Unies

Résumé exécutif

La RCA connaît une succession de crises depuis plus de 15 ans qui en font une zone non réellement gouvernée, marquée par un appauvrissement chronique et une insécurité croissante pour les populations. Cette situation sécuritaire très incertaine a rendu difficile la mise en place des interventions humanitaires et de développement, et fait de la RCA une illustration parfaite du concept de contiguïté.

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE (SI) intervient en République Centrafricaine depuis début 2007, suite à la guerre civile qui y opposa divers groupes rebelles au gouvernement de François Bozizé. Ces dernières années, les populations de la sous-préfecture de Kabo, traditionnellement un bassin de production agricole, ont été victimes d'une série de chocs (inondations en 2012, instabilité politique, exactions, tensions agriculteurs éleveurs aggravées par la crise) qui ont pour conséquence des déplacements quasi permanents de populations et qui ont très négativement impactés sur leurs moyens d'existence.

Dans le cadre de ses activités Eau Hygiène Assainissement (EHA) dans la région, SI a créé ou réhabilité une quarantaine de forages et les a équipé de pompes à motricité humaine. Afin d'en assurer la durabilité, SI a également créé ou redynamisé des comités de gestion de points d'eau, chargés de la gestion et de l'entretien des ouvrages : les COGES.

L'étude confiée au Groupe URD vise à analyser la pérennité des COGES et des points d'eau mis en place dans le cadre du projet afin d'en tirer des leçons, et de comprendre les facteurs permettant d'aboutir à des modèles durables d'accès à l'eau : en d'autres termes, il s'agit de déterminer quelle serait la méthode de gestion sociale de l'eau la plus efficace à mettre en œuvre dans le cadre de ce programme afin d'améliorer l'accès durable à une eau de qualité dans la zone de Kabo. L'approche méthodologique s'est basée sur les grands principes de l'approche A.B.C.D, *Approach focused on Behavior Change Determinants*, qui sont : analyse des pratiques/comportements, compréhension de leurs déterminants, identification des leviers et blocages aux changements de comportement. L'A.B.C.D est une approche à sensibilité anthropologique développée par SOLIDARITÉS INTERNATIONALE pour élaborer des stratégies d'intervention en EHA visant un impact optimal et durable sur la réduction des maladies d'origine hydrique. Elle a pour objectif d'aider à formuler des stratégies opérationnelles de projets EHA et de renforcer la cohérence entre les volets de construction d'infrastructures, les activités de sensibilisation et de mobilisation communautaire.

Il est ambitieux de développer des approches de GSE (qui nécessitent du temps ainsi qu'une certaine stabilité : au minimum plusieurs années¹) en situation humanitaire sur des programmes d'urgence dont la durée est parfois de moins d'une année.

La stratégie consistant à installer des PMH et monter des COGES est inspirée des projets de développement. Tout l'enjeu consiste à copier le plus possible les méthodes qui marchent dans le développement (et pour lesquels la bibliographie de capitalisation est abondante). La question est de savoir si, malgré l'adaptation de ces méthodes aux situations humanitaires, les communautés vont entretenir durablement les infrastructures : c'est-à-dire est-ce que, même si des étapes-clefs en gestion sociale de l'eau ont dû être supprimées du fait de la situation d'urgence, il est possible en quelque sorte de « rattraper » ou de remplacer *a posteriori* ces étapes en phase de relèvement.

Les conclusions de l'étude sont synthétisées dans le tableau suivant :

¹ Selon ICDI, acteur majeur dans le secteur de l'hydraulique villageoise en RCA, il faudrait compter un minimum de 5 ans pour que les communautés soient autonomes et prennent en charge seules la gestion (sans suivi).

Thème/sujet	Conclusions et leçons apprises	Recommandations
Système de GSE zone de Kabo	pas de différences significatives dans les comportements et pratiques des différents acteurs en fonction des situations (sites, villes, villages etc.)	Pas de recommandation particulière : GSE adapté à la zone et la situation
	les populations comprennent qu'il faut payer pour les réparations. Aucune croyance liée à la gratuité de l'eau.	
	bénévolat des COGES est une constante	
	montant de la cotisation mensuelle est absolument uniforme dans toute la sous-préfecture (100F/mois), il semble hérité des projets des années 1980	
	La plupart des caisses de cotisation pour le point d'eau sont vides (les collectes se font en cas de panne, mais quasiment jamais en anticipation / prévention)	Difficile d'agir sur la cotisation en période de crise... attendre stabilisation pour réintroduire durablement le principe de la cotisation régulière
	Il est rare qu'il y ait un gardien permanent du point d'eau	Insister sur l'importance d'avoir un gardien ²
Impact de la crise sur le système social de gestion des points d'eau	La crise a fragilisé le Système d'entretien et de maintenance, composé des COGES, de la communauté, des AR et des distributeurs de pièces-détachées	
Leviers clefs pour l'entretien durable des PE	l'appropriation du point d'eau par l'ensemble de la communauté des usagers (pas seulement les COGES !)	Toujours chercher ce que pourrait faire la communauté pour contribuer AVANT l'implantation de la pompe et prouver ainsi sa motivation
	Connaissance de la chaîne de contamination des maladies hydriques ³ et la peur des maladies	- « prendre soin » de l'équipe d'animateurs de SI, interface avec les bénéficiaires ⁴
	Leadership et implication du chef	Continuer à associer les autorités locales dès le début du projet intégrer les chefs (pour assurer la fonction « supervision »), les associer à la formation des COGES, leur fournir les documents
	choix d'un emplacement consensuel avec signature d'un protocole d'accord avec le propriétaire du terrain, qualité des ouvrages et compétences des prestataires techniques	- continuer à appliquer les « bonnes pratiques » (si possible améliorer le timing : avoir plus de temps pour le processus)
	Constitution -dans les règles de l'art- et formation d'un COGES (si possible avant création du PE)	Définir les critères et les objectifs de fonctionnalité en collaboration avec le COGES lors de sa formation

² Souvent, ce poste marche bien (stabilité et motivation de la personne), lorsqu'il est occupé par des personnes ne pouvant pas prétendre à d'autres emplois : handicapés légers, personnes âgées, femmes...

³ liée à la présence du centre de santé (sous supervision de MSF) : à chaque consultation, les personnels font passer ces messages. De plus, SI (présent depuis 2007) a fait un gros travail de sensibilisation/information et de promotion à l'hygiène

⁴ ils sont une clef de réussite majeure (ou bien d'échec si non motivés, pas suffisamment formés/expérimentés par exemple)

	entretien durable du lien entre le COGES et la communauté qui l'a élu	Mettre en œuvre un suivi / accompagnement le plus long possible
	Personnalité charismatique des membres des COGES et du chef	
	Présence d'un maximum de femmes dans les COGES	
Blocages principaux	communauté insuffisamment sensibilisée et réceptive	ce n'est pas le rôle du COGES bénévole d'assurer seul la sensibilisation de la population
	indisponibilité des pièces-détachées	Continuer à assurer le rôle de fournisseur, en guettant les signes de sortie de crise qui permettront d'enclencher d'autres systèmes et de sortir de la dépendance à l'ONG (explorer en ce sens partenariat avec ANEA et ICDI-Water for Good)
	Crise (menace des autorités militaires, déplacements chroniques de personnes en fuite déstructurant les communautés)	
	concurrence avec d'autres points d'eau à proximité, accès gratuits à d'autres points d'eau	- sensibiliser sur la séparation eau brute/eau potable afin d'économiser la pompe ⁵ - introduire cette notion dans formation des COGES, chefs et leaders d'opinion
	Esprit d'assistanat	combattre résolument l'esprit d'assistanat en évitant toute intervention directe et gratuite si une alternative est possible
	Chefs membres de COGES (problème juge et partie, difficile d'assurer supervision/contrôle des COGES) AR également membre d'un COGES : inégalité entre les COGES	Eviter que chefs soient membres des COGES mais surtout que AR soient membre d'un COGES Bien clarifier la différence entre AR et technicien du COGES

La mission confiée au Groupe URD comportait également une dimension évaluative (évaluer en quoi les COGES mis en place contribuent à ce que la population ciblée ait un accès amélioré et durable à l'eau potable). Enjeu d'évaluation et enjeu d'étude sont imbriqués dans les analyses du présent rapport. Pour plus de clarté, le tableau suivant synthétise les conclusions de l'évaluation de la qualité des programmes GSE de Solidarités International dans la zone de Kabo classés selon les critères du DAC de l'OCDE :

Critère	note (1 mini, 5 maxi)					Argumentaire
	1	2	3	4	5	
Durabilité						La crise a fortement fragilisé les COGES ; il y a cependant d'autres marges d'amélioration possible dépendant directement de la capacité de SI à accompagner le système dans son ensemble sur plusieurs années.
Impact						Les projets de SI ont clairement contribué aux changements de comportement (hygiène, COGES)

⁵ sera sans doute difficile en ville ; et pas possible là où la PMH est le seul PE

Cohérence					Bonne collaboration avec autorités locales et autres organisations présentes dans la zone.
Couverture					Le taux de couverture en eau potable est aujourd'hui excellent (de l'ordre de : une pompe pour 300 habitants ⁶) dans le triangle Kabo-Batangafu-Ouandago (qui correspond à la zone ciblée par SI)
Pertinence/ justesse					Le projet répond aux besoins des populations. Le contexte hydrogéologique de la zone de Kabo se prête bien à la réalisation de forages manuels (innovation locale introduite par SI). Le respect par SI des étapes-clefs de création des forages et COGES a permis d'éviter les conflits et les risque d'appropriation des points d'eau par des privés. Tous les acteurs du système comprennent bien et respectent bien la dimension collective des ouvrages : « c'est le point d'eau pour toute la communauté »
Efficacité					Si l'on se réfère aux critères de fonctionnalité des COGES déterminés par SI en 2011 ⁷ , on peut dire que quasiment aucun des COGES mis en place par SI depuis 2007 n'est fonctionnel aujourd'hui, dans la mesure où à de très rares exceptions aucun des critères n'est rempli. Ceci étant dit, les COGES continuent quand même d'exister, et COGES et/ou AR et/ou populations se débrouillent pour faire réparer les pompes. (Taux de pompes en panne au moment de la mission : de l'ordre de 17%, ce qui n'est pas mauvais.)
Efficience					Les ressources auraient probablement pu être optimisées : avec un meilleur accompagnement/soutien (dans la durée) du système social d'entretien et de maintenance, il y aurait sans doute moins besoin de réhabilitation et de recréation de COGES. L'expérience a montré à Moyenne-Sido qu'il est contre-productif d'accélérer la démarche pour tenir un calendrier bailleur, car les étapes-clefs de mise en place d'un point d'eau qui ont été supprimées devront être rattrapées de toute façon après-coup (chronophage + tensions sociales). Problèmes systématiques de capacité insuffisante des puits perdus

La mise en place de COGES est une stratégie adaptée au regard des équipements choisis (pompe à motricité humaine sur forage) et du contexte. Même si la pérennité des COGES reste un réel défi⁸, c'est la seule approche réaliste (et ayant fait ses preuves par le passé) pour assurer un entretien durable des points d'eau : il n'y a pas d'autres véritables alternatives aux COGES. En revanche, leur accompagnement a été insuffisant (contraintes liées à la crise, en particulier à la crise, mais aussi sous-estimation de l'importance du suivi/soutien dans la durée sur plusieurs années et rythme des programmes/financements humanitaires –maximum 12 mois parfois moins- incompatibles avec ces approches.

⁶ Couverture excellente en comparaison d'autres provinces du pays, et de la situation avant l'arrivée de SI. Il fut néanmoins nuancer en rappelant qu'il existe des disparités au sein des quartiers de Kabo, et que les mouvements de populations (retours et/ou nouveaux déplacements) font grossir les villages des axes, au point que le nombre de points d'eau devient insuffisant.

⁷ Le COGES doit disposer d'au moins : 1 président, 1 trésorier, 1 secrétaire, 1 commissaire aux compte, 1 hygiéniste formés, 1 référent technique.

Le COGES doit avoir tenu au moins 1 réunion interne par mois au cours du projet en cours.

Le COGES doit avoir tenu au moins 1 réunion publique par mois au cours du projet en cours. La caisse du COGES doit disposer d'un montant réel total égal à la moitié du montant théorique de collecte sur les 3 derniers mois du projet. (exception faite des éventuelles dépenses)

⁸ défi exacerbé par la crise humanitaire : présence des Sélékas, déplacements de populations, fermeture de la frontière avec le Tchad, appauvrissement des populations

La durée « urgence » des projets ne permet pas un accompagnement des COGES - et des communautés dans leur ensemble - mis en place. Or, cela est essentiel pour la pérennité des ouvrages.

Pour réussir, un Système d'Entretien et de Maintenance (SEM) doit reposer sur les trois piliers suivants : **Comité de Gestion / Artisans Réparateurs / Magasin de pièces détachées neuves**. La clé du système est la relation contractuelle entre les COGES d'une part, et les AR d'autre part. Les seconds assurent la maintenance préventive des pompes contre une rétribution forfaitaire par les premiers, réduisant d'autant les risques de panne. L'un des piliers est manquant à Kabo (disponibilité des pièces détachées) et les conditions ne sont pas réunies pour solutionner ce problème. La crise a encore aggravé la situation et les ONG restent indispensables pour l'approvisionnement en pièces détachées à court terme (assurer la fonction d'intermédiaire avec le fournisseur en France). La meilleure stratégie à moyen terme est probablement une gestion par des acteurs privés qui achèteraient leur stock de départ (évitant ainsi d'introduire une habitude ou un réflexe d'assistanat). C'est sans doute le meilleur moyen de sécuriser les dépôts de pièces détachées à l'heure actuelle. Aujourd'hui il semble prématuré de réaliser une étude de marché, mais il faut rester prêt à lancer une telle étude dès que la situation offrira un seuil minimum de stabilité et d'opportunités.

Recommandations principales :

à COURT/MOYEN TERME

- ➔ **Appuyer, accompagner et suivre le système (pas seulement des COGES) dans la durée** (renforcer la sensibilisation/information auprès de la communauté, accompagner la fonction supervision des chefs, assurer l'approvisionnement en pièces-détachées à court terme...)
- ➔ **Améliorer l'approche GSE actuelle** (formation des COGES, participation accrue des autres acteurs en particulier chefs et artisans réparateurs, formaliser relations contractuelles entre acteurs du système, clarifier aires géographiques des artisans réparateurs...)
- ➔ Penser les stratégies de sortie possibles dès maintenant, afin de les préparer : qui pourra prendre le relais pour le soutien des communautés, et qui pourra assurer un approvisionnement en pièces détachées ?
- ➔ **Chercher à se coordonner avec l'ANEA et ICDI** qui sont des acteurs incontournables en RCA dans le secteur de l'hydraulique villageoise

à LONG TERME (et dès que possible)

- ➔ Faire du **plaidoyer au niveau national** pour inciter les fournisseurs/revendeurs à contribuer au développement de la filière pièces détachées, ainsi qu'à la création d'une école d'artisan réparateur (les formations sur le tas par des ONG sont souvent insuffisantes)

Introduction

Méthode : entre évaluation et recherche

La méthode adoptée a permis de répondre aux attentes de nature évaluative (évaluation de la qualité des projets de SOLIDARITES INTERNATIONAL (SI)), tout en privilégiant une démarche de recherche en gestion sociale de l'eau (GSE), afin de savoir quel est (ou serait) le meilleur modèle de gestion dans la zone de Kabo ? Ainsi, la consultante s'est efforcée de réaliser une étude comparative des différents modèles de GSE prônés et développés par d'autres acteurs en RCA. Cette dimension comparative n'aurait pas été aussi poussée dans une évaluation classique.

Comme demandé dans les termes de référence, le détail de la méthodologie employée et testée dans la zone de Kabo est présenté dans un document à part.

Cette étude a trois objectifs spécifiques :

1. Evaluer en quoi les COGES mis en place contribuent à ce que la population ciblée ait un accès amélioré et durable à l'eau potable ;
2. Déterminer quels sont les comportements fondés sur les déterminants sociaux économiques observés ou les mécanismes communautaires, dans la région de Kabo, qui favorisent ou défavorisent la gestion sociale de l'eau puis hiérarchiser ces comportements afin d'améliorer la gestion sociale de l'eau à Kabo. La méthode utilisée pour cet objectif devra être formalisée et présentée dans le cadre de cette étude ;
3. Déterminer s'il existe d'autres mécanismes sociaux de gestion de l'eau dont la communauté pourrait bénéficier afin d'améliorer l'accès à l'eau et de le rendre plus durable.

Les activités menées sont rappelées brièvement ci-dessous :

1. **Collecte et analyse de documents** la plus exhaustive possible (fournis par SI, mais pas seulement). La revue documentaire est l'étape préliminaire mais elle s'est poursuivie tout au long de l'étude selon un processus itératif d'allers-retours ; elle se réfèrera notamment aux documents relatifs : au projet (proposition de projet, enquêtes de fin de programme sur les résultats obtenus...), à l'approche méthodologique ABCD, aux rapports d'analyse contextuelle sur la RCA et sur la zone de Kabo, aux plans stratégiques gouvernementaux, aux informations disponibles sur des programmes similaires, aux guides techniques et socio-anthropologiques sur la gestion sociale de l'eau. Voir annexe « Bibliographie ».
2. **Réunion au siège de SI Paris, puis avec les responsables du projet en RCA** : Après le briefing au siège, une première rencontre d'introduction et de partage d'informations a eu lieu avec les responsables du projet à Bangui.
3. **Cinq entretiens semi-directifs avec des informateurs-clefs à Bangui**⁹. Ils ont permis de compléter la collecte de documents clefs (analyse du contexte et base de données des ouvrages hydrauliques dans la sous-préfecture de Kabo).
4. **Ajustement de la méthodologie**, et envoi du **rapport de démarrage**.
5. **Collecte d'informations sur le terrain, 15 entretiens semi-directifs et 24 discussions de groupe** (voir liste en annexe) utilisant des outils participatifs auprès des acteurs ciblés dans la méthodologie : membres des comités de gestion de point d'eau (COGES), chefs de village et de quartier, artisans réparateurs, populations bénéficiaires et non bénéficiaires

⁹ UNICEF, ONG ICDI aujourd'hui rebaptisée Water for food et ACF.

du projet, équipe nationale et expatriée de SI impliquée dans la mise en place des COGES sur la zone de Kabo, autorités locales¹⁰ (maire et sous-préfet), autres agences humanitaires, représentants des bailleurs de fonds (ECHO en visite à Kabo). Voir annexe « personnes rencontrées ».

Des entretiens semi-directifs à Bangui avec une série d'acteurs clés¹¹ au retour du terrain ont permis d'affiner la compréhension de la problématique, de l'évolution du contexte, et de compléter l'analyse comparative des approches de GSE appliquées en RCA.

6. **Analyse des données, ateliers de débriefing et rédaction des rapports.** Les analyses et recommandations ont été soumises aux acteurs (en particulier aux équipes EHA de SI lors d'ateliers d'apprentissage¹²) de façon continue et de façon plus formelle lors des ateliers de restitution et de réflexion organisés à Kabo puis à Bangui, en fin de processus. Lors de cette phase, les leçons apprises sont co-élaborées avec les équipes. Une restitution a également lieu au siège de SI à Paris.

7. **Groupe de référence.** Au cours de la mission, la consultante a identifié des personnes pouvant faire partie du groupe de référence. Leur rôle est de lire l'analyse proposée, de la critiquer/discuter le cas échéant, et de transmettre leurs commentaires.

Les membres ont été choisis de façon à constituer un groupe mixte équilibré (hommes/femmes ; point de vue différent via le rôle ou la fonction occupé(e) ; différentes religions). Chacun a accepté la responsabilité qui lui été proposée au sein du groupe :

1. Jean-Marc LE BLANC et Hélène JUILLARD (DTQP, siège SI Paris)
2. Dieu Bénit GREKONZI (assistant RP EHA)
3. Yvette BETORNGAYE (membre COGES et animatrice SI)
4. Aurélien NAGUIDEBE (superviseur EHA)
5. Abdel ATIF (maire de Kabo)

Les critères ayant guidé le choix des zones à visiter dans un premier temps afin d'avoir une vision exhaustive des différents types de situations dans la zone de Kabo sont les suivants :

- Localisation du point d'eau dans les différentes zones du projet :
 - o Type de population d'origine (rurale / urbaine / mixte)
 - o Statut de la population (autochtone / déplacée / retournée / mixte)
 - o Taille de la ville / du village/du site de déplacés
 - o Rapport nombre usagers/nombre de points eau
- Caractéristiques techniques des points d'eau (+ âge) :
 - o Point d'eau en panne/fonctionnel
 - o Neuf/réhabilité
 - o Profondeur nappe phréatique et type de sol
 - o Type d'ouvrage : forage manuel / mécanique / puits / autre ?
 - o Type de pompe (Vergnet ou India / puits / autre ?)
 - o Ancienneté du point d'eau (moins de 5 ans/entre 5 et 10 ans/+ de 10 ans)
- COGES (fonctionnel / non fonctionnel / sans COGES) :
 - o Genèse de la création du COGES (quelle méthode a été suivie ?)
 - o Ancienneté du COGES (année) : récemment créé ou redynamisé

¹⁰ Pour des raisons évidentes de sécurité, les autorités militaires Sélékas n'ont pas été interrogées en bonne et due forme (le canal d'information passait uniquement par le Coordinateur Terrain à Kabo).

¹¹ Direction Générale de l'Hydraulique (DGH), Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANEA), ICDI, CRF et NRC.

¹² Au moins un par semaine (une demi-journée minimum) : voir en annexes le compte-rendu de ces ateliers.

Les **critères permettant de distinguer un COGES fonctionnel d'un COGES non fonctionnel**¹³ ont été discutés et déterminés avec l'équipe d'animateurs EHA qui fait preuve d'une très bonne maîtrise de ces enjeux, fruit combiné du travail réalisé avec les responsables EHA à partir de 2011 et de leur expérience de terrain.

Les zones visitées par la consultante avec discussion de groupe systématique sont détaillées en annexe et synthétisées ci-dessous :

		Situation urbaine (ville)						Semi-urbain	Rural	
		Autochtones Kabo quartiers chrétiens	Autochtones Kabo quartiers arabes	Site de personnes déplacées A ¹⁴ Kabo	Site de personnes déplacées B ¹⁵ Kabo	Site de personnes déplacées C ¹⁶ Kabo	Moyenne Sido & site IDP Moyenne-Sido ¹⁷	Villes des axes Sud	Retourés villages de l'axe Moyenne-Sido ¹⁸	Autochtones des villages des axes Sud ¹⁹
Caractéristiques PE	Vergnet	Yapendé (puits) 2011 -Agonda et Ngodégué 2010 -Ngonaindo 4 2010 - Niboningar	-quart. "arabe" 2013 -Rounga 1 (PMH sur puits) 2011	Les 5 PMH SI sont des HPV	Les 5 PMH SI sont des HPV					- Dimba1
	India	-Ngariana 2 -Damba HCR 2013		Bokandi HCR 2012	Béhili 1 HCR 2012	C1 & C2		Marché « comité islamique » Quartier Gbazara		Beltounou 2 INDIA 1988
projet	SI	2013, Niboningar	-quart. « arabe » 2013 -Rounga 1, 2011	5 PMH sur 6 sont réalisées par SI	5 PMH sur 6 sont réalisées par SI	C1		Quartier Gbazara 2014		Beltounou 2, 2014 Dimba1 2011
	autre	-GIR UNICEF 1998 Ngariana 2 -Damba HCR 2013		Bokandi HCR 2012	Béhili 1 HCR 2012	C2 Intersos		Gbazara marché Unicef 1988 ("comité islamique")		Beltounou 2 UNICEF 1994
PMH fonctionnel	oui	- Ngariana 2 - Niboningar -Damba HCR 2013	-quart. « arabe » 2013	Bokayanga A1 & A2 Bokandi	2 FGD, toutes les PMH sont fonctionnelles	C1 & C2		-Gbazara marché -Gbazara, quart. Gbazara SI 2014 INDIA		Beltounou 2 axe Farazala
	non	-F774 SI 2010 NgueDjitan - Ngonaido 1980's, en panne depuis 2 mois INDIA	-Rounga 1 (PMH sur puits) 2011	Maitoumgue Moudou 1 Kengar						Dimba1 (fonctionnelle en saison des pluies)

N.B. : La consultante n'a pas trouvé de PMH sans COGES (sauf cas du site A en train de se vider : impossible de trouver les membres de COGES, même s'ils existent par ailleurs), même si certains COGES étaient peu fonctionnels et/ou présentaient un nombre de membres très réduits.

¹³ Voir en annexe l'exercice 3 du Deuxième atelier (lundi 26 janvier 2015) avec l'équipe d'animateurs.

¹⁴ Population chrétienne déplacée de l'axe Moyenne Sido : processus de retour.

¹⁵ Population chrétienne déplacée de l'axe Béhili

¹⁶ Population musulmane déplacée de Bangui + déplacés de Batangafo

¹⁷ Déplacement annulé (sécurité)

¹⁸ Déplacements annulés (sécurité), mais les personnes retournées de l'axe ont malgré tout pu être rapidement rencontrées lors de la formation des COGES à Kabo.

¹⁹ Kabo-Farazala et Kabo-Gbazara

Conditions et limites de l'étude

Les conditions étaient particulièrement favorables à la réalisation de l'étude :

- Vif intérêt de la part de toutes les personnes rencontrées, en particulier tous les salariés de Solidarités de Clichy, Bangui et Kabo
- Accès à toutes les informations désirées
- Période favorable : saison sèche et disponibilité des équipes
- Population très ouverte à la discussion et partageant volontiers des informations

La consultante a cependant rencontré quelques contraintes liées aux risques de braquages et à d'autres incidents. De ce fait, les déplacements ont été limités durant la deuxième semaine à Kabo. Par mesure de sécurité, certains déplacements et visites ont dû être annulés, comme la journée à Moyenne-Sido prévue le vendredi 30 janvier.

Par ailleurs, l'axe Ouandago-Batangafa n'a pas pu faire partie de l'étude, pour les mêmes raisons. Tous les rendez-vous à Bangui ont pu se dérouler comme prévu, l'épisode de l'enlèvement de la française étant heureusement passé : il n'y avait plus de contrainte majeure pour les mouvements en capitale au retour du terrain.

Contexte

Etat fragile voire quasi-absent, déconcentration et décentralisation en panne ?

La RCA connaît une succession de crises depuis plus de quinze ans qui en font aujourd'hui une zone non réellement gouvernée. La démission, voire la corruption du politique, s'est traduite par un appauvrissement chronique et une insécurité croissante pour les populations. Cette situation sécuritaire très incertaine a rendu difficile la mise en place des interventions humanitaires et de développement. Entre coupeurs de routes, milices incontrôlées, déplacements de populations, infiltrations venant des pays avoisinants et zones plus calmes où il est possible de mettre en place des actions de développement, la RCA est devenue une illustration parfaite du concept de contiguum²⁰. C'est aussi un contexte dans lequel les approches LRRD²¹ ont été testées plusieurs fois, avec des volets de démilitarisation-démobilisation mais aussi la mise en place de processus électoraux et de retours de déplacés, sans que le pays ne sorte réellement de la spirale d'instabilité qui le caractérise.

En termes d'accès à l'eau, l'enjeu de pérennité des points d'eau est crucial et pose la question de l'autonomie des principaux gestionnaires - les COGES (Comités de gestion de points d'eau) -, ainsi que de leur capacité à fonctionner et entretenir le point d'eau dans la durée après le départ des ONG ayant contribué à la mise en place des points d'eau et/ou la création des COGES.

La crise actuelle (qui dure depuis longtemps) caractérisée par une volatilité du contexte impliquant de nombreux mouvements de population - variation du nombre d'habitants en plus ou en moins, de nouveaux déplacés, de retournés dans les localités - est un facteur de complexité et de blocage supplémentaire pour accompagner le plus efficacement possible les populations et communautés dans la fourniture d'accès durable à l'eau. Les crises récurrentes depuis une quinzaine d'années empêchent les COGES de se structurer dans la durée.

La sous-préfecture de Kabo est particulièrement concernée par les mouvements de populations ; par exemple, la ville de Kabo a vu sa population augmenter très significativement en 2013 (de 19 000 personnes à presque 30 000 personnes, selon SI).

Contexte de Kabo et rappel des interventions passées de SOLIDARITES INTERNATIONAL

Le Triangle Kabo-Batangafo-Ouandago est une région particulièrement affectée par l'insécurité depuis une dizaine d'années, coïncidant avec la naissance d'une milice progouvernementale menée par Abdoulaye Miskine contre la rébellion du général Bozizé en 2002, suivi du coup d'Etat de ce dernier en 2003.

Chronologie simplifiée de la situation humanitaire depuis 2003²²

²⁰ Un « continuum » suppose une progression naturelle, prévisible et séquentielle d'un état à un autre (par exemple, des secours au développement). Alternativement, un "contiguum" reconnaît que les divers stades de développement et de réponse aux catastrophes peuvent fonctionner en même temps, en se chevauchant ou en se juxtaposant.

²¹ LRRD : Linking Relief Rehabilitation and Development. Voir : http://www.urd.org/IMG/pdf/publispe_Eclairage_Zoom-ROSAAn8_FR.pdf Il s'agit de :

- programmes (tels que ceux cités dans la même phrase) visant à assurer une continuité entre réponse d'urgence et actions de développement : ces approches sont menées dans des phases dites de transition. Elles ont une vocation de relance, de sortie d'urgence.
- ou d'un concept mettant l'accent sur la nécessité d'associer plus étroitement urgence et développement, comme moyen de répondre aux causes structurelles des crises.

²² Voir détail en annexe.

<i>Année / période</i>	<i>Evènements politico-militaires</i>	<i>Conséquences sur les populations</i>	<i>Réponse humanitaire</i>
Mars 2003	Les libérateurs de Bozizé passent et s'installent à Kabo	Fuite des populations de Kabo vers le Tchad (camps de Yarounou)	
2005	Attaque de la ville par les rebelles soldée par un échec (FACA gardent contrôle de la ville)	Population fuit soit en brousse, soit au Tchad et l'économie locale s'effondre.	
	Retour des habitants réfugiés au Tchad	Développement d'un certain banditisme (ex. : coupeurs de routes).	
Depuis 2006-2007		Peur de cultiver des terres éloignées : surexploitation des terres, perte de productivité.	Retour de l'aide humanitaire à Kabo (ONG internationales, CICR, Nations unies) ²³
2007-2008	Troubles, insécurité	Villages des axes Béhili et Gbazara se réfugient à Kabo (actuel site B) et au Tchad.	
avril 2008		Villages des axes Nord (Moyenne Sido) fuient et s'installent à Kabo (création du site A).	
Avril 2009	Affrontement FDPC / FACA	Population de Kabo se réfugie dans les périphéries.	
Septembre 2009	stabilisation	Retours dans leur village des populations des axes Béhili et Gbazara, ainsi que des populations de l'axe Nord.	Accompagnement des retours par SI
avril 2010	Affrontements FACA / FDPC	Villages de l'axe Nord (Moyenne Sido) viennent de nouveau se réfugier dans le site A à la demande des FACA.	
2011	Exactions des éleveurs Mbararas Instabilité persistante sur les axes	Nouvelle arrivée des populations de l'axe Béhili dans le site B.	SI recentre des activités sur la ville de Kabo et les sites de déplacés.
2012	Affrontements entre		

²³ Première intervention de SI en 2007.

Contexte institutionnel EHA en RCA et à Kabo

Si l'appareil étatique n'est pas en mesure d'assurer les besoins de base des populations, il faut quand même rappeler que, concernant l'eau, la Direction Générale de l'Hydraulique (DGH) et l'Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANEA) ont le mérite d'exister et ont déjà réalisé un travail conséquent (dès 2011) en coopération avec les acteurs internationaux, sur la politique nationale de l'eau, l'établissement de normes et recommandations, ainsi que l'amélioration de leurs capacités de mise en œuvre. Ces structures ne sont cependant pas représentées localement.

Ainsi, l'ANEA n'est pas présente à Kabo, mais elle l'est à Bossangoa (dont dépend administrativement Kabo) ainsi qu'à Kaga Bandoro. Kaga Bandoro est plus accessible depuis Kabo que Bossangoa, car plus proche géographiquement par une route moins sujette aux braquages. En effet, l'axe Kabo-Bossangoa Batangafo (zone de front) est aujourd'hui très peu sécurisé.

Depuis 1983, date du premier document de politique et stratégie nationales en matière d'eau et d'assainissement, la programmation des projets d'hydraulique villageoise se fait sur la base de la fourniture de 25 litres par personne et par jour, ce qui revient à équiper d'au moins un point d'eau moderne tout village comptant plus de 250 habitants. Dans la pratique, ces critères ont été adaptés en fonction des réalités du terrain, certains projets accordant un forage pour des villages de moins de 150 habitants, pour peu que ces villages aient réuni les fonds demandés pour pouvoir bénéficier d'un point d'eau. A la fin de l'année 1999, 2 600 forages équipés de pompes à motricité humaine et quelques 300 puits modernes et captages de sources avaient été réalisés, constituant un parc d'environ 2 900 points d'eau modernes ; le taux de pannes des pompes étant estimé à 20% et affectant de ce fait en moyenne un peu plus de 500 forages, le nombre de points d'eau fonctionnel en 2000 était estimé entre 2 300 et 2 400.²⁴

Aujourd'hui, les trois documents-cadres faisant référence dans le secteur de l'eau en RCA (et que tout acteur intervenant en EHA devrait connaître) sont les suivants :

1- Loi portant Code de l'Eau du 12 avril 2006

Cette loi a notamment libéralisé le secteur de l'eau et créé l'ANEA (agence qui devient responsable pour le milieu rural), ainsi que d'autres agences pas encore opérationnelles à ce jour.

2- Le document de politique et de stratégie (2008)

C'est ce texte qui fixe à 300 le nombre maximum de personnes²⁵ par pompe, ainsi que l'objectif de 25 l/pers/jour en milieu rural et 55 l/pers/jour en milieu semi-urbain. Ce texte stipule aussi que les artisans réparateurs doivent intervenir en moins de 48 h, en cas de panne sur une pompe.

3- Les normes

Ces normes ont donné lieu à de nombreuses concertations rassemblant tous les acteurs du secteur y compris les ONG, et ce depuis plusieurs années. Le texte est en attente d'une signature officielle du décret par le ministère pour entrer en application.²⁶ Toutes les prescriptions techniques et organisationnelles y sont décrites, telles que : qualité de l'eau, méthode de sensibilisation des bénéficiaires permettant à la population de s'approprier l'ouvrage, organisation de la gestion et de la maintenance, etc.

Selon le document « Normes en matière d'eau et d'assainissement en milieu rural », seuls deux types de pompes sont reconnues par les institutions centrafricaines : India et Vergnet (p17) : le

²⁴ Source : Schéma Directeur EHA 2001, p. 41.

²⁵ Beaucoup d'organisation considère aussi 150 comme un minimum

²⁶ Selon l'ANEA, cette signature serait imminente.

choix du type de pompe dépendra principalement du contexte géophysique ainsi que de la disponibilité locale des pièces détachées.

L'ANEA, soutenue par l'UNICEF et réellement opérationnelle seulement depuis janvier 2011, est en train de déployer sa stratégie d'implantation d'une antenne déconcentrée dans chaque région. Chaque antenne comprend *a minima* six animateurs et six artisans réparateurs (sans compter le matériel : outils, vélos, pièces détachées).

Aujourd'hui, huit antennes fonctionnent : Lobaye, Ombella M'Poko, Kémo, Nana Grébizi à Kagabandoro (l'une des premières créée), Ouaka, Nana Mambéré, Ouham à Bossangoa (antenne créée en 2011, mais complètement pillée à partir de 2012²⁷, et réinstallée mi-2014). Deux antennes sont financées par le gouvernement, les autres pour l'instant par UNICEF.

²⁷ Un stock de pièces détachées Vergnet et India financé par l'ANEA, l'UNICEF et ACF pour un montant de 58 millions de FCFA, a notamment été volé au dépôt de Bossangoa.

1. Approches et systèmes de GSE

Quel est le degré de reproductibilité de l'approche « gestion sociale de l'eau » dans d'autres contextes opérationnels humanitaires centrafricains, par exemple des sites de déplacés récentes et très peu homogènes en termes de population ?

La méthode de sélection des membres des COGES est-elle adaptée et bien comprise par la population ?

Est-ce qu'une autre approche (ou des aménagements de la méthode utilisée par SI) aurait permis d'obtenir de meilleurs résultats ?

Est-ce qu'un point d'eau peut être pérenne via d'autres mécanismes que celui des COGES ?

Approches et méthodes

Quelle a été la méthode mise en œuvre par SI pour créer un COGES ? Pour le redynamiser ?

Approche de SOLIDARITES INTERNATIONAL :

La méthode de SI respecte les étapes-clefs d'installation d'un point d'eau et de mise en place d'un comité de gestion. La consultante a analysé deux documents décrivant (capitalisant) cette approche (consultable dans le dossier Dropbox : « Archives projets passées à réutiliser » sous le lien suivant : <https://www.dropbox.com/sh/9vhibqedqagt66h/AAD4eku-izjAsYYNIoebhV6ea?dl=0>). Les entretiens et ateliers avec les animateurs, et les COGES permettent de confirmer que l'approche décrite dans les documents correspond à ce qui se pratique sur le terrain²⁸ :

- réunion de prise de contact avec les autorités ;
- réunion publique avec la communauté : explication du processus dans son ensemble à la communauté, lecture du protocole d'accord, fixation d'une date pour le prochain RDV qui sera celui de l'élection du COGES, SI demande à la communauté de réfléchir à un emplacement ;
- élection du COGES en présence de toute la communauté ;
- formation des COGES²⁹ avec remise d'un kit de gestion et d'entretien ;
- réalisation du forage. Le COGES est incité à venir prêter main forte aux ouvriers, à aider au stockage du matériel, au logement des ouvriers... ;
- réalisation de la margelle. La communauté participe aux travaux en fournissant si possible sable et pierres latéritiques (« moellons »). Elle doit impérativement avoir creusé le puits perdu pour que la pompe soit installée.

Les approches des autres agences humanitaires (SI, ACF, CRF, CICR, ACTED) sont relativement similaires.

Les modèles de GSE observés

Zone de Kabo

Il est à noter que ce sont les plus anciens forages qui ont toujours montré et montrent encore aujourd'hui les meilleurs résultats en termes de mobilisation communautaire (meilleur entretien des points d'eau, collecte plus facile, appel à l'artisan réparateur, réparation de petites pannes...)

²⁸ L'approche de SI est analysée dans le chapitre suivant : Facteurs influençant la durabilité.

²⁹ Parfois, voire souvent, la formation a lieu après la réalisation des ouvrages.

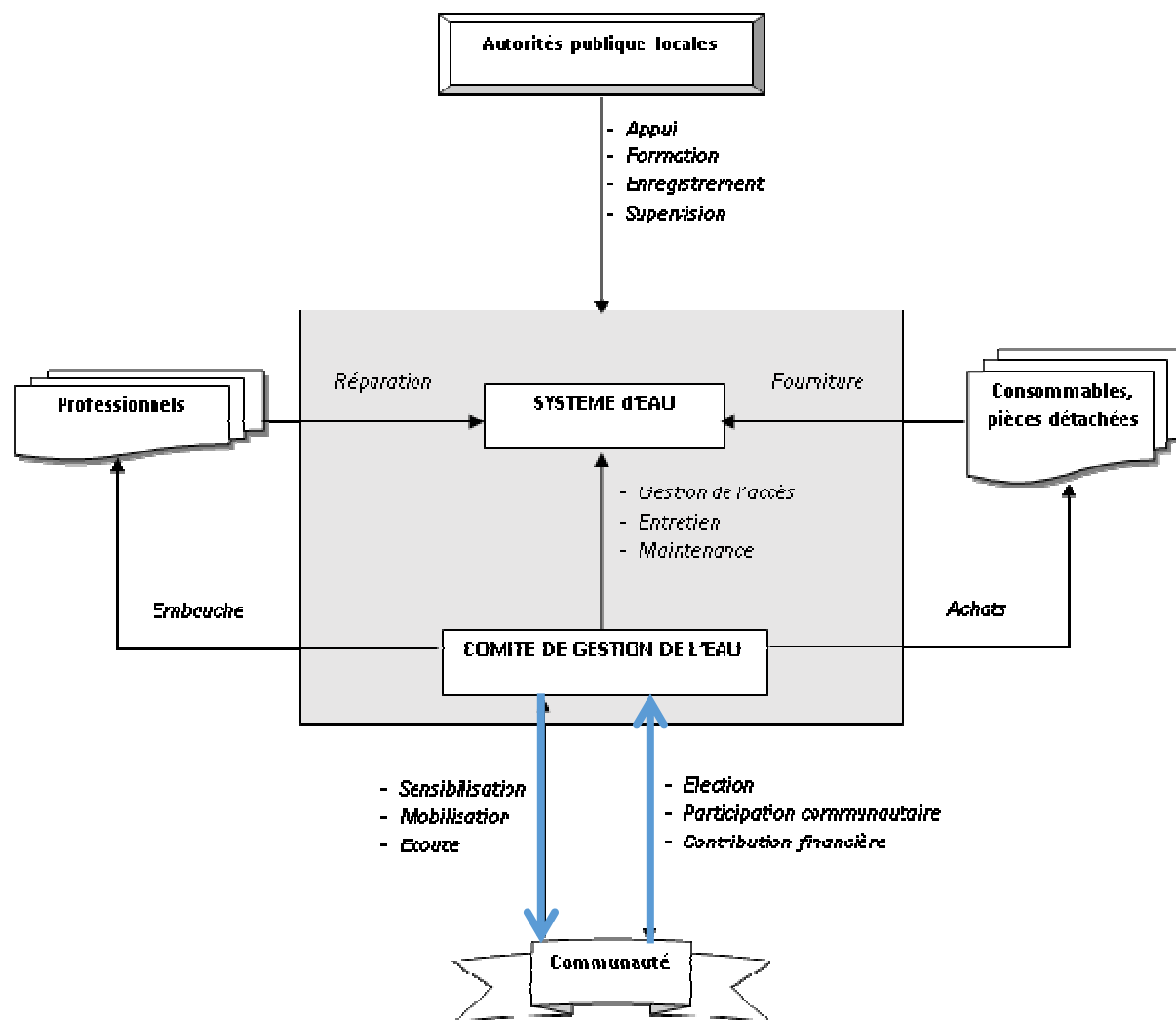
Le **bénévolat des COGES est une constante**. Il ne semble pas remis en cause. De toute façon, au regard du niveau de vie et de la pauvreté des ménages, ce modèle semble préférable à celui qui consisterait à rémunérer le gardien. Il serait néanmoins souhaitable que l'argent même très symbolique de la cotisation des ménages serve à acheter les outils et produits minimum pour l'entretien (balai, brosse, savon, javel, gants, bottes, pelles, pioches, brouettes).

La seule fois où le bénévolat a été critiqué est dans le site C (déplacés urbains de Bangui) : à partir du moment où le divorce entre COGES et communauté est consommé, il est légitime de prétendre à une rémunération. **Tout l'enjeu réside dans l'accompagnement et le dialogue avec les communautés pour qu'elles décident elles-mêmes si elles préfèrent rémunérer une personne pour nettoyer le point d'eau, ou bien que cela reste un travail communautaire** auquel tout le monde participe (par exemple, à tour de rôle).

Le montant de la cotisation mensuelle est absolument uniforme dans toute la sous-préfecture (100 F CFA par ménage) à une exception près : le forage du quartier arabe (celui avec problème d'eau non potable en saison des pluies) qui est de 25 F .CFA/mois/ménage. Le COGES explique que c'est un montant maximum. Au regard du nombre de PMH qui existent à Kabo et de leur proximité (concurrence), un montant plus élevé ne serait pas attractif pour les habitants.

Le système théorique

C'est le système qui est décrit lors de la formation des COGES par SI.

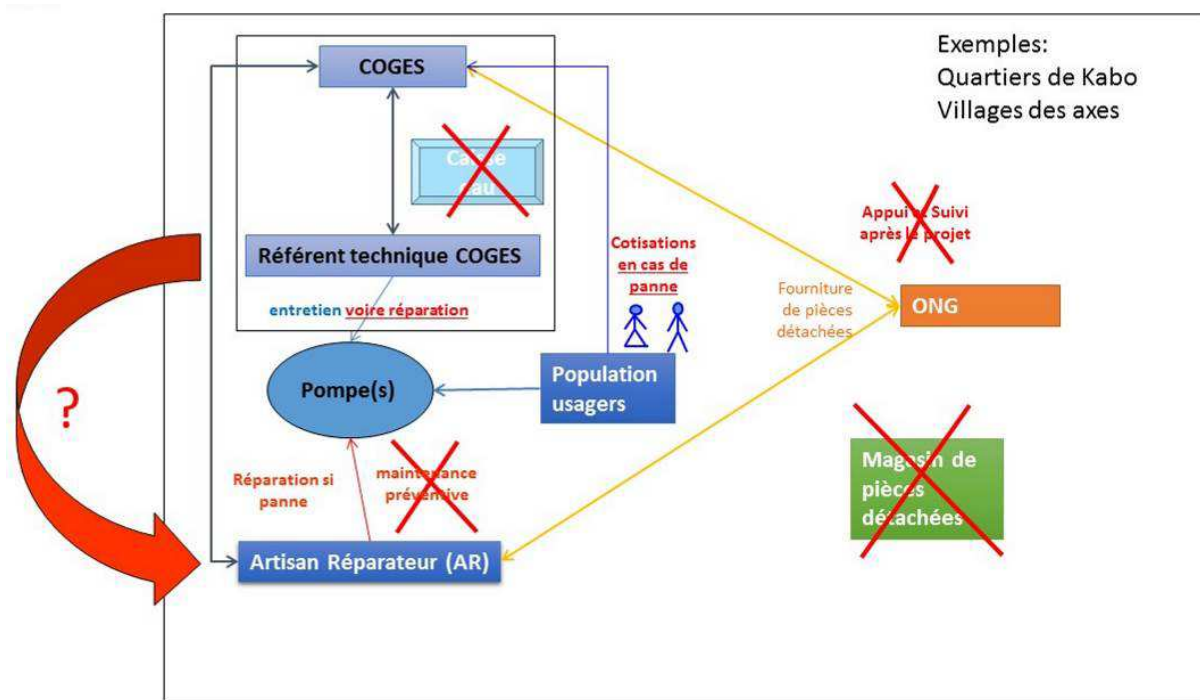


Source du schéma : Manuel de formation des COGES, SI (repris sur manuel COGES RCA ACTED 2010, lui-même repris sur manuel de référence d'ACF « EHA pour les populations à risque »)

La crise a fragilisé les COGES : de nombreux membres ont quitté la zone pour fuir les conflits, l'augmentation du coût de la vie, l'appauvrissement des ménages rendant tentant le fait d'emprunter ou carrément de voler l'argent dans la caisse « eau ». En outre, la fermeture de la frontière avec le Tchad depuis avril 2014 rend encore plus difficile l'accès aux pièces détachées pour les pompes. Ces contraintes majeures expliquent que les modèles observés sur le terrain dans la sous-préfecture de Kabo sont les suivants :

Les systèmes les plus courants

PMH installées par SI



Plus de collecte, pièces fournies par SI (surtout pièces Vergnet³⁰) : c'est *a priori* l'artisan réparateur qui répare et se fait payer *a minima* ou bien bénévolement (variante : c'est SI qui répare).

Habitude prise par l'AR formé par SI (en principe accompagné d'un membre du COGES) de ramener la pièce défectueuse au bureau de SI, pour s'en faire remettre une neuve gratuitement afin de réparer la pompe.

Généralement, la collecte a lieu au début voire plusieurs fois, mais suite à la résistance de la population, COGES s'est découragé : ce sont alors les membres des COGES qui ont eux-mêmes rassemblé et/ou le chef. Risque. Puis découragement général : arrêt des collectes.

Exemple : Kabo (Agonda, Nguédjitan ...), le premier forage du site C.

Un rapport SI de 2011 stipulait : « dans les villages des axes, les COGES sont quasi-inexistants, les contraintes sécuritaires n'ont pas permis de suivi, l'accès est difficile pour les artisans réparateurs, les ménages ont très peu voire pas d'argent à consacrer à l'eau. ». Les limitations des déplacements en janvier 2015 n'ont pas permis d'investiguer en profondeur la situation dans les villages des axes.

³⁰ Au moment de cette étude, la plupart des pièces d'usure Vergnet ne sont plus disponibles à la base de Solidarités Kabo : il n'y a donc aucune solution adaptée en cas de panne pour l'essentiel du parc de pompes de la zone de Kabo.

Les villages visités (Beltounou 2, Dimba 1) et la petite ville de Gbazara (ou très gros village) suivent ce même modèle.

PMH ancienne (programmes UNICEF ou DGH des années 1988 à 1998)

Collecte uniquement en cas de panne, pièces achetées par l'AR (parfois par le COGES) rémunéré par l'argent de la collecte ;

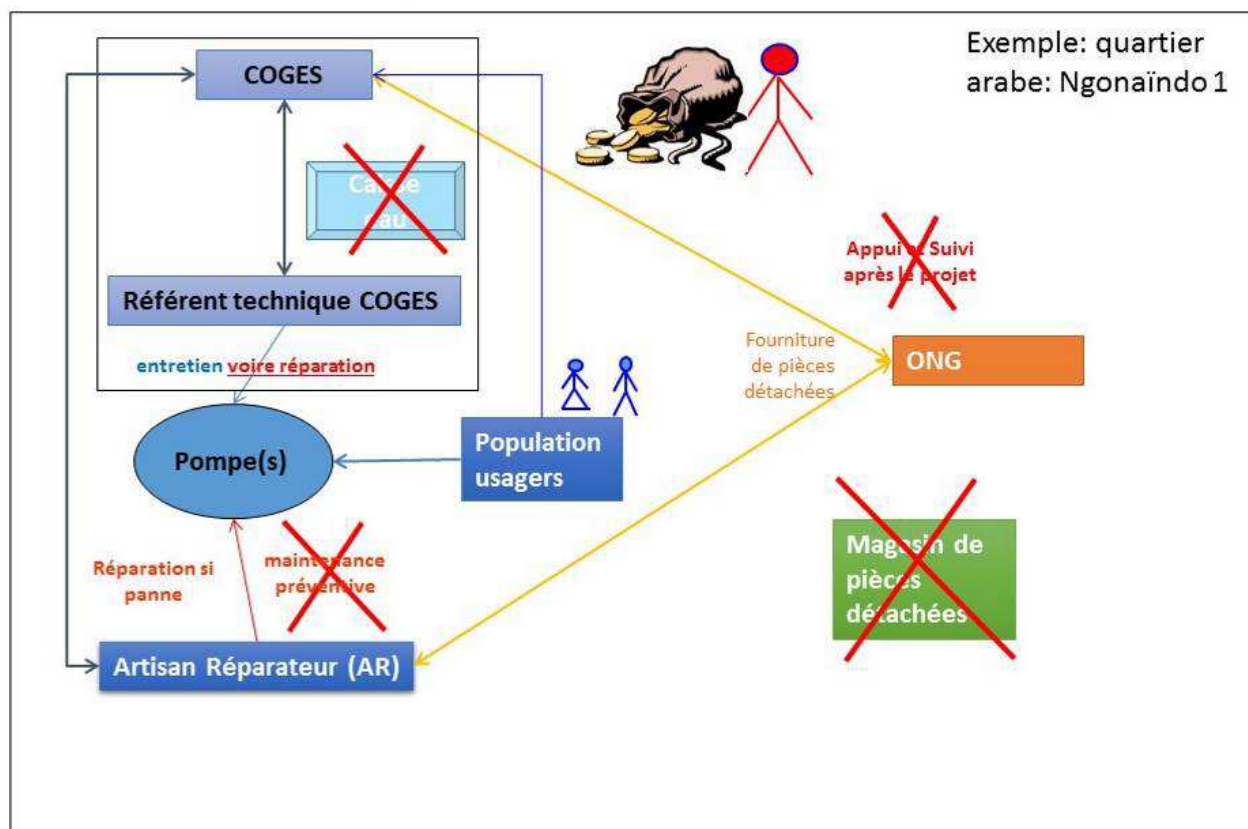
Système perméable en ville : il est possible que certaines communautés se soient approvisionnées en pièces détachées auprès de SI ;

Avant l'arrivée de SI dans la zone (et la formation ou redynamisation des COGES d'anciens forages), c'était plutôt les autorités locales chefs (pour les villages) ou les notables (pour les villes) qui se chargeaient de la collecte des contributions financières en cas de panne ;

Certains COGES (ex : Kemkaba 1A à Kabo) préfèrent donner argent juste après la collecte à l'AR en prévision d'une future panne (lorsque la pompe montre signes d'usures) pour éviter de garder de l'argent dans la caisse, et en demandant à l'AR de s'engager à intervenir sans délais lorsque la pompe tombera en panne.

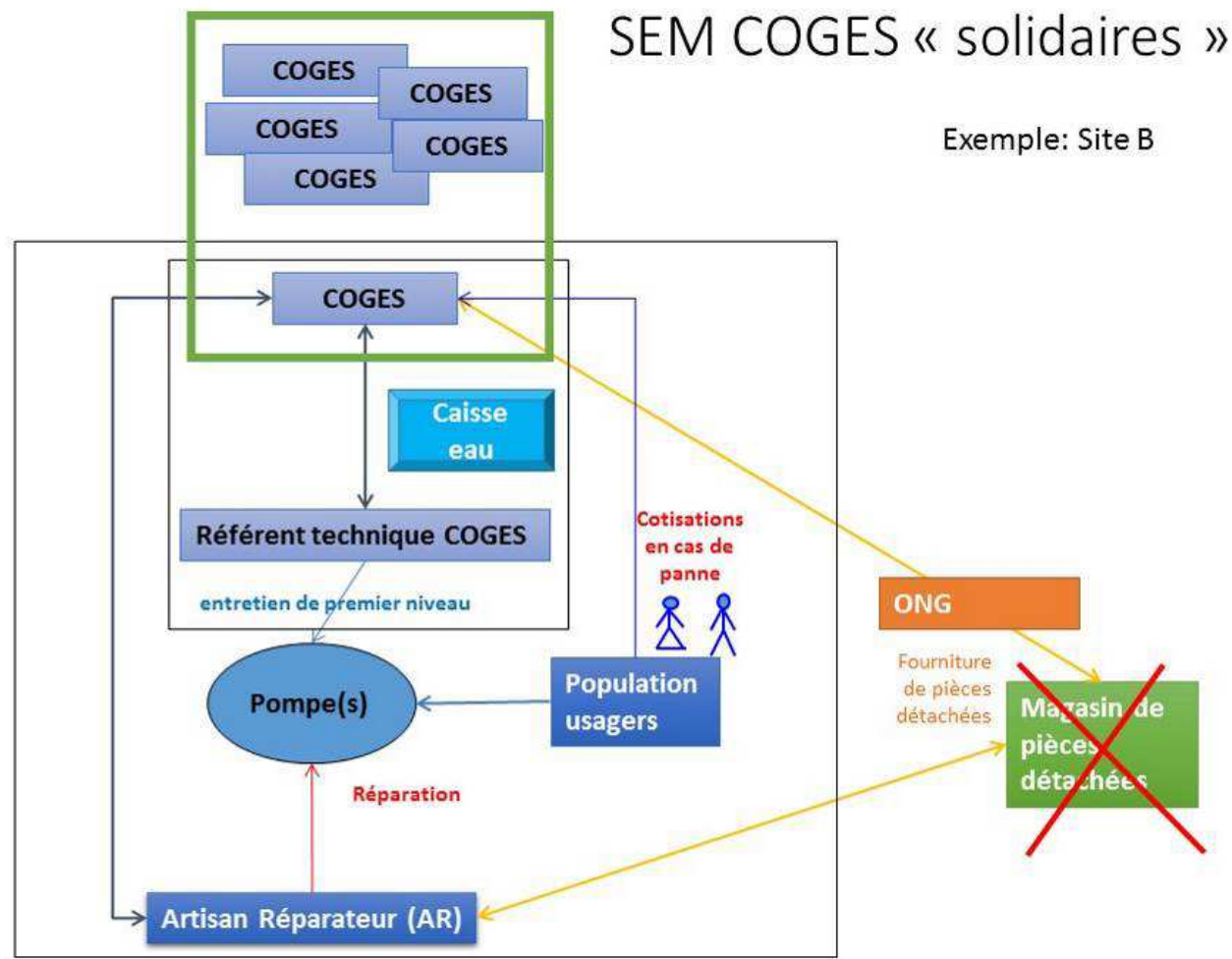
Exemple : Kabo Ngariana 1, Beltounou 2 (gros village axe Farazala)

Modèle avec un bienfaiteur de la communauté



Un membre nanti décide de payer toutes les réparations. Ce système a fonctionné par exemple pour le forage dit « Ngonaindo 1 » utilisé par une partie de la communauté du quartier arabe.

Variante : les notables de la communauté (chefs de quartier notamment, chefs religieux) prennent en charge à plusieurs les frais ou impulsent une collecte auprès des ménages.

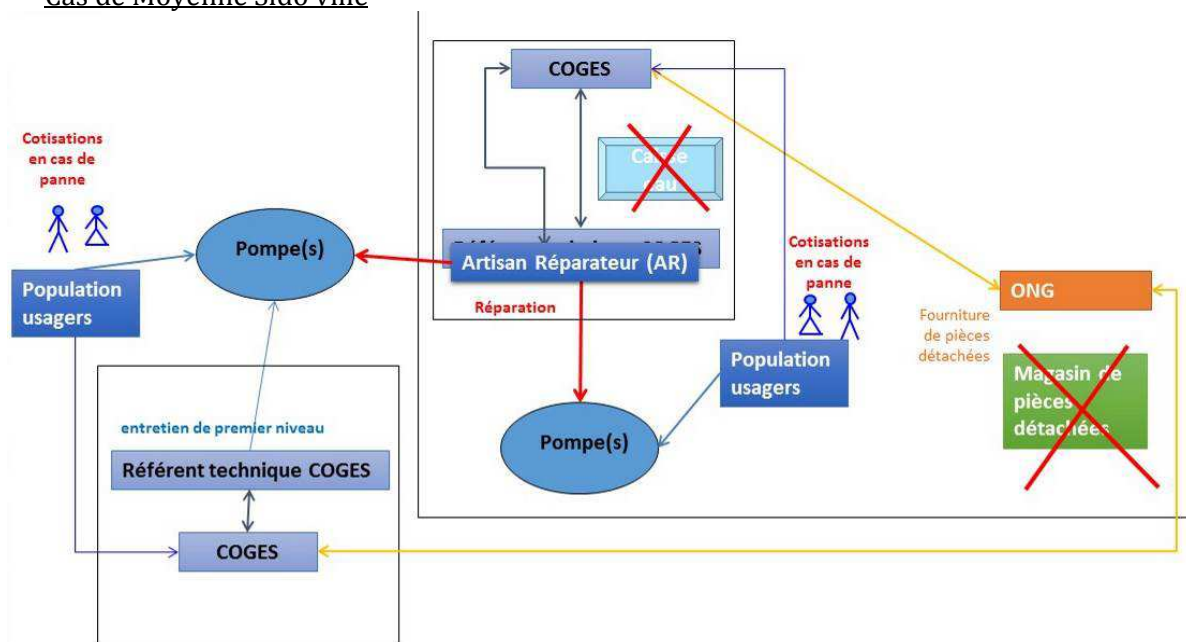


Fonctionnement des COGES en réseau pour les 6 points d'eau du site : en cas de panne de l'un des forages, tous les COGES s'entendent pour interdire accès à la pompe dont ils ont la responsabilité (fermeture par cadenas par exemple) : l'accès est autorisé uniquement après que le ménage s'est acquitté d'une cotisation consignée dans le registre des cotisations par le Secrétaire, Président ou Trésorier assurant une permanence à la pompe le jour J.

Ce modèle est très intéressant, mais non applicable à l'échelle globale d'une ville comme Kabo (38 PMH et de nombreux puits traditionnels). En revanche, il est tout à fait applicable à l'échelle des groupes de quartiers³¹. Il faudra alors beaucoup de pédagogie, de préparation et de sensibilisation de la part des chefs, notamment pour le mettre en œuvre.

³¹ L'idée a été jugée très pertinente lors de l'atelier avec les chefs de quartiers et de groupes.

Cas de Moyenne Sido ville



Trop récent pour parler de modèle qui est en devenir et en train de se construire.

Cependant, le « cas » est intéressant et permet de discuter quelques leçons.

La ville de Moyenne Sido (à la frontière tchadienne)- compte environ 8 000 personnes natives de la localité. Certaines sont retournées du Tchad (où elles ont séjourné dans des camps). Plusieurs milliers de personnes déplacées sont arrivées (faisant quasiment doubler la population de Moyenne Sido) : depuis 2011, des déplacés de l'axe Moyenne-Sido->Kabo, depuis 2013 des déplacés de Bangui (installés dans le site « Cité de la Paix ») et depuis août 2014 des déplacés de Batangafo.

Des tensions et mécontentements de la part des COGES (en particulier des référents techniques) ont été observés en janvier 2015, et les responsables SI ont dû multiplier les allers-retours en personne pour résoudre les problèmes.

Ces derniers sont probablement le cumul de plusieurs facteurs combinés :

- précipitation de fin de projet (il fallait terminer toutes les activités avant le 31/12/2014) : des étapes-clefs de l'approche ont été supprimées, telles que des réunions communautaires ou encore la cérémonie publique de remise des ouvrages et des outils aux différents acteurs.
- ambiguïté « référents techniques »/ « artisans réparateurs » : comme il n'y avait pas d'artisans réparateurs à Moyenne-Sido, la stratégie de SI a consisté à sélectionner les futurs AR parmi les référents techniques des COGES lors de leur formation (cela permettait d'identifier rapidement- lors de la formation- les meilleurs techniciens). Ainsi, certains COGES ont un AR avec caisse à outils en leur sein, tandis que d'autres COGES n'ont que des référents techniques. Cette stratégie a engendré des jalousies et des incompréhensions, surtout lorsque les référents techniques du quartier arabe n'ont pas été choisis pour être AR.
- contexte urbain caractérisé par une hétérogénéité de population (notamment quartiers arabes/quartiers chrétiens) : dans le contexte de la crise actuelle, exacerbant les tensions entre confessions religieuses, il convient d'être particulièrement prudent.
- la communication est probablement améliorable (ambiguïté entre « kit » et « caisse », les animateurs n'emploient pas la même terminologie ; mécontentements liés aux promesses ne correspondant pas à la réalité : contenu des kits différents des listes reçues, nombre de caisses remises aux artisans réparateurs : passage de quatre caisses à trois caisses).

Ailleurs en RCA

Il existe une étude récente qui a analysé et modélisé les quatre grands systèmes de gestion existant en RCA (source UNICEF). Il s'agirait d'une analyse économique et financière des systèmes de gestion de l'eau en RCA (4 modèles types y sont décrits : système communautaire ; système préventif = celui d'ICDI ; système de garantie totale Vergnet et un 4^e qui serait une variante du système communautaire). Malheureusement, la consultante n'a pas réussi à trouver cette étude pendant la mission sur place³².

ICDI

Le modèle le plus célèbre est celui mis en place par l'ONG américano-centrafricaine ICDI (Water for Good) qui a installé plus d'un tiers des PMH de RCA. Modèle lié basé sur des actions de « développement » pas d'urgence.

ICDI assure la maintenance tous les 4 mois en échange d'une cotisation de 16 000 FCFA/Trimestre (soit 48 000 F CFA/an). Les réparations plus lourdes en cas de panne sont comprises dans ce forfait (pas de surcoût). ICDI installe exclusivement des Vergnet, mais ils prennent aussi les INDIA Mark II pour les contrats d'entretien.

A noter : la stratégie d'ICDI est en cours de changement : l'ONG réfléchit à une stratégie de sortie pour ne plus rester un acteur indispensable dans le nouveau système. L'idée est de se repositionner dans un rôle « normal » d'ONG qui accompagne, mais pas d'ONG qui se substitue aux acteurs locaux pour la maintenance et la réparation (les acteurs locaux restant à identifier : entre les institutions publiques ANEA et des acteurs privés : artisans réparateurs et détaillants en pièces détachées à leur compte).

Gestion paroissiale

Gestion du point d'eau par la paroisse, cotisation via les deniers du culte des fidèles chaque dimanche (non observé) : voir quartier Sakai à Bangui.

Gestion par petite ONG locale

Dans la Région de Lobaye, il existerait un modèle intéressant, généré spontanément par les communautés pygmées très pauvres³³. Pour faciliter la collecte des cotisations, l'ONG « Boki Boki » a été créée dans la localité de Bagando. Elle passe régulièrement récupérer l'argent collecté par les COGES gérant les six pompes³⁴ de Bagando, ainsi que les dix pompes des villages environnants. Après plusieurs années, les recettes en caisse ont permis la création d'un nouveau point d'eau, ainsi que le paiement de maîtres parents, et la constitution d'une petite caisse à pharmacie communautaire.

Gestion des points d'eau des centres de santé et des écoles

Ce type de points d'eau est parfois géré par le personnel ou bien les usagers. Par exemple, à Bayanga, c'est l'Association de Parents d'élèves qui fait office de COGES : les cotisations pour l'eau permettent de payer les maîtres communautaires.

³² Selon plusieurs sources, ce document se trouverait dans la salle de documentation de la direction générale de l'hydraulique à Bangui. Ayant la possibilité d'aller consulter cette étude, SI est vivement encouragé à le faire.

³³ Il est intéressant de constater la réussite d'un système de GSE générant des recettes pour le développement communautaire, dans l'une des zones les plus pauvres de RCA. Bien sûr, il s'agit de données secondaires qui n'ont pas pu être observée sur le terrain. Même remarque pour les autres modèles hors sous-préfecture de Kabo.

³⁴ Les pompes ayant été installées par ICDI, il s'agit de pompes Vergnet.

Ailleurs en Afrique

Au Tchad, Almy Nadif (2001-2008) et Programme d'Appui à la Stabilisation (PAS) à l'Est du Tchad 2009-2012

La consultante a choisi de présenter ce projet car ses résultats sont bons, voire excellents et en raison de la proximité géographique du pays, ainsi que de la problématique de transition (accompagnement aux retours, appui à la stabilisation).

Certains éléments de ces projets capitalisés depuis 15 ans peuvent utilement inspirer d'autres projets de GSE, même s'il est clair que toutes les bonnes pratiques ne peuvent pas être répliquées aujourd'hui en RCA compte tenu des contraintes. Il est intéressant de constater l'importance en nombre et en qualité des aspects soft (réunions communautaires, formation impliquant tous les acteurs : pas seulement les Associations d'Usagers de l'Eau –AUE-, ...) qui sont fondamentaux. Une annexe présente le détail de la méthodologie.

Points-clefs :

- Qualité des études géophysiques et hydrogéologiques pour minimiser le risque de forages négatifs (taux de forages positifs record dans cette zone de socle très complexe, en comparaison d'autres projets).
- Projet qui impose une maintenance préventive réalisée par des artisans réparateurs formés, organisés en réseau et agréés.
- Adoption du principe de l'approche par la demande : chaque village qui souhaite un ouvrage d'eau potable adresse une demande écrite au projet et verse une participation initiale de 150 000 F CFA.
- Réalisation d'une enquête villageoise socio-économique³⁵ pour préciser le souhait exprimé par la population quant à l'ouvrage.
- Tous les acteurs du système (artisan réparateur, AUE, chef...) participent aux différentes étapes.
- Suivi-accompagnement de plusieurs années via de l'animation communautaire dans les villages.

Le contenu des réunions d'animation de ce projet est présenté en annexe.

³⁵ Organisation du village, disponibilité en eau, capacité économique, critères démographiques, le cas échéant : modalités de gestion de la pompe déjà en place, présence d'écoles ou de dispensaires.

2. Facteurs influençant la durabilité des points d'eau

Quels sont les déterminants³⁶ du changement de comportements dans la gestion sociale de l'eau ?

Quels sont les caractéristiques des doers et non doers (usagers qui cotisent vs. ceux qui ne cotisent pas, COGES qui « fonctionnent » v. COGES qui ne fonctionnent pas) ?

Peut-on identifier des déterminants (leviers et blocages) non utilisés à ce jour pour améliorer le système de gestion sociale de l'eau et renforcer l'appropriation pérenne du concept de COGES par les communautés ciblées ? Pour renforcer leur autonomie ?

Parmi les leviers identifiés, lesquels seront les plus impactants ?

Un système fixe de COGES est-il pertinent ou doit-on préconiser des systèmes de COGES variables selon les communautés ou quartiers ?

Quels sont les facteurs-clefs de succès/échec de la pérennité des COGES ?

L'expérience des acteurs opérationnels et des chercheurs en GSE montre que la pérennité du point d'eau dépend essentiellement de quatre facteurs :

- la demande solvable des usagers ;
- la réalisation du forage et l'installation de la pompe dans les règles de l'art ;
- une gestion responsable du point d'eau ;
- un service après-vente réactif et performant.

L'ensemble des comportements identifiés et leurs déterminants (leviers / blocages) organisés dans les tableaux ci-dessous sont issus du travail de recherche effectué dans la zone de Kabo pour chacune des situations. La grille d'analyse obtenue peut cependant être utile pour d'autres contextes.

L'analyse des informations recueillies a abouti à la conclusion qu'il n'y a **pas de différences significatives dans les comportements et pratiques des différents acteurs en fonction des situations (sites, villes, villages etc.)**. Cela étant vrai pour l'ensemble des analyses de ce chapitre, il a donc été proposé de ne faire qu'un seul tableau récapitulatif, regroupant toutes les situations. En cas de différence, elles sont signalées explicitement.

³⁶ Déterminants internes des membres des COGES, des usagers et déterminants de l'environnement.

Demande solvable des usagers

Levier-clef : l'appropriation du point d'eau par l'ensemble des usagers

	Fait/comportement favorisant GSE durable « processus clefs »	Déterminants (cause ?) Leviers	Blocages	Stratégie d'action proposée pour SOLIDARITES INTERNATIONAL
Communautés, futurs usagers	La communauté est à l'initiative du projet qui est réalisé à sa demande (et non pas le projet qui demande soutien et participation à la communauté)	Connaissance de la chaîne de contamination des maladies hydriques et de l'importance de consommer de l'eau potable	Situation d'urgence : « On fore, et on organise après ! »	Toujours se poser cette question : même si les ménages sont trop pauvres pour rassembler une contribution initiale, que pourrait faire la communauté pour contribuer AVANT le démarrage du projet et prouver ainsi sa motivation ?
Autorités locales et/ou traditionnelles	Le chef porte la démarche de la communauté, ou au moins se responsabilise assez vite.	Etre un « vrai chef », c'est-à-dire un leader responsable.	Communauté non structurée, sans véritable chef (c'est très rare)	- Continuer à associer les autorités locales dès le début du projet - Identifier – au cas où ce n'est pas le chef- les leaders d'opinion, les personnes influentes et écoutées de la communauté (un sage ?), capables de fédérer et de jouer un rôle reconnu de supervision
Direction de l'Hydraulique	<i>(non observé, acteur absent de la zone de Kabo)</i>			- associer - <i>si possible</i> !- le plus en amont possible les services de l'eau légitimes
Equipe ONG	- Intransigeance sur une forme de participation initiale - Analyse des capacités économiques des communautés pour entretien de la PMH - Clarté des messages délivrés - Définition de critères et d'objectifs de fonctionnalité en collaboration avec le COGES lors de sa formation	Formation adaptée des animateurs Compréhension des enjeux et de l'importance de cette intransigeance	Animateurs considérés uniquement comme des exécutants -Difficulté à financer un nombre important d'animateur sur les projets	- « prendre soin » de l'équipe d'animateurs, interface avec les bénéficiaires, ils sont une clef de réussite majeure (ou bien d'échec si non motivés, pas suffisamment formés/expérimentés par exemple) - travailler avec les équipes SAME pour connaître en temps réel les capacités économiques des ménages.

Analyse pour les différentes situations de la zone de Kabo :

Il est remarquable que toutes les communautés qui entretiennent plutôt bien leur point d'eau soient à l'origine de sa création : chefs, COGES et communautés expliquent qu'ils ont fait une démarche auprès du Maire, ou bien de SI (exemple site B, communauté du quartier « Ngodégué » cité comme COGES exemplaire...)

Cependant, cette démarche ne suffit pas, particulièrement à Kabo : de nombreux autres facteurs sont bloquants (concurrence avec d'autres points d'eau à proximité, accès gratuits à d'autres points d'eau).

Dans l'ensemble de la zone, les bénéficiaires des points d'eau connaissent bien l'importance de consommer de l'eau potable et la préfèrent à l'eau des puits : l'un des leviers est la présence du centre de santé (sous supervision de MSF) : à chaque consultation, les personnels font passer ces messages. De plus, SI (présent depuis 2007) a fait un gros travail de sensibilisation/information et de promotion à l'hygiène. Toutes les personnes rencontrées préfèrent l'eau des forages équipés de PMH, ou à défaut des puits équipés de PMH.

L'ANEA est absente de la zone (il n'y a jamais eu de délégation) : dans la zone de Kabo, il n'est pas pertinent dans le très court terme de chercher à intégrer cet acteur dans l'approche (par exemple, en essayant de créer et soutenir une délégation de toute pièce dans un pur projet de développement gouvernance renforcement institutionnel)³⁷.

Réalisation du forage et installation de la pompe dans les règles de l'art

Levier-clef : choix d'un emplacement consensuel avec protocole d'accord, qualité des ouvrages, compétences des prestataires

	Fait/comportement/pratique	Déterminants (cause ?)		Stratégie d'action ?
		Leviers	Blocages	
Foreur	Le foreur utilise de bons matériaux et respecte les étapes de concertation			
Propriétaire terrain	Le propriétaire du terrain signe un protocole d'accord bien compris de lui, ainsi que de la communauté et des autorités locales		Absence de cadastre et de papiers officiels, donc possibilité de conflits dans le futur	

³⁷ Même si à plus long terme, il est à espérer que la RCA sorte de cette crise chronique et développe ses services publics déconcentrés voire décentralisés.

Equipe SI	Accompagnement de la communauté dans le choix d'un emplacement consensuel Renoncer au forage en cas d'absence de consensus communautaire sur l'emplacement Encadrement, suivi et appui à l'artisan foreur Qualité des études hydrogéologiques en amont Qualité des designs proposés, notamment margelles et puits perdus (variante : abreuvoirs) pour que ce soit facile à entretenir, bien dimensionné Mise en place mécanisme de suivi des nappes phréatiques			- continuer à appliquer les « bonnes pratiques » citées dans la première colonne du présent tableau (si possible améliorer le timing : avoir plus de temps pour le processus)
-----------	--	--	--	---

Analyse pour les différentes situations de la zone de Kabo :

La zone de Kabo se prête bien à la réalisation de forages manuels (nappe peu profonde, géologie favorable)³⁸. L'introduction de cette technique a constitué une innovation locale très intéressante, mais les forages manuels sont parfois moins précis que des forages mécaniques, ce qui pourrait peut-être expliquer que certains points d'eau tarissent en saison sèche.

Les conditions géophysiques sont un peu plus complexes à Moyenne Sido : 6 forages négatifs³⁹.

SOLIDARITES INTERNATIONAL semble avoir bien respecté l'ensemble des étapes-clefs. Il en résulte une absence de conflit et une absence d'appropriation des points d'eau par des privés. Tous les acteurs du système comprennent bien et respectent bien la dimension collective des ouvrages : « c'est le point d'eau pour toute la communauté ».

Les foreurs intervenant dans la zone : Idriss Sibeï et Richard. Richard est tchadien. Il a formé Maurice alors que celui-ci était réfugié au Tchad. Maurice est devenu prestataire pour SI : il installe et répare les pompes.

L'idéal (contexte développement), c'est lorsque la communauté rémunère l'artisan réparateur (AR) au moment de la pose de la PMH (au même tarif qu'une visite de maintenance préventive ou de réparation) : cela permet d'enclencher dès le départ la relation contractuelle entre l'AR et la population.

Problèmes systématiques de capacité insuffisante des puits perdus. Cela s'expliquerait au moins en partie par les délais à tenir : le design serait plutôt bon, mais la mobilisation communautaire prend trop de temps (disons que cela prend nécessairement beaucoup de temps), et les équipes de SI ne

³⁸ Voir carte d'aptitude aux forages manuels : http://practica.org/wp-content/uploads/2014/10/RCA_carte_finaleA2.pdf

³⁹ Six tentatives négatives ce qui avait conduit à déplacer 4 forages à plus de 200 m de leur premier emplacement.

peuvent pas se permettre d'attendre que les communautés aient creusé suffisamment profond (sous peine de prendre du retard sur les plannings) : le busage est donc réalisé sur un trou souvent insuffisant. Par conséquent, certains COGES ferment l'accès à la pompe même en heure de pointe (mesure très impopulaire !) pour laisser le temps à l'eau de s'écouler, ou bien ils ne font rien, ce qui crée des ruissellements importants et des mares d'eau stagnante (mares à cochon). Il faut dire aussi que les puits perdus et canaux d'évacuation ne sont presque jamais entretenus (curés) par les communautés, ce qui aggrave le phénomène, mais ceci est lié au tableau suivant.

Gestion responsable du point d'eau

levier clef : entretien durable du lien entre le COGES et la communauté qui l'a élu

	Fait/comportement/pratique (processus clef)	Déterminants (cause ?) Leviers	Blocages	Stratégie d'action ?
COGES	Collecte réalisée régulièrement	Niveau d'instruction/éducation	- communauté insuffisamment sensibilisée et réceptive (manque de confiance, méfiance, sentiment d'escroquerie lors des collectes) - menace des autorités militaires - alcoolisme	Mettre en œuvre un suivi / accompagnement le plus long possible
	Motivation	Prestige social (avoir une responsabilité, un rôle à jouer dans la communauté) ; dévouement à l'intérêt communautaire ; souci de pérenniser le PE (intérêt personnel et familial)		
	Présence effective des membres	Stabilité de la zone Personnalité charismatique des membres aide beaucoup	Crise : fuite, déplacement Démissions (ex : site C) Incapacité des COGES/communautés à provoquer de façon autonome (sans appui ONG) de nouvelles élections partielles pour remplacer membres défaillants	Introduire et insister dans l'accompagnement sur la nécessité de remplacer les membres démissionnaires
	Entretien du lien avec la communauté : organisation régulière d'Assemblée Générale, information de la population et mobilisation de la	Appui / accompagnement du projet (de l'ONG) et des chefs, ainsi que des leaders d'opinion Une communauté sensibilisée par	Insultes de la part de la communauté Absence de soutien (des chefs, de l'ONG)	

	population pour les travaux communautaires	ailleurs (ce n'est pas le rôle du COGES bénévole d'assurer seul la sensibilisation de la population)		
	Présence d'un maximum de femmes	Incitation par l'ONG dans son animation	Faible taux de scolarisation des filles dans la zone	- insister encore plus sur ce point
Chef	Participe à la gestion en assurant une fonction de supervision (soutien et contrôle) du COGES Il aide à mobiliser et sensibiliser la communauté, grâce à son autorité « naturelle » de chef	Etre intégré dès le début du projet par l'ONG, et responsabilisé de façon permanente dans la vie de la pompe pour l'accès à l'eau de sa communauté Personnalité charismatique		- intégrer les chefs, les associer à la formation des COGES, leur fournir les documents
Relais communautaire	Fait passer les messages à sa communauté	Accompagnement (et/ou formation) par le projet		- chercher à s'appuyer sur les leaders religieux (catéchistes, imam), les former et les encourager
Equipe ONG	Création d'un mécanisme de GSE (de type COGES) le plus proche possible de mécanismes communautaires existants	Cohésion sociale Communauté structurée	Société individualiste, sans aucune habitude de gestion de biens collectifs ou de travaux communautaires	- continuer !
	Respect des étapes clefs de l'approche communautaire ⁴⁰	Utiliser les savoir et les coutumes locales pour l'animation : danses traditionnelles, troupe de théâtre	Projet d'urgence et délais « « bailleurs » »	- respecter impérativement ces étapes de GSE, négocier des no-cost si besoin...
	Suivi/accompagnement du système dans la durée	Sensibilité des bailleurs à l'importance de consolider les acquis pour pérenniser l'entretien des ouvrages, et avoir un vrai impact au-delà de l'intervention	Logique urgentiste	- soumettre un nouveau projet EHA soft (ou bien intégrer de façon légère aux projets existants) : profiter de la présence à Kabo et bientôt de nouveau Kagabandoro

⁴⁰ Exemple : cérémonie officielle en présence de toute la communauté lors de la remise des outils/pièces aux COGES. Il est vraiment préférable que les COGES soient formés avant la pose de la pompe et sa mise en service.

				pour suivre et accompagner les projets passés
Communauté	Utilisation eau forage pour boisson et cuisine uniquement afin « d'économiser » la pompe (et utilisation de l'eau du puits pour les usages tels que briques, maraichage...)	- connaissance de la maladie ⁴¹ - peur des maladies ⁴² - sécurité : on ne risque pas de tomber dans PE équipé de PMH		- sensibiliser sur la séparation eau brute/eau potable (sera sans doute difficile en ville ; et pas possible là où la PMH est le seul PE) - introduire cette notion dans formation des COGES, chefs et leaders d'opinion
	Paiement de la cotisation régulièrement	- Habitude - Influence provenant des autres membres de la communauté ou d'autres personnes. ⁴³	- Esprit d'assistanat ⁴⁴ - Pauvreté ou appauvrissement lié à la crise humanitaire - Concurrence avec d'autres points d'eau (en ville)	- combattre résolument l'esprit d'assistanat en évitant toute intervention directe et gratuite si une alternative est possible
	Respect du point d'eau (des règles établies) : chaussure, discipline, horaires, manipulation pompe...	- Sensibilisation - Présence d'un gardien (« sentinelle de tuyau »)	- Concurrence avec d'autres points d'eau (en ville surtout) - Présence autorités militaires non respectueuses des règles habituelles d'accès au PE	- insister sur l'importance d'avoir un gardien ⁴⁵
	Maintenance (nettoyage, curage canal évacuation, puits perdu...)			Eventuellement à discuter avec les agences du secteur « protection » ⁴⁶ en lien direct avec ces autorités (recevant même des formations sur les

⁴¹ Un tiers des mères ne citent pas l'eau et la nourriture comme cause de la diarrhée (source : diagnostic ABCD 2013).

⁴² La diarrhée est considérée comme une maladie dangereuse pour les enfants.

⁴³ Relais communautaires clefs : chef du village, leaders religieux, personnel centre de santé, COGES exemplaires.

⁴⁴ Serait très prégnant à Kagabandoro. Et ailleurs ?

⁴⁵ Souvent, ce poste marche bien (stabilité et motivation de la personne), lorsqu'il est occupé par des personnes ne pouvant pas prétendre à d'autres emplois : handicapés légers, personnes âgées, femmes...

⁴⁶ DRC (Danish Refugee Council)

				droits de l'homme)
Chefs villages/quartiers	Assure un rôle de supervision et d'appui au COGES ⁴⁷	Etre associé et responsabilisé dès le départ et en continu	Chef lui-même membre COGES (problématique de juge et partie)	Former et informer le chef pour lui permettre de jouer son rôle
Equipe SI	<ul style="list-style-type: none"> - assure une formation solide de l'ensemble des acteurs du système - suit et accompagne les communautés, les COGES et les chefs plusieurs années - clarifie bien la différence entre AR et technicien du COGES 		Durée des projets insuffisante	<ul style="list-style-type: none"> - améliorer la formation des COGES (voir annexe détaillée sur ce sujet) - plaider pour continuer à intervenir en soft (GSE) dans la zone - éviter que les AR soient membres de COGES

Analyse pour les différentes situations de la zone de Kabo :

Pour l'ensemble des situations, la structure des COGES et les fonctions attribuées à ses membres ne sont pas nouvelles :

- Idée du Maire de mettre en place un comité de gestion pour le centre de santé de Kabo avec Président (gestion des médicaments). Ce comité de gestion constitué des membres de la communauté autochtone était élu par les personnels travaillant dans le centre de santé, auprès de qui il rend compte de sa gestion.
- La communauté a l'habitude de s'organiser pour des réceptions ou des fêtes : le chef de quartier, par exemple, nomme un « bureau » (président, des secrétaires, etc.)

De plus, la société est très structurée : chefs de quartier, chefs de groupe...

Nombre de membres dans un COGES :

En 2012, SI décide de passer de 12 membres à 8 membres, puis en 2013 à 6 membres (Président, Secrétaire, Trésorier, Hygiéniste, référent technique et commissaire aux comptes, ce dernier suscitant des doutes car en l'absence de caisse eau, il n'a rien à faire). Cette décision est prise suite à une évaluation réalisée en équipe montrant que, trop nombreux, ils deviendraient « fainéants » en se reposant les uns sur les autres. Ce choix ne fait

⁴⁷ Selon le contexte et la culture, ce ne sera pas nécessairement les chefs, mais dans tous les cas, il importe que cette fonction « supervision » soit incarnée. Par exemple, dans un autre contexte, il pourrait s'agir de la Direction de l'Hydraulique.

pas l'unanimité au sein de l'équipe d'animateurs EHA. En effet, on constate souvent *a contrario* que les COGES sont amputés de la plupart de leurs membres (décès, déplacement pour fuir les conflits, voyage, démission), et ne sont jamais remplacés spontanément par la communauté.

De la fonction supervision :

Dans de nombreux cas, les chefs de quartier sont membres des COGES⁴⁸, surtout dans les projets récents (cf. Moyenne Sido) : cette configuration empêche les chefs de jouer leur rôle de régulateur, contrôle et soutien, ce qui ne semble pas souhaitable.

Remarque : la capitalisation du réseau CARITAS⁴⁹ propose à l'inverse « Afin d'être en bon termes avec les autorités locales, on peut suggérer de réserver au moins une place au sein des comités de gestions à un membre du conseil municipal. C'est d'ailleurs le plus souvent prévu dans les AUE. » Qui qu'il en soit (membre ou non des COGES), il est clair que les chefs doivent avoir un rôle à jouer dans le système, et l'ONG doit tout faire pour les inclure et les responsabiliser.

Oxfam a également capitalisé cet enseignement : il faut donner les moyens aux chefs d'exercer leur appui aux comités⁵⁰. Il est souvent négocié un rôle de « membre conseiller » au sein du COGES pour le chef de village.

Un service après-vente réactif et performant

Facteur bloquant essentiel : indisponibilité des pièces-détachées (essentiellement à cause de la crise)

	Fait/comportement/pratique	Déterminants (cause ?)		Stratégie d'action ?
		Leviers	Blocages	
Artisan réparateur	Présence effective d'artisans réparateurs compétents et motivés	- Recyclage régulier des AR - Rémunération - Contractualisation avec communauté (via COGES et chef)	Voyage ou fuite de certains AR (stabilité aléatoire)	Cibler AR très sédentaires si possible !!
Négociants en pièces-	Présence effective de magasins actifs	- Nombre critique de PMH suffisant dans la zone pour que ce	-crise humanitaire (insécurité, antécédents de	-continuer à jouer le rôle de magasin de

⁴⁸ Des dispositions sont prises depuis 2013 pour éviter qu'un chef de quartier devienne membre de COGES, et cette disposition est toujours de vigueur.

⁴⁹ Synthétisée dans le Wikiwater: <http://www.wikiwater.fr/c6-les-comites-de-gestion-et-les.html>

⁵⁰ 13.2 Water and Sanitation Committees

Good contextual knowledge and consultation is essential to establish who (individuals, groups, local authorities) would be most appropriate to manage a system for keeping the facilities in operation. Research and experience have shown that unless a community management system is in some way linked to the local authorities and, therefore, accountable to them, it is unlikely to be sustainable. A minimum requirement would be that all the information about who is responsible (training and equipment provided, details of any revenue system initiated, the MoU, etc.) be supplied to the relevant person in the local authorities. (source: OGB, Mandatory Requirements in Public Health Engineering Programmes, 2008)

détachées		commerce soit attractif	pillage) -fermeture frontière Tchad	pièces détachées, tout en guettant les conditions de sortie de cette situation transitoire - Faire du plaidoyer au niveau national pour inciter les fournisseurs/revendeurs à contribuer au développement de la filière pièces détachées
Equipe SI	<p>Pour les responsables hiérarchiques : Choix réfléchi (en amont) du type de pompe en fonction de plusieurs critères : directives nationales (le cas échéant), antécédent de présence d'un type de PMH dans la zone, disponibilité (accès et coût abordable) des pièces détachées</p> <p>Pour les animateurs : engagement humain, réel intérêt, motivation et dynamisme</p>	<p>- Etre issu de la communauté et Immersion au village ou quartier avec les communautés</p> <p>- Etre associé aux décisions</p>		

Analyse des déterminants techniques et économiques

Pour réussir, un Système d'Entretien et de Maintenance (SEM) doit reposer sur les trois piliers suivants : **Comité de Gestion / Artisans Réparateurs / Magasin de pièces détachées neuves.**

La clé du système est la relation contractuelle entre les COGES (si possible constitués en AUE, c'est-à-dire reconnus officiellement par les Institutions de l'Eau) d'une part, et les AR d'autre part. Les seconds assurent la maintenance préventive des pompes contre une rétribution forfaitaire par les premiers, réduisant d'autant les risques de panne.

Les pièces détachées

Concernant les pompes Vergnet, l'expérience d'autres projets en Afrique montrent que les pièces les plus changées sont généralement⁵¹ :

- les pistons ;
- les segments de piston ;
- les joints de coupelles et d'étanchéité de piston ;
- les bagues de guidage ;
- les membranes de réamorçage et d'aspiration.

Toutes ces pièces sont d'usures et ne représentent que peu de frais. En moyenne, les coûts de fonctionnement d'entretien de la pompe sont de 5 000 F CFA la première année, 15 000 F CFA la deuxième et 20 000 F CFA la troisième.

La disponibilité des pièces localement est le point critique majeur dans la zone de Kabo, (ainsi que pour tous les projets d'installation et entretien de pompes à motricité humaine en RCA). Avant la crise, des pièces étaient disponibles à Batangafo, et au Tchad.

Déjà en 2011, un rapport interne de SI stipulait que si certaines pièces étaient disponibles sur le marché ou auprès de particuliers (suite au pillage du stock UNICEF pendant les événements de 2003), d'autres pièces, souvent usagées, étaient encore possédées par les artisans réparateurs. De ce fait, les COGES et artisans réparateurs avaient déjà en 2011 de grandes difficultés à se procurer des pièces de remplacement. Ainsi, un dépannage pouvait prendre plusieurs semaines, voire plusieurs mois.

Aujourd'hui, cette situation s'est encore aggravée et les ONG restent indispensables pour l'approvisionnement en pièces détachées (assurer la fonction d'intermédiaire avec le fournisseur en France). A Kabo, le seul point d'approvisionnement de la zone est assuré par SI (qui était en situation de rupture de stock pour de nombreuses pièces d'usure au moment de la mission).

Au cours des dernières années, plusieurs stratégies avaient été mises en œuvre, mais ont volé en éclat à cause des événements (en particulier : vols et pillages des dépôts de pièces détachées). En 2010, CARITAS gérait un stock de pièces fournies par UNICEF (stock épuisé depuis longtemps). SI avait réfléchi à la création d'une filière de pièces détachées en 2011 (projet abandonné à cause de la crise de 2012). L'UNICEF avait essayé de mettre en place un dépôt de pièces détachées, mais leurs hangars ont été pillés à plusieurs reprises depuis 2003, et ils ne souhaitent pas renouveler l'investissement. De façon générale, l'UNICEF a changé de stratégie et ne veut plus se

⁵¹ source : IGIP BURGEAP

substituer aux fournisseurs de pièces détachées. Les magasins d'Etat (ANEA) se sont fait également dévaliser par les rebelles. ICDI était revendeur officiel de pièces Vergnet. C'est d'ailleurs le seul acteur à avoir réussi à protéger son dépôt de pièces détachées et matériel des vols pendant les événements de ces dernières années. Malheureusement, le stock principal de pièces à Bangui s'est fait piller fin 2014, ce qui explique la présence de pièces détachées volées sur le marché actuellement. Vergnet avait essayé d'avoir un deuxième partenaire avant les événements de 2014, mais ce dernier n'est plus actif en RCA suite aux événements.

Demain, quelles stratégies pour les pièces détachées ?

La stratégie de l'ANEA consiste à se déployer en zone rurale, y compris dans les zones où elle n'a jamais été présente. Un stock de pièces est à Bangui depuis deux mois : il a déjà permis d'irriguer plusieurs antennes régionales et d'effectuer des réparations (exemple : Kagabandoro). L'idée est d'aboutir à une gestion des pièces par des acteurs privés (activité économique) y trouvant leur compte, via des filières autonomes⁵² : les dépôts de pièces détachées ANEA ne sont qu'une étape de transition. Une étude est en cours de lancement par l'ANEA (sur fonds UNICEF) sur les modèles de GSE et de SEM les plus adaptés, dont les résultats devraient être disponibles au printemps 2015.

ICDI prévoit d'accompagner le lancement d'une filière de pièces détachées à Ndélé et une autre à Bambari (le gros du stock serait sécurisé au Cameroun), via des commerçants (ou pourquoi pas des artisans réparateurs) bien implantés et reconnus localement.

La meilleure stratégie à moyen terme est en effet probablement une gestion par des acteurs privés qui achèteraient leur stock de départ (évitant ainsi d'introduire une habitude ou un réflexe d'assistanat). C'est sans doute le meilleur moyen de sécuriser les dépôts de pièces détachées à l'heure actuelle.

Choix du type de PMH

Quelques données⁵³ :

A Kobo ville : 7 PMH ne sont pas installées par SI ; 7 PMH sont en panne sur les 29 installées (ou réhabilitées) par SI

Avant l'arrivée de SI, il y avait 11 PMH à Kobo, toutes datant de 1988 (UNICEF) ; hormis le cas du quartier Ngonaindo, ces PMH sont fonctionnelles (difficile d'apprécier la fonctionnalité de chacun des COGES, qui ont l'air de plutôt bien fonctionner) .

Aujourd'hui⁵⁴ parc de PMH Kobo = 8 INDIA MARK et 28 HPV

Aujourd'hui parc de PMH dans les sites A, B, C & C MS = 6 INDIA MARK et 10 HPV

Aujourd'hui parc de PMH axe Gbazara = 14 INDIA MARK et 4 HPV ; sauf cas particulier des 2 PMH (respectivement école et hôpital) de Gbazara ville toutes les PMH installées en 1988 sont fonctionnelles.

Aujourd'hui parc de PMH axe Gbazara = 13 INDIA MARK et 6 HPV. 8 ont été installées par SI. Presque toutes fonctionnelles (sauf environ 3)

Aujourd'hui parc de PMH axe Moyenne-Sido = 5 INDIA MARK⁵⁵.

Aujourd'hui parc de PMH à Moyenne-Sido ville = 18 INDIA MARK (toutes- sauf 2- installées par SI)

⁵² Une filière serait en cours de lancement dans la Lobaye (information non vérifiée).

⁵³ Ces données sont détaillées dans les tableaux Excel disponibles dans le dossier Dropbox.

⁵⁴ Dans l'encadré, « aujourd'hui » signifie à la date de la mission, c'est-à-dire février 2015.

⁵⁵ Equipement de l'axe en cours au moment de la mission. L'absence de panne est lié à la date d'installation des PMH très récemment (fin 2014-début 2015)

				nb PMH en panne			
	HPV	IM II	nb total PMH	nb PMH en panne	HPV	IM II	commentaires
Kabo	28	8	36	7	5	2	
sites IDPs	10	6	16	4	3	1	
axe Gbazara	4	14	18	5	3	2	
axe Farazala	6	13	19	3	2	1	
axe MS		5	5				installation récente (fin 2014-2015)
MS ville		18	18				
total	48	64	112	19	13	6	
		112					<u>17% de PMH en panne</u>

Les autorités recommandent les deux types de pompe (India Mark et Vergnet). Cependant, il est toujours plus pertinent d'installer le type de pompe déjà présent dans une zone et déjà utilisé par les populations. Cela permet de renforcer le réseau de réparateurs, ainsi que le commerce de pièces détachées.

Le choix se fait aussi sur des critères techniques : les pompes India Mark conviennent mieux pour des forages moins profonds (30-40 m). Au-delà de 50 m, il vaut mieux installer des Vergnet. Le coût est un facteur déterminant : Vergnet est beaucoup plus cher qu'India Mark⁵⁶.

Jusqu'en 2010, SI installait des India Mark, puis de 2010 à fin 2013, des Vergnet. Depuis 2014, SI change de stratégie et installe de nouveau des INDIA, pour les raisons suivantes :

- prix des INDIA moins élevé,
- accessibilité des pièces détachées qui sont beaucoup moins chères (pour permettre à la communauté d'être capable de réparer la pompe en cas de panne).
- Il est plus facile de bricoler des pièces « INDIA », même si ces pièces n'existent pas sur le marché, alors que pour Vergnet les pièces sont très spécifiques⁵⁷.
- Enfin, il est plus difficile pour les artisans réparateurs non formés à la pompe Vergnet de se familiariser avec les très nombreuses pièces d'usure Vergnet.

La durée de vie d'une pompe dépend directement de l'entretien. Sur la base de l'expérience, une pompe India Mark peut aller jusqu'à 10-15 ans si elle est de bonne qualité⁵⁸. Les INDIA des années 1980 seraient plus robustes et bien plus durables que celles actuellement sur le marché, notamment à cause des nombreuses contrefaçons⁵⁹. Les pompes Vergnet, sur la base d'une étude faite en Guinée Conakry, peuvent aller jusqu'à 20 ans (même si la durée de vie normale est de l'ordre de 10 ans).

Pour une pompe Vergnet, la maintenance consiste à changer tous les six mois les pièces d'usure qui sont à la surface au niveau de la pédale, limitant ainsi l'usure de pièces plus lourdes, et de

⁵⁶ Une India Mark II vaut de l'ordre de 400\$ (mais cela est très variable selon la provenance) alors qu'une Vergnet vaut de l'ordre de 2,300\$.

⁵⁷ Même si cette pratique peut « dépanner », l'absence de pièce neuve est de toute façon préjudiciable à la durabilité d'une pompe.

⁵⁸ IM du Nigéria : réputation d'avoir une durée de vie de moins de six mois.

⁵⁹ La problématique des contrefaçons INDIA est très prégnante en République centrafricaine, ce qui avait entre autres justifié le choix Vergnet.

sortir tous les six mois les corps de pompe pour les vérifier et vider la boudruche du sable qui pourrait s'accumuler. Un technicien aidé de deux villageois pour tirer sur les tuyaux est suffisant.

Pour assurer la maintenance des India Mark II, les techniciens doivent être au moins quatre et avoir l'équipement nécessaire pour sortir la pompe du forage. De plus, un 4x4 est nécessaire pour transporter les outils. En ce sens la maintenance d'une pompe Vergnet est plus économique que la maintenance d'une India Mark II.

Le choix des pompes Vergnet semblait tout à fait pertinent en 2010 dans le sens où il y a avait de sérieux doutes sur la qualité des pièces INDIA ; de plus, l'ONG ICDI (qui gérât environ la moitié du parc de pompes du pays) était revendeur officiel de pièces Vergnet. Enfin, les nombreux avantages comparatifs des Vergnet en font la pompe préférée des spécialistes techniques.

Aujourd'hui, faute de maintenance préventive et de pièces détachées Vergnet (et aussi en raison de l'habitude prise au cours des projets des années 1980-90 avec des PMH INDIA), il est frappant de constater combien les animateurs, voire les COGES (mais échantillon COGES non représentatif), préfèrent les PMH INDIA. Compte tenu également du coût, de la faible profondeur de la nappe, et de la difficulté d'accès aux pièces détachées, c'est un choix qui se justifie. De toute façon les deux types de pompes co-existent dans la zone : il est pertinent d'installer les deux types de pompes.

Les artisans réparateurs

Liste pas claire pour les différents acteurs, y compris pour SI : personne ne sait vraiment dire combien ils sont, et s'ils sont toujours en exercice ou s'ils ont fui. Les différents entretiens et groupes de discussion permettent de dresser la liste suivante (qui resterait à vérifier, car tous n'ont pas pu être rencontrés). Le type de pompe pour lequel ils ont été réellement formés n'est pas clair non plus (même s'ils sont tous capables d'intervenir sur n'importe quelle pompe).

Localité	Nom	Commentaires ⁶⁰
Kabo	Nadoum François	A travaillé avec Intersos, habitait quartier Nouboningar mais est parti se réfugier près du site C (quartier Latin) Etudes à Bossangoa années 1990 (financement PNUD)
Kabo	Vin Benoit	Etudes à Bossangoa années 1990 (financement PNUD) ; n'a jamais été « recyclé » par une ONG. reconnu comme l'un des meilleurs
Kabo	Jean Ferdinand NONTENAN	Formé par SI en 2008 sur India, puis Vergnet. a acheté lui-même les outils nécessaires à la réparation des INDIA, outils qu'il prête aux autres AR.
Kabo	Joseph	Décédé. Etudes à Bossangoa années 1990 (financement PNUD)
?	Gossinga	Salarié actuel de Solidarités (N'a pas reçu de formation spécifique d'artisan réparateur)
Tchad (et Kabo ?)	Olivier (dit Tokio) KONGOMA. ancien salarié de SI	Deux frères, ont fui au Tchad, mais reviendraient parfois à Kabo (y compris pour réparer des PMH)
	Gabin KONGOMA (fait partie des membres de l'équipe de	

⁶⁰ L'ensemble des informations contenues dans ce tableau devront être vérifiées, car elles n'ont pas pu être triangulées.

	l'artisan foreur Idriss)	
Kabo	Idriss Sibeï	Le foreur (compétent pour réparer les PMH ; mais comme il a déjà le business forage, il a laissé aux autres l'activité d'AR)
Gbazara	Bernard Gaza	Formé en 1994 DGH PNUD, puis recyclé et doté d'une caisse à outils en 2008 par SI. Il emprunte parfois à Jean NONTENAN des outils nécessaires à la réparation des INDIA.
Batangafo	Anicet	Décédé en 2014
Farazala	Aba « Barka »	Formation et dotation en caisse à outils par SI en 2008 sur PMH INDIA (mais pas sur PMH Vergnet)
Axe Ouandago-Batangafo	Ngatibé Innocent	Formation SI en 2008 sur PMH INDIA (mais pas sur PMH Vergnet). Il emprunte parfois à Jean NONTENAN des outils nécessaires à la réparation des INDIA.
	Richard ?	Foreur formé au Tchad et bon aussi dans la réparation des pompes

Aujourd'hui, leur tarif est totalement aléatoire car dépendant de différents facteurs. Certains exercent bénévolement.

Les usagers et COGES des sites B et C souhaitent avoir un artisan réparateur formé parmi eux (ainsi qu'une caisse à outils) afin d'être autonomes. L'argument vaut aussi pour être autonomes lors d'un retour futur dans les villages de l'axe Béhili, déjà équipés de PMH.

La formation des AR au modèle Almy Nadif, supervisée par le fabricant de pompes, est de 7 jours minimum.

Parfois, les pompes sont sévèrement endommagées par les actions des AR (et encore pire bien sûr : par des bricoleurs non formés).

Il serait intéressant de réfléchir à la création d'une école d'artisans réparateurs (les formations sur le tas par des ONG sont souvent insuffisantes), mais cette recommandation ne s'adresse bien sûr pas à SI, sauf à faire du plaidoyer en ce sens auprès de l'ANEA.

Suivi et accompagnement de SOLIDARITES INTERNATIONAL

Cette étape technique indispensable fait cruellement défaut aujourd'hui. Il y a quelques années une approche intéressante visant à développer le dynamisme des COGES (les motiver pour être véritablement fonctionnels) avait été mise en œuvre. Si SI vise une durabilité des ouvrages mis en place, ce qui implique une gestion responsable, alors ce type d'approche devra être appliqué dans un processus d'animation communautaire conséquent.

Etude de fonctionnalité COGES : définition des seuils

Afin d'obtenir un certificat de « bonne gestion », les COGES vont devoir remplir les conditions suivantes qui seront vérifiées lors de l'enquête de fonctionnalité réalisée en fin de programme :

Le COGES doit disposer d'au moins : 1 président, 1 trésorier, 1 secrétaire, 1 commissaire aux comptes, 1 hygiéniste formés, 1 référent technique.

Le COGES doit avoir tenu au moins 1 réunion interne par mois au cours du projet en cours.

Le COGES doit avoir tenu au moins 1 réunion publique par mois au cours du projet en cours.

La caisse du COGES doit disposer d'un montant réel total égal à la moitié du montant théorique de collecte sur les 3 derniers mois du projet. (exception faite des éventuelles dépenses)

Source : Solidarités International, 2011

Analyse des déterminants socioculturels

Des modifications de la répartition du prestige social sont-elles observées au sein de la communauté bénéficiaire ?

Ethnies et religion

Voir l'excellent document intitulé « Kabo, des origines à nos jours » réalisé par SOLIDARITES INTERNATIONAL⁶¹.

Comme la plupart des villes de RCA, les quartiers de Kabo sont découpés par ethnie. Les liens intercommunautaires restent bons, même si une certaine méfiance est palpable. La crise, avec les pillages et les vols, n'a rien arrangé.

La collecte des leviers et blocages dans la zone de Kabo n'a pas recensé de déterminants d'ordre ethnique ou religieux. Pas de rapports de pouvoir, pas d'intérêts cachés, pas de favoritisme ou de corruption, pas de discriminations sur des bases politiques, ethniques, religieuses ou de genre.

Foncier

L'Etat est présumé propriétaire des terres. La Mairie ne vend pas de parcelle, mais demande un frais de reconnaissance qui s'élève à 6000 francs. Avant cela, le futur propriétaire paie 2000 francs au chef pour le droit d'attribution de parcelle. Tout cela est fait de façon plus ou moins officieuse et anarchique.

Les points d'eau sont tous sur des parcelles privées, mais ils sont tous accessibles par les populations sans restriction notée à ce jour. Pas de cas d'appropriation par un privé.

Volonté et capacité à payer : le recouvrement des coûts

Peut-on identifier des approches de sensibilisation incitant les usagers des points d'eau à préférer fréquenter ceux confiés aux COGES ?

Les déplacés urbains du site C étaient habitués à payer le service de l'eau. Il était sans doute encore plus facile d'introduire l'idée de cotisation que pour d'autres populations.

Toutefois, de façon générale, dans chaque type de situation, les populations comprennent qu'il faut payer pour les réparations d'un forage. Aucune croyance liée à la gratuité de l'eau.

Certes, il existe des résistances mais elles sont d'ordre technique et non culturelle ou religieuse.

Le déterminant interne qui est un levier-clef, et même un point de départ indispensable, est la peur des maladies.

Les programmes de promotion de l'hygiène mis en œuvre par SI (combinés à la présence du centre de santé-hôpital de Kabo) ont visiblement porté leurs fruits. Toutes les personnes

⁶¹ Il est dommage de ne pas avoir eu le temps de concrétiser les projets d'études complémentaires sur la vie des nomades de Kabo, ainsi que sur les mythes croyances et traditions populaires.

rencontrées connaissent parfaitement la chaîne de contamination des maladies hydriques et tout le monde préfère l'eau du forage, ou en tout cas du point d'eau protégé équipé de pompe.

Impact de la guerre

La pratique consistant à jeter des cadavres dans les puits a été parfois citée comme une raison de préférer l'eau des forages à celle des puits, mais cette pratique s'est révélée en réalité assez rare sur le terrain⁶², et passé la période des rumeurs, finalement peu impactante psychologiquement.

En revanche, les exactions et les mouvements de populations en fuite ont fortement impacté le nombre de membres dans les COGES : passage de quelques 8 membres à 2 voire 3 au mieux⁶³.

Les animateurs d'ICDI ont le sentiment que les comportements des communautés ont changé depuis trois ans, et que cela impacte très négativement leur travail : les gens seraient devenus plus « violents », « sauvages » et « insolents »⁶⁴.

⁶² Un cas dans le village de Lobandja (axe Moyenne Sido)

⁶³ Exemple : Dans le quartier Ngonaïdo 4 (près du quartier Rounga), la PMH est utilisée par les deux communautés (fuite en décembre 2013 de la plupart des membres des COGES : il ne reste aujourd'hui que le Président et le Secrétaire).

⁶⁴ Donnée secondaire non vérifiée. Non observé dans la zone de Kabo.

3. Entre urgence et développement

Quel est le degré d'adaptation du concept de COGES à la situation actuelle des bénéficiaires ?

Comment ce degré d'adaptation se modifiera-t-il dans le cadre du scénario d'évolution le plus probable de la situation dans la région ?

Discussion de la stratégie choisie : forage manuel + pompe à motricité humaine

Il faut rappeler que les premiers projets EHA de SI avaient consisté à réaliser des puits traditionnels améliorés. Réalisés trop précipitamment (dans l'urgence ?), ils avaient souffert de nombreux problèmes techniques et de critiques (notamment de nombreux puits secs). Début 2011, le projet CHF 819 s'est attelé à transformer ces puits améliorés en puits modernes (ce qui constituait un véritable défi technique) et à les équiper de PMH. En parallèle, SI a introduit une innovation intéressante dans la zone : la réalisation de forages manuels, profitant de l'opportunité de l'existence d'un prestataire formé au Tchad. En effet, le coût du forage mécanique est prohibitif et les compagnies de forage ne sont pas disponibles partout. De plus, en cas de zone soumise à l'insécurité, ces sous-traitants ne veulent pas intervenir.

Arguments en faveur de la stratégie forage + PMH	Arguments en défaveur de la stratégie forage + PMH
<ul style="list-style-type: none"> - Des forages mécaniques + PMH avaient été installés dans les années 1980 (avec argent du coton) : le modèle n'est pas nouveau dans la zone et fonctionnait plutôt bien, avec des artisans réparateurs toujours en exercice -> souci d'harmonisation (pas de jalousie !) - Qualité potable de l'eau d'un forage (pas aussi bonne avec des puits) - Forage moins sujet au tarissement car touchant une nappe plus profonde et moins fluctuante - Techniques de potabilisation à échelle du ménage : difficile à mettre en œuvre dans un délai humanitaire (nouveau, changement de comportement) - Forages manuels moins chers et plus rapides⁶⁵ que des puits modernes (plus adaptés à l'urgence... mais peut-être moins résistants à la durée, selon l'évolution du contexte) - Impact psychologique de très rares cas de cadavres jetés dans les puits (guerre) 	<ul style="list-style-type: none"> - L'approvisionnement en pièce détachées était déjà difficile avant la crise - RCA = crise durable. Pas de perspective de reprise du développement à court terme : installer des PMH sans véritable stratégie de sortie était discutable - Contexte instable : incertitude du lendemain (or, le système d'entretien et de maintenance des PMH nécessite de nombreux ingrédients pour pouvoir fonctionner, ingrédients compromis en situation de crise) : <ul style="list-style-type: none"> • population appauvrie, difficultés à cotiser • futurs déplacements de population ? • routes coupées ? (pièces, déplacement artisans réparateurs...)

Compte tenu de la faible profondeur de la nappe, les alternatives étaient de :

- Faire des puits modernes (cimentés busés) équipés d'un système d'exhaure amélioré (poulie) et d'axer programme sur les techniques de potabilisation à échelle du ménage

⁶⁵ 1 à 2 semaines maximum pour un forage manuel totalement terminé contre 4 à 5 semaines pour la réalisation d'un puits modernes totalement busé et équipé.

- Faire des puits modernes équipés de PMH, avec un système d'accès (trappe) permettant d'utiliser des sauts si la pompe ne peut pas être réparée ou s'il faut facilement avoir accès aux parties immergées

Quel degré de faisabilité d'une GSE solide en situation de crise ?

Il est ambitieux de développer des approches de GSE (qui nécessitent du temps ainsi qu'une certaine stabilité : au minimum plusieurs années⁶⁶) en situation humanitaire sur des programmes d'urgence dont la durée est parfois de moins d'une année.

La stratégie consistant à installer des PMH et monter des COGES est inspirée des projets de développement. Tout l'enjeu consiste à copier le plus possible les méthodes qui marchent dans le développement (et pour lesquels la bibliographie de capitalisation est abondante). La question est de savoir si, malgré l'adaptation de ces méthodes aux situations humanitaires, les communautés vont entretenir durablement les infrastructures : c'est-à-dire est-ce que, même si des étapes-clefs en gestion sociale de l'eau ont dû être supprimées du fait de la situation d'urgence, il est possible en quelque sorte de « rattraper » ou de remplacer *a posteriori* ces étapes en phase de relèvement.

Ainsi, par exemple en urgence : pas de demande de la part des populations, pas de participation initiale, faute de capacité économique et/ou de temps.

L'enjeu essentiel d'appropriation du point d'eau par les bénéficiaires est traité par SI en leur demandant une contribution en travail manuel.

La durée « urgence » des projets ne permet pas un accompagnement des COGES - et des communautés dans leur ensemble - mis en place. Or, cela est essentiel pour la pérennité des ouvrages.

Pour les sites de déplacés, la pertinence d'une réponse de type forage équipé de pompe pour l'approvisionnement en eau peut se poser lorsque l'on voit le site A quasiment vide aujourd'hui suite aux retours des ménages dans leur village d'origine, avec des forages en panne.

Pourtant, l'installation de PMH sur forage était sans doute la meilleure réponse pour plusieurs raisons :

- on ne sait jamais combien de temps un site va durer, et l'expérience montre que souvent la situation s'installe dans la durée ;
- il est toujours préférable de promouvoir l'autonomisation des personnes affectées par une crise, le plus tôt possible dès que cela est possible ;
- en RCA, contrairement à d'autres contextes, il semble que lorsque les gens se déplacent c'est généralement pour s'installer ou, en tout cas, c'est pour longtemps ;
- les villages restent généralement très soudés : c'est tout le village qui fuit ou retourne, pas seulement quelques familles. Les systèmes communautaires mis en place pourront donc être répliqués en cas de départ des sites.
- ce n'est pas la première fois que les populations (par exemple, justement celles de l'axe Moyenne Sido-Kabo dans le site A) se déplacent et viennent se réfugier dans les sites de déplacés autour de Kabo. Avec beaucoup de cynisme, disons que le site serait prêt pour

⁶⁶ Selon ICDI, acteur majeur dans le secteur de l'hydraulique villageoise en RCA, il faudrait compter un minimum de 5 ans pour que les communautés soient autonomes et prennent en charge seules la gestion (sans suivi).

la prochaine crise⁶⁷, sous réserve de quelques bonnes pratiques techniques à appliquer (démonter la pompe, protéger le forage).

Durabilité et stratégie de sortie ?

Cette partie pose la question du degré d'autonomie des COGES et des autres acteurs du système pour prendre la relève de la gestion des services fournis par SI.

Quel est le degré de pérennité des COGES à l'heure actuelle ?

Quelles sont les garanties d'entretien des différentes infrastructures (point d'eau) dans la durée ?

Les points d'eau qui ont été confiés aux COGES ont-ils encore besoin d'un entretien occasionnel par les équipes de SI ?

Avec la persistance de la présence de SI sur la zone, la transmission de la gestion des ouvrages à la communauté est-elle bien comprise par la population ?

Plus généralement, quel est à ce stade le degré d'autonomie des COGES ?

Quel est la durée minimale de soutien pour obtenir un COGES opérationnel et autonome ?

Comme nous l'avons vu, la pérennité des ouvrages est avant tout fonction de la qualité des réalisations et de la formation des partenaires locaux à leur maintenance. La mise en place d'une structure de maintenance des ouvrages est indispensable et doit être considérée comme partie intégrante du projet. L'option la plus réaliste est souvent de décentraliser la responsabilité de la maintenance au niveau d'un comité qui gère localement l'ouvrage, ce qui a été fait.

La durabilité des COGES mis en place par SI ces dernières années semble précaire, principalement à cause du manque de suivi et d'accompagnement dans la durée. Une durée minimale de soutien de plusieurs années (au moins 5 ans, selon ICDI) est souvent nécessaire, au cas par cas, et une récente étude montre que le soutien est peut-être nécessaire de façon permanente⁶⁸. SI continue à effectuer des réparations sur les pompes, mais uniquement dans la zone du projet en cours (c'est-à-dire : uniquement sur l'axe en cours d'équipement : plus possible d'intervenir sur les axes ou les localités des projets des années précédentes, même s'il s'agit de la même zone).

Même si la transmission de la gestion des ouvrages par SI est très bien comprise par la population, l'habitude a été prise que SI répare et/ou fournisse les pièces détachées (ce qui incite au réflexe d'assistanat). De nombreuses contraintes liées à la crise humanitaire expliquent ces difficultés (mouvements de population dont COGES et AR, indisponibilité des pièces détachées...), mais il est quand même possible d'améliorer le système actuel : des déterminants non utilisés à ce jour ont été identifiés pour renforcer l'autonomie des COGES (engagement et motivation des animateurs, soutien dans la durée, intégration des chefs, ciblage de tous les acteurs et pas seulement les COGES...)

⁶⁷ Ce que la consultante ne souhaite évidemment pas, espérant que le pays sorte définitivement de cette spirale humanitaire bouleversante.

⁶⁸ "Furthermore, there is an emerging consensus that rural communities are unable to manage their own water supplies without some degree of ongoing external support that encompasses monitoring, technical advice, administrative support, training, and encouragement. Under certain conditions, others also advise consideration of alternatives to CBM, such as household self-supply or private sector management models" (Tim Foster, School of Geography and the Environment, University of Oxford, Predictors of Sustainability for Community-Managed Handpumps in Sub-Saharan Africa: Evidence from Liberia, Sierra Leone, and Uganda, 2013)

SI est vivement encouragé à effectuer un soutien (suivi / accompagnement) dans la durée des COGES et des autres acteurs du système. Cependant, il convient également de penser les stratégies de sortie possibles dès maintenant, afin de le préparer : qui pourra prendre le relais pour le soutien des communautés, et qui pourra assurer un approvisionnement en pièces détachées ?

En 2011, SI proposait de soutenir l'ANEA pour l'identification, la formation et l'accompagnement d'un partenaire endogène sur la commune de Kabo. Celui-ci devait être encadré par la Mairie ou la Sous-préfecture, devait permettre d'assurer le soutien des COGES et devait être un lien entre les populations et la Direction Régionale de l'hydraulique ainsi que l'ANEA. Ce type de stratégie mérite d'être anticipé et repris dès que la situation offrira un seuil minimum de stabilité et d'opportunités. Il convient d'assurer une veille en ce sens afin que la stratégie de sortie soit anticipée dès que possible.

Analyse des déterminants (leviers et blocages) entre urgence et développement

La prise en compte de l'environnement et des déterminants socio-culturels dès l'apparition d'une crise n'annule en aucun cas le besoin de répéter les diagnostics à chaque transition entre la période de crise, post-crise, développement (l'ordre de ceux-ci n'étant pas nécessairement linéaire) car il est évident que ce statut de crise, post-crise ... est en soit un élément/déterminant important ; la transition de l'un vers l'autre entrainera donc inévitablement un changement d'environnement mais aussi de processus psychologique et de prise de décision chez l'individu. (source : Amélie Cardon SI, rapport de capitalisation ABCD, 2015)

Quid du renouvellement ?

Connaissant la durée de vie des pompes (en moyenne 10-15 ans), un système durable idéal doit prévoir le renouvellement, c'est-à-dire le remplacement des pompes (le 3^e cercle de la maintenance), opération beaucoup plus coûteuse que l'entretien (le 1^{er} niveau de la maintenance) et que les réparations (2^e niveau de maintenance). Et idéalement encore, c'est l'Etat (DGH/ANEA) qui devrait assurer ce renouvellement.

Compte-tenu de la crise actuelle, de la fragilité mais aussi des efforts réels de l'ANEA, il est aujourd'hui très difficile de se prononcer sur la stratégie de renouvellement. Cette problématique ne devra toutefois pas être occultée.

Conclusion et recommandations

Perspectives d'évolution du contexte

« Bien malin qui peut dire comment va évoluer le contexte ! » A chaque fois que l'on a fait des pronostics sur l'avenir ces dix dernières années, ils se sont révélés inexacts. La consultante a interrogé systématiquement les personnes rencontrées sur l'évolution du contexte et ses conséquences sur la zone de Kabo. Il en est ressorti qu'il est quasiment impossible de se prononcer.

Ainsi, on pourrait qualifier la situation actuelle d'intermédiaire entre des préoccupations d'urgences réelles et une volonté d'inscrire les réponses dans la durée.

Il est possible de parler de stabilisation, dans le sens où les personnes du site A retournent dans leurs villages d'origine depuis fin 2014, et dans la mesure où la zone est plutôt bien tenue par les Sélékas : le triangle Kabo-axes Sud (jusque Gbazara et Farazala) + axe Moyenne Sido ne se trouve pas sur une zone de front (donc de combats potentiels). Les pronostics sont donc plutôt à la stabilité en termes de mouvements de population : quelques mouvements sporadiques, mais pas de déplacements massifs prévus.

Malgré une insécurité alimentaire perceptible au moment de la mission, les personnes résidents sur le site B ne se disent pas prêtes à retourner dans leurs villages, pour des raisons de sécurité.

Le site C, ouvert depuis juin 2014 pour les déplacés du quartier PK12 de Bangui, puis accueillant quelques mois plus tard des déplacés de Batangafo ainsi que des peulhs de Ouango, semble s'inscrire dans une certaine permanence (construction de maisons en dur), même si les femmes disent vouloir retourner à Bangui à terme, et si de nombreuses interrogations se posent sur les débouchés économiques des urbains de Bangui qui étaient commerçants principalement, mais aussi bouchers, éleveurs et cultivateurs pour certains.

En revanche, en ce qui concerne la crise que traverse le pays, les pronostics sont plutôt pessimistes : la fragilité de l'Etat et du gouvernement, ainsi que le départ annoncé de Sangaris⁶⁹ au printemps font craindre un regain des affrontements, l'organisation en cours des élections futures se révélant complexe voire très tendue.

Cette incertitude quant à l'évolution de la crise renforce le besoin d'accompagner les COGES, ainsi que tous les acteurs du système d'entretien et de maintenance (chef, artisan réparateur, communauté d'utilisateurs), sur une durée plus longue, afin de les rendre plus autonome et plus résilient aux chocs potentiels futurs.

Principales conclusions

Le choix d'installer des pompes sur des forages manuels dans un contexte humanitaire complexe et incertain (plutôt que des puits modernes par exemple) a été discuté. Au final, ce choix – qui est le plus optimiste – était probablement le meilleur.

Aujourd'hui, comment améliorer la gestion sociale de l'eau des points d'eau équipés de pompes ?

L'étude des déterminants (leviers/blocages) internes/externes, d'ordre technique, politique, socio-culturel permet d'affirmer que globalement, les systèmes de COGES sont adaptés à tous les

⁶⁹ Opération militaire de l'armée française conduite en République centrafricaine à partir du 5 décembre 2013. C'est la 7^e intervention militaire française depuis l'indépendance du pays en 1960.

types de situation. Ils s'appuient sur des habitudes de structuration communautaire en bureau (président, Trésorier, Secrétaire...) par exemple, pour organiser des fêtes ou gérer les centres de santé. En revanche le focus mis essentiellement sur les COGES par SI constitue une erreur méthodologique limitant l'efficacité des projets et la durabilité des COGES : il convient d'accompagner l'ensemble des acteurs du système (pas seulement les COGES).

Au total, sur les 58 pompes installées ou remplacées par SI depuis 2007 dans la zone, 15 sont en panne (soit environ un quart⁷⁰). Compte tenu des contraintes, cela semble un bon score ; en revanche, il faut signaler de nombreux signes d'usure prématurée (mauvaise utilisation et absence de maintenance préventive).

Par ailleurs, le gros problème, connu de tout le monde et sans solution satisfaisante, est l'absence totale de filière de pièces-détachées pour les pompes. Il est possible – mais avec des difficultés certaines - de trouver quelques pièces de quincaillerie faisant l'affaire pour les pompes India⁷¹, mais pas pour les Vergnet (même SI arrive aujourd'hui en situation de rupture de stock avec les pièces Vergnet).

Tout le monde sait qu'il n'y a pas de pièces disponibles : pourquoi cotiser, puisque de toute façon la panne ne pourra pas être réparée ? Cet argument est valable dans de nombreux cas, cependant il ne faut pas s'arrêter sur ce problème – certes majeur – car, d'une part, les artisans réparateurs parviennent parfois à « bricoler » (voire à trouver !) la pièce à changer, et d'autre part car une bonne gestion des points d'eau (utilisation correcte de la pompe, règles d'hygiène, clôture, puit perdu) permet d'éviter leur usure prématurée, donc des pannes. Une solution temporaire va probablement être trouvée pour les pièces détachées (soit SI reste le fournisseur de pièces détachées, comme « d'habitude », en attendant des conditions permettant d'envisager un retrait ; soit l'ANEA devient fournisseur temporaire à partir de ces antennes de Bossangoa – et des sous-bases de l'axe Batangafo- ou de Kagabandoro).

Certains déterminants sont liés à la crise (au conflit), et il est alors très difficile d'agir dessus. En revanche d'autres déterminants (leviers ou blocages) ne sont pas liés à la crise : il est alors possible d'agir sur certains d'entre eux.

Blocages liés à la crise, sur lesquels il serait très difficile d'agir aujourd'hui :

- Présence des Sélékas
- Absence de pièces détachées
- COGES amputés de la majeure partie de leurs membres (ayant fui au cours des exactions)⁷²
- Pauvreté, pillages et destructions de récoltes, ainsi que mauvaises récoltes : difficulté à cotiser

Blocages non liés directement à la crise (même si parfois aggravé par elle), sur lesquels il serait pertinent et efficace d'agir :

⁷⁰ A Kabo 7 PMH en panne sur les 29 installées par SI

Site A : 3 sur 6 en panne

Site B et C : toutes fonctionnelles (6+2), la 2^e PMH sur site C a été réalisée par Intersos qui gère désormais le site.

Axe Gbazara : 3 PMH en panne sur les 8 installées par SI (18 pompes recensées au total sur l'axe)

Axe Farazala : 2 PMH en panne sur les 8 installées par SI (19 pompes recensées au total)

Moyenne-Sido : a priori aucune panne, mais visite impossible, et projet très jeune

⁷¹ Attention, qualité non vérifiée !

⁷² Il est très difficile d'empêcher la fuite des personnes en période de crise ou de faire élire les personnes qui seraient les moins susceptibles de fuir. En revanche, il est possible d'encourager la pratique de réélection partielle pour remplacer systématiquement les membres défaillants.

- Démotivation des COGES, suite au « divorce » entre COGES et communauté d'usagers (cause : absence de sensibilisation continue des usagers)
- Bureau insuffisamment formé et accompagné dans la gestion d'une caisse de cotisation + manque de communication entre les COGES et les usagers -> nombreux cas de disparition de l'argent (vol ou bien prêts non remboursés), perte de confiance
- Mauvaise utilisation et absence d'entretien : usure prématurée
- Pression démographique sur certaines pompes qui sont de fait surutilisées, mais aussi utilisation de l'eau des forages pour des usages inappropriés (faire des briques et arroser les jardins maraîchers par exemple)
- Qualité des *designs* techniques / taille (capacité) insuffisante des puits-perdus
- Habitude en ville d'aller à un autre point d'eau en cas de panne

Recommandations

De nombreuses recommandations sont formulées dans la dernière colonne « Stratégie d'action proposée pour SI » des tableaux du chapitre « Facteurs influençant la durabilité des points d'eau ». Les recommandations majeures qui ressortent à l'issue de cette étude sont les suivantes :

1. **Appui / accompagnement du système (pas seulement des COGES) dans la durée**⁷³ :
 - a. **renforcer la sensibilisation/information auprès de la communauté** : élargir la cible (pas seulement les COGES) ;
 - b. **associer les chefs et autres relais communautaires** tels que les leaders religieux, ainsi que d'éventuels autres leaders d'opinion repérés par les animateurs. Leur donner les moyens de jouer leur **rôle de supervision** (donner le règlement intérieur, les associer à la formation des COGES) ;
 - c. **faire un suivi systématique des COGES afin de réajuster si besoin** : cela peut s'imaginer de façon transversale avec les autres équipes RRM et SAME : profiter des déplacements de l'ensemble des équipes pour enquêter sur le dynamisme des COGES : en cas de besoin au cas par cas, les animateurs EHA seraient missionnés pour aller faciliter la réflexion des COGES et de leur communauté dont certains indicateurs sont au rouge⁷⁴. **Autre solution alternative plus rigoureuse et plus onéreuse) : créer une équipe M&E dédiée.**

Dans le cadre de ce suivi, les outils très intéressants mis en place en 2011 par le coordonnateur EHA mériteraient d'être valorisés (grille d'évaluation, étude de fonctionnalité COGES : définition des seuils, certificat de bonne conduite, ...) Ces documents sont accessibles sous le lien suivant : <https://www.dropbox.com/sh/nv7q9wwp0579y6g/AAA4BnpOpRiL8kFxqgyDva-ca?dl=0>
En fait, les critères de fonctionnalité des COGES qui avaient été analysés à l'époque sont les comportements clefs de COGES « doers » (adopteurs), pour reprendre la terminologie de la méthode ABCD.

- d. **assurer l'approvisionnement en pièces-détachées** (uniquement celles introuvables localement) tant que la crise empêche le développement d'une stratégie de sortie avec une filière et un marché autonomes.

⁷³ Les futures activités de GSE ne devraient pas s'appeler « redynamisation des COGES » mais plutôt « suivi et accompagnement communautaire pour la GSE »

⁷⁴ Se baser par exemple sur des indicateurs sentinelles : même système que veille des Incidents critiques réalisée dans les APU.

2. Améliorer l'approche GSE actuelle :

- a. **améliorer la formation des COGES** (voire annexe recommandations spécifiques à la formation des COGES) et inclure les artisans réparateurs si possible, ainsi que les autorités locales dans la formation ;
 - b. harmoniser les documents COGES (Règlement Intérieur, Règlement d'usage, statuts, Procès-Verbal de création...) : voir quelques suggestions ici : <https://www.dropbox.com/sh/nv7q9wwp0579y6g/AAA4BnpOpRiL8kFxqgyDva-ca?dl=0> ;
 - c. **respecter les étapes-clefs de mise en place d'un point d'eau**. L'expérience a montré à Moyenne-Sido qu'il est contre-productif d'accélérer la démarche pour tenir un « calendrier bailleur » ;
 - d. **formaliser des relations contractuelles**, notamment entre l'AR et la communauté représentée par le COGES et le chef ;
 - e. **vérifier la compétence des AR et clarifier leur aire géographique respective d'intervention**.
3. **Chercher à se coordonner** – ou, a minima, établir un contact afin d'échanger des informations régulièrement - **avec l'ANEA et ICDI** qui sont des acteurs incontournables en RCA dans le secteur de l'hydraulique villageoise (même si l'ANEA reste encore fragile aujourd'hui)
4. **Soigner la communication avec les populations et ne pas susciter de faux-espoirs, ou de rumeurs**
- ➔ voir le critère C « Le projet évite les risques d'impact négatifs » (et ces processus-clefs) du Compas Qualité

Annexes

- 1- Termes de Références de la présente étude-évaluation
- 2- Détail des réunions Almy Nadif / PAS Tchad
- 3- Observation et recommandations pour la formation des COGES
- 4- Compte-rendu des trois ateliers avec les équipes EHA... Eau Hygiène et Assainissement
- 5- Bibliographie et références conseillées
- 6- Personnes et institutions contactées
- 7- Base de données des points d'eau mise à jour en janvier 2015 : disponible sous le lien suivant :
https://www.dropbox.com/sh/26xfop1d1qv9me1/AADYMF0VJlWbHrm5_Xc0mqla?dl=0

1. Présentation de SI
2. Contexte
3. Objectif général
4. Objectifs spécifiques
5. Méthodologie
6. Livrables
7. Durée et dates
8. Budget
9. Profil recherché
10. Candidature
11. Procédures et logistique
12. Documents de référence
13. Contacts



Termes de Référence

Etude sur la gestion sociale de l'eau

Pays : RCA

Lieu : Kabo

Date de démarrage souhaitée : 13 janvier 2015

Durée de la mission : 23 jours sur le terrain

Temps réservé pour l'écriture du rapport : 5 jours

Sous la responsabilité de (mission) : Emilie Martin, CdM RCA

Suivi du Siège : Bérengère Tripon, Responsable géographique
RCA, Soudan du Sud & Moyen Orient

Financement de l'étude : ECHO, DFID

Présentation de SOLIDARITES INTERNATIONAL

En général

SOLIDARITES INTERNATIONAL (SI) est une organisation non-gouvernementale française fondée en 1980, dont les corps de métier sont centrés sur l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement, ainsi qu'aux abris, à la nourriture et aux moyens de subsistance. SI s'attache particulièrement à aider les communautés affectées par des désastres d'origine naturelle ou humaine, en répondant aux besoins d'urgence et en développant les capacités de résilience au niveau local.

SI intervient actuellement dans 18 pays : Afghanistan, Bangladesh, Haïti, Kenya, Liban, Mali, Mauritanie, Myanmar, Niger, Pakistan, Philippines, RCA, RDC, Somalie, Soudan du Sud, Syrie, Tchad et Thaïlande, pour un nombre total de bénéficiaires de 5,2 millions de personnes. SOLIDARITESINTERNATIONAL emploie 160 expatriés et 2180 employés et cadres locaux (chiffres 2012).

Dans le pays en question

SOLIDARITÉS INTERNATIONAL intervient en République centrafricaine depuis début 2007, suite à la guerre civile qui y opposa divers groupes rebelles au gouvernement de François Bozizé. Les combats qui ont opposé les milices séléka et anti-balaka pour le contrôle de Bangui en 2013, qui se poursuivent depuis dans une part significative du territoire centrafricain, provoquent des déplacements de population brutaux et massifs dans plusieurs zones de RCA. L'insécurité régnant dans le pays a par ailleurs aggravé les difficultés rencontrées par les populations locales pour boire et se nourrir, en compliquant considérablement l'accès aux champs et aux intrants agricoles, ainsi que la gestion des points d'eau.

Plus récemment, la relative stabilisation de la situation loin des zones de front entre les deux factions a dans certains cas fixé sur le long terme les populations déplacées dans leurs zones d'accueil, et dans d'autres au contraire encouragé une amorce de processus de retour des populations dans leurs villages ou quartiers d'origine. SI a adapté sa stratégie pour répondre à ce nouveau contexte humanitaire.

Autour de Bangui, sur les axes menant de la capitale aux villes de Bossembélé et Sibut, SI a entrepris d'appuyer le retour des populations désireuses de revenir dans leurs villages d'origine en les aidant à reconstruire leurs maisons détruites au cours des combats. A Bangui et à Kaga-Bandoro, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL est également engagé dans le développement des capacités locales, en fournissant un appui à l'ONG centrafricaine Echelle Appui au Développement (EAD) pour son action d'accompagnement des organisations de producteurs agricoles.

Au nord du pays, SI a d'abord apporté, de 2007 à 2011, une réponse d'urgence aux besoins des populations affectées par le conflit, en particulier les déplacés habitants sur les sites dits « A » et « B » implantés à proximité de la ville de Kabo. SOLIDARITÉS INTERNATIONAL a ensuite décidé d'inclure également dans son intervention les populations hôtes les plus vulnérables de la région et d'assurer la durabilité de ses activités. Dans ce cadre, SI mis en œuvre une approche intégrée incluant des activités de relance agricole et d'assistance alimentaire, combinées à des campagnes de vaccination animale destinées à réduire les tensions entre agriculteurs et éleveurs dans la région. Enfin, le programme comprend également une campagne de promotion à l'hygiène, la construction de latrines, et le développement de nouveaux points d'eau. Les ouvrages construits sont remis à des comités de gestion (COGES) dont les membres sont sélectionnés parmi les populations bénéficiaires.

PRÉSENTATION de la zone

Depuis plusieurs années, les populations de la sous-préfecture de Kabo, traditionnellement un bassin de production agricole, ont été victimes d'une série de chocs qui ont très négativement impactés sur leurs moyens d'existence. Aux fortes inondations d'août-septembre 2012 qui avaient dévasté les

récoltes se sont ajoutés les pillages et les exactions liés à l'instabilité politique et aux changements de pouvoir. En réponse à ce contexte volatile, et malgré un relatif retour au calme en 2014, le triangle Kabo-Ouandago-Batangafo, qui est normalement sous l'autorité des sélékas, est le siège de déplacements de populations pratiquement permanents. La ville de Kabo accueille ainsi des personnes déplacées en provenance des axes Béhili et Moyenne-Sido (sites A et B).

La transformation progressive de la crise centrafricaine en conflit interconfessionnel a également chassé vers la ville des populations musulmanes venues d'autres régions du pays. Certains de ces mouvements ont été planifiés, comme le déplacement des populations de PK12 à Bangui vers le « site C » de Kabo, mais la zone continue régulièrement d'accueillir de nouvelles populations déplacées, notamment peulhs.

Les tensions traditionnelles entre agriculteurs majoritairement chrétiens et éleveurs majoritairement musulmans (nomades Mbororos et Fulatas, par exemple) ont également été fortement aggravées par le contexte, surtout depuis l'arrivée dans la région des transhumants Mbararas, alliés des Sélékas, dont les troupes endommagent régulièrement les champs.

Présentation du projet Dans lequel l'Etude sera réalisée

- **Intitulé :** « Programme de sécurité alimentaire et d'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour les populations vulnérables de la sous-préfecture de Kabo – RCA »
- **Démarrage :** 16/05/2014
- **Durée :** 9 mois
- **Budget total :** 750 000 EUR
- **Parties prenantes au projet :** Populations locales, personnes déplacées internes, populations vulnérables à l'insécurité alimentaire, populations locales vulnérables à l'accès aux services eau et assainissement, autorités locales, ONGs, Organisations Internationales et Agences UN (en particulier OIM et Intersos), bailleurs de fonds (en particulier ECHO, CIAA, DfID, CHF).
- **Objectifs :**
 - Objectif Général : contribuer à l'amélioration des conditions de vie et la coexistence pacifiques des populations affectées par les crises militaro-politiques en République centrafricaine.
 - Objectif Spécifique : restaurer et renforcer les moyens d'existence des populations les plus vulnérables dans la Sous-Préfecture de Kabo.
 - Indicateur 1 : La moyenne du Score de Stratégies d'adaptation (SSA) des ménages bénéficiaires de ce projet passe de 13 à 10.*
 - Indicateur 2 : % des bénéficiaires ont accès à au moins 15 litres d'eau potable par jour par personne (objectif : 80%).*
- **Résultats attendus / indicateurs**
 - Résultat 1 : La population ciblée a un accès amélioré et durable à l'eau potable et adoptent des pratiques d'hygiène et d'assainissement appropriées
 - Indicateur 1 : Nombre d'échantillons d'eau potable (prélevés au niveau de la collecte de l'eau et/ou aux points d'utilisation) avec contamination fécale (objectif 0)*
 - Indicateur 2 : % des bénéficiaires qui stockent l'eau dans des récipients propres et clos (objectif 70%)*
 - Résultat 2 : Les moyens d'existence des populations ciblées sont restaurés dans un cadre pacifique
 - Indicateur 1 : % des ménages ciblés ayant réellement mis en culture au moins 90% des semences distribuées (objectif 90%)*
 - Indicateur 2 : La proportion des ménages ayant un index de stratégies de survie (CSI) élevé a diminué (réduction du CSI)*
 - Indicateur 3 : % des conflits entre éleveurs et agriculteurs soumis au comité de gestion de conflits éleveurs/agriculteurs résolus (objectif 65%)*

- **Activités :**

- Liées au résultat 1 :

- 1.1 Constructions et réhabilitations de points d'eau et veille hydraulique
 - 1.2 Création / Redynamisation de COGES
 - 1.3 Sensibilisation à l'hygiène et à la gestion correcte des excréta
 - 1.4 Distribution de kits d'hygiène
 - 1.5 Campagne de sensibilisation à l'utilisation et soutien à la construction de latrines familiales
 - 1.6 Gestion des déchets et des excréta sur le marché

- Liées au résultat 2 :

- 2.1 Distribution de semences vivrières et d'outils agricoles
 - 2.2 Suivi et accompagnement des agriculteurs
 - 2.3 Distribution en semences maraîchères
 - 2.4 Appui et formation en maraîchage
 - 2.5 Assistance alimentaire pour la protection des semences vivrières
 - 2.6 Campagne de vaccination, de déparasitage et de traitement des infections pulmonaires
 - 2.7 Participation à la redynamisation du comité de gestion des conflits entre éleveurs et agricultures à travers la collaboration avec DRC et les autres acteurs de la protection

Dans le cadre de ce programme et afin d'installer des points d'eau durables, SI a mis en place 38 COGES dans la région de Kabo.

- 19 ont été mis en place ou redynamisés dans le cadre des phases 1 et 2 du programme.
 - 19 l'ont été en 2014

- **Populations ciblées par le projet :** populations hôtes et déplacées de la sous-préfecture de Kabo
- **Système de suivi/évaluation prévu dans les documents de projet :**
 - Suivi interne : outil APU (Activity Progress Update), et suivi qualitatif des actions par l'actualisation de l'outil IC (Incidents critiques), suivi des responsables programmes terrain, coordinateurs programmes, et responsable programmes de Desk.
 - Evaluation externe en cours de programme.

Objectif général de l'étude

Dans le cadre de ses activités EHA dans la région, et afin d'assurer la durabilité de ces dernières, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE a entrepris de créer ou de redynamiser autour des forages réalisés dans la région des comités de gestion de points d'eau, chargés de la gestion et de l'entretien des ouvrages : les COGES. Plusieurs de ces structures ont déjà été mises en place mais, à ce stade, il est difficile à nos équipes d'en estimer la pérennité et l'efficacité sur le long terme.

D'autre part, le projet dans le cadre duquel cette étude est programmée comporte également la création de COGES. Il est donc particulièrement important pour SI à ce stade d'obtenir une estimation des succès et des limites de la méthode telle qu'implémentée jusqu'ici, et d'en tirer les leçons pour les activités en cours. Cette étude est à but d'apprentissage et de redevabilité sachant que l'apprentissage est privilégié ici.

L'équipe de SI en RCA capitalisera sur les conclusions de cette étude afin de réajuster ses interventions, présentes et futures, sur la zone de Kabo. Les résultats de l'étude seront également utilisés pour la rédaction du rapport final du projet en cours.

Un autre aspect de l'intérêt de SI pour cette étude concerne la méthode qui sera utilisée. SI souhaite en effet que l'aspect « gestion sociale » de l'eau de ses programmes, incarné par les COGES, soit étudié en réalisant une étude approfondie du contexte et des comportements en lien avec la gestion

sociale de l'eau, tout en hiérarchisant ses comportements afin de s'appuyer sur ceux qui auront le plus d'impact pour favoriser l'accès à l'eau.

L'objectif général de l'étude est de déterminer quelles seraient la méthode de gestion sociale de l'eau la plus efficace à mettre en œuvre dans le cadre de ce programme afin d'améliorer l'accès durable à une eau de qualité dans la zone de Kabo où SI intervient.

Objectifs spécifiques

Cette étude a trois objectifs spécifiques :

- Evaluer en quoi les COGES mis en place contribuent à ce que la population ciblée ait un accès amélioré et durable à l'eau potable
- Déterminer quels sont les comportements basés sur les déterminants sociaux économiques observés ou mécanismes communautaires, dans la région de Kabo qui favorisent ou défavorisent la gestion sociale de l'eau et hiérarchiser ces comportements afin d'améliorer la gestion sociale de l'eau à Kabo. La méthode utilisée pour cet objectif devra être formalisée et présentée dans le cadre de cette étude.
- Déterminer s'il existe d'autres mécanismes sociaux de gestion de l'eau dont la communauté pourraient bénéficier afin d'améliorer l'accès à l'eau et de le rendre plus durable.

Les questions d'évaluation seront à déterminer par le consultant en lien avec le manager de l'évaluation mais pourront notamment couvrir :

- ✓ *La mise en place de COGES telle qu'elle est actuellement faite par SI est-elle la méthodologie la plus pertinente et pérenne pour assurer la durabilité des points d'eau ?*
- ✓ *Ajouter si besoin une question sur l'impact des COGES en matière de promotion à l'hygiène/changement des comportements*
- ✓ *Quel est le degré d'adaptation du concept de COGES à la situation actuelle des bénéficiaires ? Existe-t-il un mécanisme d'intervention différent du COGES afin d'améliorer la durabilité des points d'eau ?*
- ✓ *Comment ce degré d'adaptation se modifiera-t-il dans le cadre du scénario d'évolution le plus probable de la situation dans la région ?*
- ✓ *Les points d'eau qui ont été confiés aux COGES ont-ils encore besoin d'un entretien occasionnel par les équipes de SI ? Et plus généralement, quel est à ce stade le degré d'autonomie des COGES ?*
- ✓ *Quel est la durée minimale de soutien pour obtenir un COGES opérationnel et autonome ?*
- ✓ *Peut-on identifier des déterminants non utilisés à ce jour pour renforcer cette autonomie ?*
- ✓ *Peut-on identifier des approches de sensibilisation incitant les usagers des points d'eau à préférer fréquenter ceux confiés aux COGES ?*
- ✓ *Quels déterminants sociaux pourraient être utilisés pour proposer un système de gestion des points d'eau différent de celui déjà mis en place ?*
- ✓ *Parmi les déterminants identifiés ci-dessus, lesquels seront les plus impactant ?*
- ✓ *Des modifications de la répartition du prestige social sont-elles observées au sein de la communauté bénéficiaire ? Dans l'affirmative, avec quelles conséquences ?*
- ✓ *Quel est le degré de reproductibilité de l'approche « gestion sociale de l'eau » dans d'autres contextes opérationnels humanitaires centrafricains, par exemple des sites de déplacés de fraîche date, très inhomogènes en termes de population ?*

Méthodologie

En sus d'une évaluation de l'approche COGES, l'approche générale de l'étude devra obligatoirement se baser sur l'étude des déterminants sociaux-culturels et économiques qui induisent des changements de comportements

Cette stratégie se fonde d'une part sur une étude des comportements de la communauté ciblée en matière d'EHA, et d'autre part sur une analyse des déterminants de ces comportements.

Les détails de la méthodologie sont à l'initiative de/du chargé(é) d'étude et les étapes indiquées ci-dessous le sont à titre indicatif, cependant, la formalisation de la façon dont la méthode des déterminants sociaux est utilisée fait partie des objectifs de cette étude.

Si souhaite également que l'évaluateur identifie au cours de son évaluation 4-5 personnes constituant un groupe de référence représentatif des parties prenantes du projet, dont les retours devront être pris en compte pour la rédaction du rapport final. Il pourra s'agir par exemple: d'un représentant des autorités locales, d'un membre du personnel de terrain de SI, d'un membre d'un COGES, et d'un membre du Département Technique et Qualité des Programmes de SI.

1. Bibliographie et première prise d'information : lecture de documentation clés sur l'approche méthodologique, analyse des enquêtes de fin de programme sur les résultats obtenus, briefing en capitale avec la coordination de mission (4 jours).

2. Enquête de terrain : rencontre avec les membres de l'équipe SI impliqués dans la mise en place des COGES sur la zone de Kabo, visites sur site et entretiens avec les bénéficiaires (14 jours). Sélection des membres locaux du groupe de référence.

3. Débriefing en capitale : présentation des conclusions préliminaires de l'étude à la coordination de la mission et élaboration commune des leçons apprises à transmettre aux équipes de terrain (4 jours).

4. Groupe de référence : collecte des retours des personnes sélectionnées dans le groupe de référence.

Livrables

- *Rapport de démarrage contenant méthodologie et calendrier final ainsi que l'ensemble des outils de collecte de données (questionnaires semi-structurés, guide de discussion focus group, check list d'observation terrain, etc.)*
- Rédaction d'un rapport en français intégrant :
 - *1 résumé exécutif (3-4 pages max) en français et en anglais*
 - *1 rapport narratif (max 30-40 pages)*
 - *1 tableau récapitulatif avec les principales conclusions et recommandations (séparer le court, moyen et long terme) et les leçons apprises.*
 - *Les annexes techniques : Contiendront les détails techniques de l'étude, ainsi que les termes de référence, les modèles de questionnaires, check list et canevas d'entretiens, éventuels tableaux ou graphiques, les références et autres sources, personnes et institutions contactées), une bibliographie*
- *Une présentation Power Point des principaux résultats et recommandations de 30 slides) maximum pour une présentation d'une heure.*

Un rapport préliminaire sera fourni 3 jours après la fin de la mission terrain et une version finale 30 jours après les retours de SI

Budget

Le budget sera fourni par le consultant dans le cadre de la proposition financière.

Seront pris en charge par SI les coûts de visa, d'assurances et de vols internationaux. L'hébergement et les transports dans le pays seront organisés et pris en charge par SI.

Profil recherché

→ Formation et qualification :

- ✓ Formation supérieure ou forte expérience de terrain dans les domaines de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement.

→ Expérience professionnelle générale :

- ✓ 5 ans d'expérience en milieu humanitaire
- ✓ Au minimum 2 évaluations précédentes de programmes humanitaires
- ✓ Au moins une expérience en contexte d'urgence lié au déplacement de population
- ✓ Au moins une expérience en contexte sécuritaire difficile.

→ Compétences :

- ✓ Excellentes capacités rédactionnelles
- ✓ Capacités de synthèse, d'analyse et de pédagogie
- ✓ Connaissance du contexte centrafricain un plus
- ✓ Habitué à travailler dans un environnement instable sur le plan politique et sécuritaire

→ Langues :

- ✓ Français courant indispensable

Candidature

Les personnes intéressées devront présenter:

- ✓ Une offre technique comprenant :
 - La compréhension des enjeux de l'étude et des Termes de Référence (TdRs) : développement d'une problématique et formulation de questions auxquelles l'offre propose de répondre
 - La méthodologie et outils proposées
 - Le chronogramme présentant les détails pour la réalisation de chacune des phases de l'étude. Le planning proposé devra inclure un temps de briefing et de débriefing sur la mission, et au siège dans la mesure du possible.
- ✓ Une offre financière comprenant un budget détaillé par rubriques (honoraires, autres coûts)
- ✓ Un CV actualisé
- ✓ Un exemple d'études similaires
- ✓ Références

SOLIDARITES INTERNATIONAL considèrera aussi bien les candidatures individuelles ou en équipe.

Les candidats devront envoyer leur proposition méthodologique et financière en format électronique à clorin@solidarites.org.

La date limite de présentation des CV sera le 7 septembre 2014

La date limite pour la présentation de dossiers sera le 17 septembre 2014

Procédures et logistique

Aucune donnée ne pourra être utilisée par le Consultant concernant cette étude sans l'autorisation écrite de SOLIDARITES INTERNATIONAL pour une durée de 5 ans. Le Consultant agissant en tant que prestataire, il veillera à se présenter en tant que tel pour tous les entretiens tenus dans le cadre de la consultance.

Le Consultant s'engage à respecter immédiatement toute instruction sécuritaire spécifique venant de SI et basée sur son analyse sécuritaire et sa connaissance de la zone et des acteurs de celle-ci. En cas d'incident rencontré dans le cadre de la consultance, le Consultant s'engage à contacter le plus rapidement possible SOLIDARITES INTERNATIONAL.

• Moyens mis à disposition :

- ✓ Voiture

- ✓ Téléphone avec crédit
 - ✓ Hébergement chez SI
 - ✓ Traducteur (si besoin)
 - ✓ Accès à internet
 - ✓ Accès à une imprimante
 - ✓ Espace de travail partagé avec d'autres expatriés
 - ✓ Accès à Kobo par vol UNHAS
- Conditions de vie sur place :
 - ✓ La zone de Kobo est relativement stable. Cependant, il est important de prendre en considération que les troubles que traverse le pays peuvent impacter rapidement sur les conditions de sécurité.
 - ✓ Le consultant devra être muni de son propre ordinateur.
 - ✓ L'étude aura lieu en saison sèche.
 - ✓ La zone d'intervention est accessible en voiture.
 - ✓ Le réseau téléphonique n'est pas disponible dans tous les villages de la zone ciblée
 - ✓ Eviter les prises photographiques : elles sont interdites en avion et elles sont régies par un code théoriquement strict obligeant à payer des droits. Il convient donc de ne pas prendre de cliché à Bangui, dans des zones urbaines et sans autorisation des populations de villages.

Documents de référence

- Proposition de projet.
- Documents du projet (rapports d'activités, etc.)
- Études techniques ou thématique
- Documents relatifs à la méthodologie A.B.C.D.

Contacts

Lise Salavert, Responsable Programmes du Desk
 Bérengère Tripon, Desk Manager
 Emilie Martin, Chef de mission RCA
 Emmanuel Moy : Adjoint Chef de mission RCA

Almy Nadif (2001-2008) et Programme d'Appui à la Stabilisation (PAS) à l'Est du Tchad 2009-2012 : détail des réunions d'animation⁷⁵

La consultante a choisi de présenter ce projet car ses résultats sont bons, voire excellents, à cause de la proximité géographique du pays, ainsi que de la problématique de transition (accompagnement aux retours, appui à la stabilisation).

Certains éléments de ces projets capitalisés depuis 15 ans, peuvent utilement inspirer d'autres projets de GSE, même s'il est clair que toutes les bonnes pratiques ne peuvent pas être répliquées aujourd'hui en RCA compte tenu des contraintes. Il est intéressant de constater l'importance en nombre et en qualité des aspects soft (réunions communautaires, formation impliquant tous les acteurs : pas seulement les Associations d'Usagers de l'Eau -AUE-, ...) qui sont fondamentaux.

Réunion 0 (R0): Information et sensibilisation

C'est l'information et la présentation du projet.

Réunion 1 (R1) : Enquêtes socio-économiques – Information – Sensibilisation

C'est l'information, la sensibilisation, la présentation du projet et la collecte de données sur le village suite à la demande manuscrite adressée par le village au projet.

Réunion 2 (R2) : Sensibilisation pour l'obtention de confirmation écrite

La confirmation écrite de la demande d'accès à l'eau potable des villageois permettra d'engager le processus d'organisation villageoise (AUE) ainsi que la réalisation des implantations hydrogéologiques sur le terrain.

Une fiche de confirmation de la demande standard est remise au **chef de village**. Elle précise les modalités d'intervention du projet et les engagements des futurs usagers de la pompe.

A l'issue de cette rencontre, le village doit adresser au projet une « confirmation de la demande » standard, rédigée en français et en arabe, pour signifier son choix : réhabilitation et / ou nouveau forage et l'acceptation des conditions du programme :

- Participation initiale de 150 000 FCFA ;
- Constitution d'une AUE et de son bureau (parité hommes / femmes) ;
- Cotisation ou vente de l'eau et responsabilisation d'un exploitant ;
- Contrat de maintenance avec un artisan réparateur

Réunion 3 (R3) : Organisation et information préliminaire sur l'AUE et l'Exploitant Fontainier

L'objectif de la réunion 3 est de définir le rôle de la future AUE et de chacun des membres du bureau, le rôle de l'exploitant fontainier, les modalités de gestion d'une « caisse de l'eau » au village et le **rôle d'un artisan réparateur agréé pour la maintenance préventive** et la réparation des pompes. Le SEM est présenté à cet effet.

Les implantations ont lieu. En tout état de cause, aucun ouvrage n'est réalisé sans l'assentiment du village. Si l'accord sur un site ne peut se faire entre les villageois et le projet, la réalisation du point d'eau est différée, voire annulée

Réunion 4 (R4) : Organisation provisoire de l'AUE et de son Bureau

⁷⁵ Il faut préciser qu'il a été possible de regrouper les R1 et R2, les R3 et R4 et les R5 et R6 pendant la dernière campagne car la méthodologie du projet était bien connue par les nouveaux villages. Le système du « bouche à oreille » avait parfaitement fonctionné.

La réunion 4 permet aux villageois de recevoir des explications sur le règlement intérieur et les statuts qui vont régir la future AUE. Ces documents permettent de reprendre les principaux points discutés lors des réunions antérieures et de désigner les membres provisoires du bureau, l'exploitant fontainier, le mode de collecte (forfait ou cotisations). Une version en arabe local du règlement intérieur et des statuts est laissée au village.

Réunion 5 (R5) : Assemblée générale Constitutive de l'AUE, du Bureau

Cette Assemblée Générale est organisée lorsque le forage est déclaré positif ou lorsque le nettoyage du forage existant rend la réhabilitation possible. A l'issue de cette réunion, les contrats traduits en arabe sont laissés au village pour examen.

Réunion 6 (R6) : Présentation des contrats et préparation du stage groupé (=formation des AUE)

Cette réunion présente le contenu de chacun des contrats et engage l'implication de bureau sur la tenue du stage groupé. Les publics concernés sont les membres du bureau de l'AUE et les exploitants fontainiers concernés (un par pompe). Les contrats, traduits en arabe, seront signés au terme de la formation des bureaux afin de garantir leur compréhension par les signataires. Pour mémoire, le premier contrat lie l'AUE et l'exploitant fontainier. Le deuxième contrat lie l'AUE à l'artisan réparateur agréé. Il prend effet à la date de la pose de la pompe. Le troisième contrat lie la DH et l'AUE.

Réunion 7 (R7) : Formation des membres du Bureau des AUE et de l'Exploitant Fontainier (stages groupés de 3 ou 4 AUE) : 4 jours

Un village est retenu par les AUE concernées pour la tenue du stage ainsi que le lieu (école si possible). La logistique (repas, hébergement) est assurée par le village choisi (pas par l'ONG). La programmation des formations groupées fait suite à la réalisation des margelles, juste avant la pose des pompes. Il est ainsi plus facile de mobiliser les membres des AUE qui attendent l'équipement de leur forage.

Cette formation réunit les membres du bureau de l'AUE de 3 ou 4 villages proches, les exploitants fontainiers concernés et l'AR de la zone.

La formation a pour finalité de réunir les différents partenaires afin de les fédérer autour d'un objectif commun : assurer la disponibilité en eau potable pour les usagers de l'eau par un système de gestion, d'exploitation et d'entretien qui concerne chacun : usagers, exploitant fontainier, AR.

L'ensemble des thèmes a été abordé au préalable : il s'agit donc de matérialiser les implications des membres, de l'exploitant fontainier et de l'artisan réparateur.

A l'issue de la formation, la signature des contrats est effective. Ce stage constitue un cadre de réflexion enrichi par la concertation entre plusieurs villages et entre les partenaires.

Le Bureau appréhende les réalités concrètes liées à la gestion de la pompe par la réalisation de saynètes et de jeux de rôle durant lesquels des situations parfois extrêmes sont proposés. Chacun des membres du bureau ayant des attributions spécifiques, une partie de la formation est consacrée à l'utilisation des différentes fiches ou cahiers de suivi. Les procédures liées aux transferts d'argent sont, elles aussi, mises en scène.

La gestion des documents est également inscrite au programme : l'archivage de toutes les pièces est impératif.

Les supports didactiques ont été transposés sur des tissus et sont très appréciés par les participants qui souhaiteraient volontiers les conserver avec eux au village.

Cette formation permet donc:

- D'assimiler les notions élémentaires de comptabilité qui vont permettre aux trésoriers et aux autres membres de suivre la caisse du point d'eau ;
- De préciser le rôle de chacun des membres ;
- De préciser les modalités du système d'entretien et de maintenance des pompes (rôle de l'artisan réparateur, entretien préventif, gestion du stock de pièces détachées de l'AUE)
- De préciser l'origine des maladies liées à l'eau et les précautions à adopter pour les limiter.

Lorsque le stage est programmé, deux animateurs vont informer les villages participants et remettent au trésorier du village hôte la somme de 25 000 FCFA issue de la participation initiale de chaque village par bureau présents. Un cahier de suivi de la somme est signé par les animateurs et les trésoriers. Le montant global permet au trésorier de faire les achats nécessaires à la préparation des repas. Un bilan financier est réalisé au cours de la formation afin de garantir la transparence dans l'utilisation des fonds.

La durée de chaque formation est de **quatre jours** dont l'un est consacré à la préparation et au « ramassage » des participants dans les villages.

Une évaluation de chaque séance est prévue, globale et pour chaque participant / intervenant. Elle porte sur les aspects pédagogiques, matériels, organisationnels. Chaque évaluation est consignée par les animateurs et les remarques sont prises en compte pour les stages ultérieurs.

- Un intérêt particulier est porté sur:
 - la participation effective des membres des bureaux et des exploitants fontainiers ;
 - la présence effective des femmes (2 pour chaque village) ;
 - une compréhension satisfaisante des participants renforcée par la mise en scène de jeux de rôle et l'utilisation des supports didactiques ;
 - l'alphabétisation des participants ;
 - la capacité de compréhension des différents outils : cahier de caisse, liste des usagers, cahier de suivi de la pompe ;
 - la bonne mobilisation du village hôte et la préparation des repas par les femmes.

Des contrats sont par la suite signés entre :

- L'AUE et le Projet pour la délégation de gestion ;
- L'AUE et l'exploitant fontainier ;
- L'AUE et un artisan réparateur.

➤ **Réunion 8 (R8) : Pose de la pompe**

C'est la réunion d'installation de la pompe et c'est un moment crucial pour l'AUE représentée au minimum par son bureau et l'exploitant fontainier. C'est une démonstration de la compétence de l'artisan réparateur. L'installation se fait sous la responsabilité du technicien de Vergnet. La pompe est « remise » au bureau de l'AUE lors de la réception provisoire. L'installation est aussi l'occasion pour faire la démonstration pratique aux usagers de l'utilisation de la pompe et des erreurs à ne pas commettre.

Méthodologie : Le village est informé au préalable de la date d'installation de la pompe afin que tous les membres du bureau de l'AUE soient présents, ainsi que l'exploitant fontainier. Le

technicien de Vergnet, l'artisan réparateur et un animateur du projet sont présent ensemble au village. L'animateur réunit le bureau de l'AUE, l'artisan réparateur et l'exploitant fontainier. Cette « cérémonie » garantit la présentation des différentes parties

Vente au forfait ou vente au détail ?

Le choix des familles exemptes de cotisation est soumis à l'approbation des usagers.

Les usagers qui ne seront pas à jour de leur contribution ne pourront plus venir s'approvisionner à la pompe sur décision du Bureau de l'AUE.

La somme minimale annuelle à collecter par pompe est de l'ordre de 150 000 FCFA.

La proposition de répartition prévisionnelle de cette somme est la suivante :

- 10 000 FCFA / mois pour l'exploitant fontainier (sur une base de 8 mois) ; cette somme est un minimum fixe qui doit augmenter selon la disponibilité en caisse et l'augmentation de l'utilisation de la pompe par les usagers (total = 80 000 FCFA) ;
- 10 000 FCFA / an pour le fonctionnement du bureau (matériel) ;
- 25 000 FCFA prévu pour les pièces détachées remplacées (montant pouvant augmenter à partir de la 4^{ème} année) ;
- 20 000 FCFA pour les deux interventions préventives de l'artisan réparateur ;
- 10 000 FCFA pour une intervention supplémentaire de l'AR (panne de la pompe).

Les cotisations restantes sont gérées par le Bureau de l'AUE qui doit privilégier la constitution d'une réserve pour palier à des dépenses imprévues et verser un pourcentage à l'exploitant fontainier en plus des 10 000 FCFA mensuels, comme prime de motivation. L'épargne est conservée par le village et constitue la « Caisse de l'eau » et doit être réservée pour de nouveaux investissements hydrauliques ou dans les domaines de l'hygiène et de l'assainissement.

Pour un village de 50 familles (environ 300 personnes), la cotisation moyenne mensuelle est de 350 FCFA, soit un montant annuel de 210 000 FCFA.

Les ressources financeraient les dépenses suivantes :

- Interne à l'AUE
 - la rémunération de l'exploitant fontainier : Minimum de 10 000 F / mois (= 120 000 FCFA / annuel) ;
 - les dépenses de fonctionnement de l'AUE (fournitures, déplacement chez l'AR) = 10 000 FCFA.
- Externe à l'AUE
 - le paiement des prestations de l'artisan réparateur (10 000 FCFA pour chaque visite préventive ou en cas de panne) ;
 - l'achat de pièces de rechange à l'artisan réparateur (provision de 20 000 FCFA/an).

Observations et recommandations concernant la formation des COGES

Cinq COGES de 6 membres de l'axe Moyenne-Sido étaient présents au grand complet (sauf une femme qui a accouché dans la nuit) : 29 personnes présentes⁷⁶ (un peu plus d'hommes que de femmes) le jeudi 29 janvier 2015 à Kabo pour la formation. La capacité de SI à mobiliser les membres des COGES nouvellement élus est donc excellente.

La plupart des questions ont été posées par des femmes.

Le contenu de la formation couvre le Système d'entretien et de maintenance, le rôle du COGES, les responsabilités détaillées de chacun de ses membres, des notions d'entretien/nettoyage, les bases de la comptabilité + cotisations. De fait, ce curriculum semble donc relativement complet. Mais de façon générale la forme est très scolaires, pas assez participative et n'intégrant pas les principes d'apprentissage des adultes basés sur l'expérience. Les messages clefs et les objectifs pédagogiques ne sont pas explicités (ni synthétisés formellement) au sein de l'équipe de SI.

Les animateurs, le RP et l'assistant RP font preuve d'une réelle expérience et de qualités pour l'animation de groupe (ils savent briser la glace, utilisation de musique, de chanson, de l'humour, faire rire). Ci-dessous, des suggestions module par module. La ritournelle (avec claquement dans les mains) pour marquer la transition entre chaque module est une excellente pratique. Le fait de varier les animateurs (donc les voix et les styles) est une bonne pratique à poursuivre. Cependant manque de rythme globalement : les gens restent assis à la même place plusieurs heures (perte d'attention) ; l'installation d'un nouveau module est un peu fastidieuse (aller chercher l'animateur qui prend la suite, faire fonctionner l'ordinateur ou le vidéoprojecteur...) temps d'attente vide pour les participants.

Module 1 (introduction) :

La disposition de type salle de classe, avec un bureau qui sépare les participants des animateurs est un choix discutable, ne favorisant pas l'interactivité.

La présentation des participants de type « tour de table » est un peu fastidieuse et pourrait être dynamisée avec des présentations croisées (chacun présente son voisin) et/ou demander à tout le monde de se lever et de se regrouper dans la cour par village, puis par fonction au sein du COGES (tous les présidents ensemble, tous les trésoriers ensemble, etc.), puis les femmes d'un côté les hommes de l'autre. Puis « tous ceux qui ont déjà été responsable dans la gestion d'un point d'eau » d'un côté, et les autres de l'autre côté. Il est possible d'ajouter d'autres propositions ad hoc de regroupement.

Suggestion : rajouter une partie « **attentes** » : interroger les participants sur leurs attentes, leur intérêt, leur motivation. Leur demander par exemple « à la fin de cette journée, qu'est-ce que vous voulez avoir appris/fait pour vous dire que ça valait la peine d'être venu ? »

Il est toujours intéressant **d'adapter la formation au public** : certains des participants ont probablement séjourné plusieurs années dans le site A, dans lequel des forages et pompes ont été installées, et des COGES mis en place. Il aurait été intéressant de **partir de leur expérience**, plutôt que de dispenser la formation comme si ils n'avaient jamais utilisé de pompe. Demander

⁷⁶ Le nombre de participants semble trop élevé, mais disons qu'il est correct en comparaison des quelques 48 participants par session (voire plus) selon les rapports des formations précédentes.

par exemple « qui parmi vous étaient membres de COGES au site A ? pourquoi avez-vous souhaité renouveler ? ou au contraire : pourquoi les anciens membres de COGES n'ont pas souhaité continuer leur mandat ? »

Ce point est vrai pour n'importe quel public adulte : il est bon de valoriser et de s'appuyer sur l'expérience diversifiée des participants quelle qu'elle soit. **Suggestion** : concevoir des animations qui partent de leur expérience d'abord (tout au long de la journée), cela a entre autre l'avantage de valoriser les participants.

Module 2 « schéma d'entretien et de maintenance SEM » (Freddy))

Le schéma SEM est un point essentiel de la formation, pourtant tel que présenté (schéma en français), il semble trop complexe. Il gagnerait à être présenté de façon plus ludique et pédagogique avec des images avec les mots clefs en sango. Une question reste en suspens : le modèle théorique présenté montre que les COGES vont acheter les pièces détachées nécessaires en cas de panne et réparation de la pompe, mais dans la réalité aujourd'hui, il y a un réel souci d'accès aux pièces détachées.

Suggestion : le schéma pourrait être expliqué en le construisant au fur et à mesure, avec des images à accrocher pas à pas (à chaque fois qu'un élément du système est présenté on l'accroche), puis les interactions entre les acteurs du système sont expliquées et accrochées également.

Variante : leur faire faire l'exercice eux-mêmes en sous-groupe de trouver quels sont les acteurs et quelles sont les relations entre les différents acteurs du système (adapter la difficulté à l'expérience et au niveau des participants)

Variante 2 : les animateurs de SI représente chacun un acteur du système et joue son rôle⁷⁷ : comme une petite scénette de théâtre avec les interactions entre les acteurs du système. Les participants peuvent jouer le rôle des COGES. Les messages clefs sont donnés par l'animateur général de ce module à chaque étape de présentation du système.

Module « bonnes/mauvaises pratiques » (Colette)

L'utilisation de photos est très bien, mais ce serait l'opportunité de plus encore favoriser l'interactivité en demandant systématiquement aux participants « alors ? bonne ou mauvaise pratique ? »

Tous les modules suivants :

La répétition des messages clefs d'un module à l'autre et par des animateurs différents est une très bonne pratique à conserver.

Par contre, il manque vraiment une mise en pratique des choses apprises par les participants : il faut absolument que les participants manipulent par eux-mêmes les outils proposés et les testent PENDANT la formation plutôt que de compter qu'ils le fassent en rentrant chez eux.

L'évaluation externe des programmes SAME de janvier 2014 (Alexandre Vigot) avait déjà analysé que les bénéficiaires ont des difficultés pour bien gérer l'argent. Avant la crise, les bénéficiaires étaient des cultivateurs qui produisaient une grande partie de leur alimentation, ils vendaient l'excédent pour acheter les produits de première nécessité. Ils n'ont donc pas l'habitude de manipuler de « fortes » sommes d'argent et encore moins de faire un prévisionnel

⁷⁷ ils peuvent avoir un déguisement ou un signe distinctif pour que les participants identifient bien qui est l'artisan réparateur, qui est chef village, etc

des dépenses pour le mois à venir. Ces éléments militent pour vraiment prendre le temps de la formation pratique (et au-delà d'un accompagnement dans la durée)

Recommandations générales : améliorer la forme de la formation. Il semble opportun de s'appuyer sur des animateurs formés aux approches participatives (exemple Armand expérimenté en ATPC qui pourrait facilement transposer l'esprit très concret et dynamique de cette approche pour la formation des COGES, ou Freddy enseignant disposant de réelles qualités pédagogiques).

Il est vraiment dommage que faute de temps (syndrome chronique de précipitation), le coordo EHA en capitale qui a été formé à Bioforce aux techniques de formation pour adultes (formation de formateurs) n'ait pas eu le temps de transmettre cette approche aux équipes terrain, ni de reformater avec eux la formation des COGES.

1. Introduire des exercices pratiques

Il n'y a eu aucune étude de cas. Il est vivement recommandé que chaque module, chaque idée clef fasse l'objet d'exercice en sous-groupe (en variant les sous-groupes : par village lorsqu'il s'agit de réfléchir au mode de collecte qu'ils proposeront en Assemblée Générale par exemple, par fonction au sein du COGES pour réfléchir à des problèmes spécifiques à leur fonction, auxquels ils pourront être confrontés, groupes tirés au sort pour d'autres phases, etc.)

Faire des jeux de rôle et des jeux en équipe : ne pas hésiter à proposer des cas particulièrement extrêmes pour pouvoir aborder les questions les plus épineuses lors de la formation.

2. Améliorer les supports

Avoir des kits d'image / photos plastifiés pour pouvoir dispenser cette formation de façon flexible (même en l'absence de vidéoprojecteur ou d'électricité⁷⁸) et éviter le recours au PPT (souvent inutile, à part pour les photos). Traduire en sango le texte du PPT (les messages clefs), l'alléger et mettre systématiquement des images ou des photos.

Remettre aux COGES un livret en image ?

3. Inviter un COGES « exemplaire » lors de la formation pour qu'il partage son expérience

C'est une pratique que Solidarités avait mise en œuvre dans le passé, et qui mériterait d'être reprise. Le partage d'expérience entre pair est souvent un outil bien plus puissant qu'une formation théorique. L'ONG peut aussi proposer des visites inter COGES pour que ceux qui ne marchent pas bien aillent voir et comprendre comment ceux qui marchent bien s'y sont pris.

4. Stimuler le sens de l'initiative et de la créativité des participants

Afin de faciliter l'appropriation de leur nouvelle responsabilité, il peut être bon de s'appuyer sur leurs propres initiatives. De nombreux COGES déplorent le fait de ne pas avoir de T-shirt (ou autre chose) les rendant visibles et légitimes auprès des usagers pour exercer leur fonction bénévole. Idée intéressante, à réfléchir en tout cas ? Les COGES choisir eux-mêmes le message à

⁷⁸ Dans le rapport de formation à Moyenne Sido de septembre 2014, on peut lire : « Les difficultés rencontrées l'or de cette formation sont d'ordre logistique : Difficulté d'acheminer les machines (ordinateur et vidéo projecteur sur le site de formation ; le départ tardif de la base ce qui fait qu'on n'a pu démarrer à temps la formation. » c'est regrettable car le Powerpoint n'est absolument pas indispensable, voire bien au contraire (regarder plusieurs heures des diapositives de texte casse toute dynamique d'apprentissage). idem pour la formation des « référents techniques » des COGES.

imprimer sur le T-shirt (sous-réserve de faisabilité logistique en cas de commande en très grand nombre).

5. Systématiser le suivi post-formation

Cette formation devrait être obligatoirement suivie d'un accompagnement in situ (donc au cas par cas) par les animateurs plusieurs mois après que les COGES nouvellement formés aient eu l'opportunité de mettre en pratique ce qu'ils ont appris et se soient confrontés à la réalité. Ce suivi personnalisé permettra d'aider la communauté (pas seulement les COGES !) à réfléchir aux problèmes réels rencontrés et trouver des solutions.

- **Remarque** : le contenu de la formation des COGES dispensée par le CICR Kagabandoro est sensiblement le même, mais la durée et la forme varient. Il pourrait être intéressant que les équipes de SI (en train d'ouvrir une base à Kagabandoro) et celles du CICR échangent sur leur méthodologie respective et les leçons tirées⁷⁹.

Informations transmises par le CICR Kagabandoro : La durée de la formation des membres de COGES varie de 2 à 4 jours par rapport à la conception du projet et au contenu (modules de la formation), il faut prévoir un jour de pratique (travaux de groupe pour mesurer le degré d'assimilation des apprenants).

Contenu de modules de formation

- Motion de bienvenue et de remerciement aux participants suivi de la présentation de l'agenda de la formation
- Présentation des objectifs globaux et spécifiques de l'atelier
- Rôle et responsabilité des membres du COGES:

Organe de décision :

Président, Secrétaire, Trésorier(e) - une femme est très importante

Organe d'exécution : Fontainier, Hygiéniste.

- La tenue de cahier de caisse, de cotisation mensuelle/annuelle, de vente d'eau à la prise et de rapport. Exercice pratique sur la tenue de cahier de caisse et vente d'eau à la prise.
- Quelques maladies liées à l'eau et à l'assainissement (les maladies féco-orales).

Le nombre personnes varie par rapport au nombre de comité mis en place. Pour une bonne assimilation des cours, il faudrait au maximum 20 personnes par atelier

⁷⁹ Jonas (75318524), responsable du programme PHAST et Michele Ungaro, délégué Wathab (75 83 69 27)

Bibliographie et références

*Les références marquées de *** sont celles jugées les plus pertinentes et utiles. Les documents sont disponibles sous le lien suivant :*

https://www.dropbox.com/sh/miy4qhugqusmvop/AADk73Lv11ocyZ4hbW_W5dBja?dl=0

Guides et méthodes sur la gestion sociale de l'eau, la durabilité des services

En général

- ***AFD, Réalisation et gestion des forages équipés d'une pompe à motricité humaine en Afrique subsaharienne, sept 2010
- RWSN-Aguaconsult, MAPPING OF WATER, SANITATION, AND HYGIENE SUSTAINABILITY TOOLS, 2014:
http://www.waterservicesthatlast.org/media/publications/mapping_of_wash_sustainability_tools
- <http://www.rural-water-supply.net/en/resources/details/606>
- http://akvopedia.org/wiki/Water_Portal
- <http://www.wikiwater.fr/> :
 - ***Les Comités de gestion et les Associations d'usagers de points d'eau. Rôle, fonctionnement, outils, avantages et inconvénients respectifs :
<http://www.wikiwater.fr/c6-les-comites-de-gestion-et-les.html>
 - Exemples d'expériences réussies de gestion communautaire dans le réseau CARITAS : <http://www.wikiwater.fr/c7-exemples-d-experiences-reussies.html>
 - C8 - Exemples d'expériences réussies de gestion communautaire dans d'autres organismes : <http://www.wikiwater.fr/c8-exemples-d-experiences-reussies.html>
 - <http://www.wikiwater.fr/e15-questions-a-se-poser-avant.html>
- PsEau, Accès à l'eau potable dans les pays en développement: 18 questions pour des services durables, guide pratique, 2012
http://www.pseau.org/outils/ouvrages/ps_eau_acces_a_l_eau_potable_dans_les_pays_en_developpement_18_questions_pour_des_services_durables_2012.pdf
- IGIP Burgeap, Capitalisation du projet Almy Nadif et du PAS AFD, 2012 (non partageable)
- ***Tim Foster, School of Geography and the Environment, University of Oxford, Predictors of Sustainability for Community-Managed Handpumps in Sub-Saharan Africa: Evidence from Liberia, Sierra Leone, and Uganda, 2013 (10 pages)
- *IRC, WASH Cost, Pour des services pérennes: Le rôle crucial des dépenses de renouvellement et de réhabilitation pour assurer des services d'AEPHA durables, 2010
- AFVP, ISF, la gestion communautaire des aductions des centres secondaires de la vallée du fleuve, 1997
http://www.pseau.org/outils/ouvrages/pseau_epaqqpc_act_pilot_2_rap_mi.pdf
- Helvetas Cameroon, MANUEL DE FORMATION DES COMITES DE GESTION D'EAU VILLAGEOIS, 2003
- http://www.pseau.org/outils/ouvrages/helvetas_manuel_formation_comites_gestion_eau_villageois.pdf

- ***Gret, Information, formations et appui aux comités de gestion, 2003
<http://www.solutionsforwater.org/wp-content/uploads/2012/02/Cahier3.pdf>
- ***Gret, ps-eau : Gestion technique et financière des sites,
http://www.pseau.org/outils/ouvrages/gret_alizes_electrique_cahier_capitalisation_04.pdf
- AFD, La gestion des points d'eau dans le secteur de l'hydraulique villageoise au Niger et en Guinée, 2000
[http://lnweb90.worldbank.org/caw/CAWDoclib.nsf/39aad093ab47f86e85256c5e000f5f2f/54009B1BBB1D323C85256C5E005EB13A/\\$file/Gestion+des+points+d+eau.pdf](http://lnweb90.worldbank.org/caw/CAWDoclib.nsf/39aad093ab47f86e85256c5e000f5f2f/54009B1BBB1D323C85256C5E005EB13A/$file/Gestion+des+points+d+eau.pdf)

En situation de crise

- SI, « Eau et assainissement en crise(s), L'urgence de solutions durables en contexte humanitaire » 2012
http://www.solidarites.org/phocadownloadpap/publications/publications_techniques/solidarites_document-technique_bd.pdf
- ***Groupe URD, « L'accès à l'eau et à l'assainissement pour les populations en situation de crise : comment passer de l'urgence à la reconstruction et au développement ? » publication AFD série Document de Travail n°115 http://www.urd.org/IMG/pdf/publi-aca-eau_GroupeURD_092011.pdf
- **Groupe URD, améliorer l'accès durable à l'eau dans les recompositions territoriales au Tchad oriental, 2011
http://www.pseau.org/outils/ouvrages/groupe_urd_gestion_sociale_de_l_eau_a_l_est_du_tchad_2011.pdf
- ACF, Crise humanitaire et gestion de l'eau, Gérer l'eau dans les pays en crise, Un enjeu majeur de santé publique et de sécurité alimentaire, 2006 :
http://www.actioncontrelafaim.org/sites/default/files/articles/fichier/dp_technique_eau.pdf
- ****ACF, « Eau, assainissement, Hygiène pour les populations à risques »
http://postconflict.unep.ch/humanitarianaction/documents/fr-028-02_11.pdf (chapitre 16 page 578)
- OGB, Mandatory Requirements in Public Health Engineering Programmes, 2008
- Groupe URD, Manuel de la participation à l'usage des acteurs humanitaires :
<http://urd.org/article/le-manuel-de-la-participation>

Guide à portée socio-anthropologique

- **Groupe URD-IFRC, Outil d'évaluation socioculturelle pour les programmes en eau, assainissement et hygiène, Septembre 2013

Contexte RCA

***<http://mondafrique.com/lire/politique/2014/05/19/centrafrique-sur-les-chemins-de-la-haine>

- **Dr Berta Mendiguren UNICEF, étude anthropologique de l'organisation sociale et politique des communautés en République Centrafricaine et des organisations associées communautaires : comme élément clé d'une stratégie pour réduire les inégalités dans

l'accès et l'utilisation des services sociaux de base par les enfants et les femmes en RCA, 2012

Contexte WaSH en RCA

République centrafricaine- LOI N° 06.001 PORTANT CODE DE L'EAU DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, 2006

République centrafricaine - Schéma Directeur pour l'eau et l'assainissement – Janvier 2001

République centrafricaine - PLAN D'ACTION SECTORIEL EAU-ASSAINISSEMENT 2008-2010, 2009 (40 pages)

République centrafricaine-Hydroconseil-WSP, PLAN D'ACTION SECTORIEL EAU ET ASSAINISSEMENT, SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS EN VUE D'UNE AMÉLIORATION DU PASEA, août 2010

AMCOW, Approvisionnement en eau potable et assainissement en République centrafricaine, 2010

<http://www.wsp.org/sites/wsp.org/files/publications/CSO-CAR-Fr.pdf>

TDR du cluster WASH RCA, 2008

Méthodes de Gestion Sociale de l'Eau chez les autres ONG en RCA

ICDI (=Water for Good): <http://icdinternational.org/> et <http://icdinternational.org/about-icdi/>

ICDI, Manuel des ANIMATEUR de Water for Good, 2014 (50 pages)

ICDI, MANUEL DES COMITES DE GESTION DES POINTS D'EAU, 2014 (17 pages)

Oxfam

ACF

CICR

ACTED

CRF

Contexte de Kabo, EHA compris

ABCD Kabo

Egreteau D. & équipe EHA Kabo, rapport de diagnostic, PRATIQUES à RISQUES et DETERMINANTS des COMPORTEMENTS en EAU, HYGIENE et ASSAINISSEMENT, déc 2013 (62 pages)

+ synthèse opérationnelle (14 pages)

Annexe - Chonogramme HEA Kabo Sites A et B 2013-2014

Annexe - Progr assainissement Site Farazala ver2

***Annexe - SI 2008 Histoire de Kabo

Annexe - SI 2009 Systeme_Agraire Kabo RCA

Annexe - SI 2013 Analyse data santé & Malnut MSF Kabo 18Nov

Annexe - SI 2013 Carte IDPs Kabo Nov2013

Annexe - SI 2013 Dossier Mission RCA II

Diagnostic EHA SPA

Diag rapides & data santé Kabo & sites Nov2013

Data MSF 2013

Diagnostic rapide KABO 7Nov2013
Diagnostic rapide Sites A & B 2Nov2013
Taux de couverture en latrine Kabo ville
Besoin Eau Axes Kabo Nov2013
Conclusion & recomb WaSH region Kabo Nov2013
Analyse data santé & Malnut MSF Kabo 18Nov
MBOUNGOU I., enquête CAP finale, 8 juin 2014
Enquête fréquentation forages
Certificat de remise d'ouvrage

Documentation des projets de SOLIDARITES INTERNATIONAL zone de Kabo :

Général

- SI, APU (Activities Progress Update) Kabo et Moyenne Sido
- Vigot A., évaluation intermédiaire SAME du programme d'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement et de sécurité alimentaire pour les populations vulnérables de la sous-préfecture de Kabo - RCA, janvier 2014
- Salavert L., Shéma intervention Kabo - 29 05 2014
- SI, Rapport Final 2013 CHF Kabo, août 2014
- SI, Rapport final DFID, sept 2014 (starting date: 15/09/13-ending date: 30/04/14)
- SI, propal & quarterly report DFID 2014
- SI, propal ECHO 1048 & no-cost extension 2014
- SI, propal et rapport intermediaries ECHO 1204

Dossier ECHO

- SI, Formulaire Unique proposition de projet ECHO, Mai 2014, « Programme de soutien à la relance agricole et d'amélioration de l'assainissement et l'accès à l'eau pour les populations vulnérables à l'insécurité alimentaire dans la sous-préfecture de Kabo »
- SI, Tableau des bénéficiaires (annexe 3)
- SI, chronogramme d'activités mai 2014-février 2015 (annexe 4)
- SI, RCA - Dossier Mission - Part I, II & III

Rapid Response Mechanism

- RRM-SI- Rapport Intervention Relocalisation PK12, 14 mai 2014 (7 pages)
- SI - RRM - Rapport préliminaire MSA - Kabo - Ouham - Aout 2014
- RRM - SI - Rapport préliminaire d'évaluation - Moyenne Sido, mars 2014

Documents sur les COGES

- **Evaluation des COGES, décembre 2013 (tableur excel)
- Méthodologie COGES
- Orientation Focus Group COGES
- **Grille d'évaluation des COGES, 2011
- **Etude de fonctionnalité COGES : définition des seuils
- **Certificat de Bonne Gestion COGES, 2011
- Accord Cadre COGES (= statuts)
- Support de Formation COGES, novembre 2010 : Manuel de formation des COGES (encore appelé « manuel de fonctionnement des COGES », ainsi que « manuel à l'usage des COGES »), version utilisée actuellement

- PV de mise en place du COGES (version utilisée actuellement)
- Règlement intérieur du COGES (version utilisée actuellement)

Méthode ABCD (approach on Behavior Change comportement)

- Egreteau D., Les déterminants des changements de comportement, clés des stratégies EHA, article HEM, août 2014
- Fiches ABCD :
ABCD en un coup d'œil
ABCD Fiche 1 - Comportement et pratiques
ABCD Fiche 2 - Déterminants environnement
ABCD Fiche 3 - Déterminants internes
ABCD Fiche 4 - Stratégie opérationnelle
- Cardon A., SI, Rapport de capitalisation, APPROCHE BASEE SUR LES DETERMINANTS DU CHANGEMENT DE COMPORTEMENT, HIER ET AUJOURD'HUI, janv 2015

Littérature clef liée à l'ABCD

- *****Davis Jr., Thomas P., (2004). *Barrier Analysis Facilitator's Guide: A Tool for Improving Behavior Change Communication in Child Survival and Community Development Programs*, Washington, D.C.: Food for the Hungry (Méthodologie "doers / non doers"):** http://chwcentral.org/sites/default/files/Barrier_Analysis_2010.pdf
- Aunger & Curtis, The EvoEco Approach to behavior change
- Curtis, talking dirty: how to save millions lives? 2003
- Curtis et al, Planned, motivated and habitual hygiene behaviour: an eleven country review, 2009
- IRIN, humanitarian news and analysis, a service of the UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, Sanitizing the truth - when WASH fails, 2013
- Jenkins & Curtis 2005, Why some people want latrine in Benin, 2005
- Mosler, A systematic approach to behavior change interventions for the water and sanitation sector in developing countries, 2012
- MSF Hunter, Maladies d'origine hydriques et sécurité de l'eau, 2011

Autre

<http://www.sovema.fr/metiers/pompes-a-main/>

<http://www.vergnet-hydro.com/>

Personnes et institutions rencontrées, focus group et planning

nom prénom	organisation	fonction	date	lieu
RACON Thierry	Vergnet Hydro	chargé d'affaire Tchad/RCA	déc-14	par téléphone
Dany EGRETEAU	Solidarités International		juil-14	Paris
Emile MARTIN	Solidarités International	CDM RCA jusque nov 2014	19/12/2014	Clichy
Corinne LORIN	Solidarités International	RH	22/12/2014	Clichy
Bérangère TRIPON	Solidarités International	desk RCA	22/12/2014	Clichy
Lise Salavert	Solidarités International	resp prog desk RCA	22/12/2014	Clichy
Hélène	Solidarités International	DTQP cellule technique, qualité	22/12/2014	Clichy
Amélie CARDON	Solidarités International	DTQP cellule technique, experte ABCD	22/12/2014	Clichy
Emmanuel Moy	Solidarités International	CDM RCA	14/01/2015	Bangui
Kathy M. Kabeya	Solidarités International	coordo WaSH	14/01/2015	Bangui
Laurence HAMAI	UNICEF	WASH cluster coordinator	15/01/2015	Bangui
Michel-Ange LEBARAMO	UNICEF	WASH programme Officer	15/01/2015	Bangui
Heri SAFARI	UNICEF	WaSH officer Informations Managemen	15/01/2015	Bangui
Ghislain Ludovic Ndemahy	ICDI (Water for Good)	coordonateur WASH national	15/01/2015	Bangui
Simone Fonda	ACF	coordo WaSH	15/01/2015	Bangui
Amadou	Solidarités International	Resp Progr SAME	16/01/2015	Kabo
Séraphin	Solidarités International	superviseur WaSH (depuis novembre 2014)	16/01/2015	Kabo
Joséphat YALITOUNGOU	Solidarités International	animateur (depuis mars 2013)	16/01/2015	Kabo
Dieu-Bénit GREKONZI	Solidarités International	assistant RP EAH	16/01/2015	Kabo
Aurélien NAGUIDEBE	Solidarités International	superviseur SAT	16/01/2015	Kabo
Abdel Atif	Municipalité	Maire	17/01/2015	Kabo
Mr Donzayo		Sous-préfet	17/01/2015	Kabo
Florent	Solidarités International	Coordinateur terrain	17/01/2015	Kabo
Dein DEINA	Solidarités International	animateur (depuis 35 mois)	20/01/2015	Kabo
Jean Notinam Ferdinand	artisan réparateur depuis 2010		20/01/2015	Kabo
Alfaki Izo	commerçant arabe pièces détachées		21/01/2015	Kabo
???	Pasteur et sa famille		21/01/2015	Kabo
Bernard	Artisan réparateur depuis 1994, (jamais recyclé par SI)		22/01/2015	Gbazara
Vin Benoît	Artisan réparateur depuis 1990's, recyclé par SI en 2009		23/01/2015	Kabo
	président et ses conseillers du site B (IDP)		23/01/2015	Kabo
Barthélémy	Catéchiste		23/01/2015	Kabo
	président et ses conseillers du site C PK12 (IDP)		23/01/2015	Kabo
Emmanuel KAMATE LIMASI	Solidarités International	RP RRM	26/01/2015	Kabo
Idriss Sibeï	artisan foreur		27/01/2015	Kabo
	Immam		27/01/2015	Kabo
Michele UNGARO	CICR Kagabandoro	délégué eau et habitat	29/01/2015	mail
Jean	gardien à Solidarités et membre COGES Kemkaba 1A		31/01/2015	Kabo
Rony Bayard	UNICEF Kaga		30/01/2015	mail
Patrick Saah	IRC Kaga	coordinateur terrain	30/01/2015	mail
Mr Blaise	ANEA Kaga	chef d'antenne	30/01/2015	tél
Mr Marcellin	ICDI	Directeur Technique	05/02/2015	Bangui
Salé BACKO	ANEA	Directeur Général, ingénieur hydrogéol	05/02/2015	Bangui
Marc BIVER	CRF	chef de délégation	05/02/2015	Bangui
Jean Charles	NRC	ancien coordo EAH SI Kabo	06/02/2015	Bangui

Groupes de discussion :

localité	quartier	personnes	date
Moyenne Sido		autorités locales	19/01/15
		référénts techniques des COGES	
Kabo	NgueDjitan	COGES	20/01/15
	Rounga Ngonaïndo	COGES	
	Ngariana	COGES	
	Ngonaïdo	usagers/ères PE	21/01/2015
	Nouboningar	usagers/ères PE	
	quartier arabe	habitants quartier	
	Ya Pendé 1	usagères	
Beltounou 2	(axe Farazala)	usagers + hygiéniste (membre COGES)	
		usagères	
		chef village + communauté	
Kabo	site A IDP	chef village + communauté	
Gbazara	Rounga	COGES	22/01/2015
	Gbazara	chef de groupement	
Dimba 1		chef de village & COGES	
Kabo	site B IDP	COGES	23/01/2015 et 30/01/2015
Kabo	site C IDP	COGES	
Kabo	arabe	COGES	27/01/2015
Kabo	Agonda	propriétaires concession, Président COGES et sa femme	28/01/2015
Kabo	Kemkaba	COGES & communauté	28/01/2015
Kabo	Ngodégué	COGES & communauté	28/01/2015
Kabo	Damba	COGES & communauté	30/01/2015
Kabo	Ndélé	COGES & communauté	31/01/2015
Kabo	23 sur 27 chefs de quartiers dont chefs de groupes		31/01/2015

Planning terrain

	vend 16/01/15	sam 17/01/15	dim 18/01/15	lun 19/01	mar 20/01	merc 21/01	jeudi 22/01	vend 23/01	sam 24/01
	arrivée à Kabo	Kabo- biblio/méthodo	off	Moyenne Sido	équipe EHA SI & Kabo	axe Farazala / Kabo site A	axe Batangafo	Kabo site B et C	biblio/méthodo
matin	réunion Séraphin (suerviseur) et Josépha (animateurs)	rapport de démarrage entretien Amadou (RP SAME)	réunion Maire et Sous-préfet de Kabo	-présentation aux autorités militaires -journée à Moyenne Sido	-atelier équipe EAH -rencontre COGES et usagers des PE des différents quartiers de Kabo	-commerçant pièces-détachées PMH -recherche AR Kabo (Tokio, Gabin) -rencontre COGES et usagers PE Kabo -Pasteur (représentant communauté religieuse)	-visite 2 COGES à Gbazara -artisan réparateur de Gbazara	-entretien artisan réparateur Kabo -entretien Président site B -FGD COGES site B	
après-midi	-visite d'observation Kabo centre et site C -réunion Dieu Bénit & Aurélien	visite d'observation sites A et B	briefing Florent	observation d'une réunion de "mise au point" SI + autorités locales de Moyenne Sido + "référénts techniques" des COGES	-rencontre artisan réparateur Kabo -rencontre COGES et usagers des PE des différents quartiers de Kabo	-FGD village Beltoum 2 -FGD site A (déplacés)	COGES et chef village Dimba 1	-entretien catéchiste de Kabo -entretien chef PK12 site C -FGD COGES site C	
	lun 26/01	mar 27/01	merc 28/01	jeudi 29/01	vend 30/01	sam 31/01	dim 1er/02	lun 2/02	mar 3/02
	équipe EHA SI & Kabo	Kabo	Kabo	formation COGES	Kabo sites A, B, C	FGD chefs group & chefs quartier	biblio	atelier restit + formation équipe EAH	départ de Kabo
matin	- atelier équipe EAH SI	- artisan réparateur Kabo -quartier Nguedjitan (réparation PMH en cours) -Immam	-FGD Agonda -FGD Kemakaba	formation COGES	-FGD Damba -FGD site B	- atelier avec les chefs de quartiers de Kabo			
après-midi	- entretiens avec superviseurs et assistant EAH	- entretien Idriss Sabei -FGD COGES PE "arabe"	-FGD Ngodégué	formation COGES	-FGD site C (avec les 3 communautés ensemble)	-FGD Ndélé			

Chronologie des événements dans la zone de Kabo, et leurs conséquences humanitaires

L'histoire récente de la RCA a eu un fort impact sur la sous-préfecture de Kabo. Rappel des faits marquants⁸⁰ :

Mars 2003, les libérateurs de Bozizé passent et s'installent à Kabo. La population est en fuite, la ville est déserte et une grande partie des habitants part s'installer au Tchad dans le camp de Yarounou.

En 2005, les rebelles attaquent la ville. Les FACA arrivent à garder le contrôle de la ville mais en représailles à cette attaque, arrêtent les chefs Ngama de Kabo. Pendant ces périodes de troubles, la population fuit soit en brousse soit au Tchad et l'économie locale s'effondre⁸¹. La population travaille la terre mais en faible quantité, toujours dans la peur et l'attente du lendemain. Les quelques rares personnes représentantes du précédent pouvoir en place ont été tuées (notamment le maire). On assiste en parallèle au développement d'un certain banditisme, type coupeurs de routes, ce qui crée une psychose au sein de la population l'empêchant de développer ses ressources, par peur d'être dépouillée un jour. La population ne peut pas s'éloigner pour bénéficier des terres encore non exploitées et fertiles par crainte des exactions des coupeurs de route. Elle est maintenue sur des sols épuisés qui non seulement réduisent le rendement à l'hectare mais empêchent la production de certaines denrées à savoir le manioc. A cela s'ajoute le retour des habitants réfugiés au Tchad qui au vu de l'amélioration de la situation en RCA et la détérioration de l'aide humanitaire au Tchad (corruption, aide inadaptée, etc) ont préféré rentrer sur Kabo.

Depuis 2006-2007, les ONG internationales, le CICR et les UN travaillent sur Kabo afin de pallier à la détérioration des conditions de vie depuis le début des années 2000. Ceci a marqué le retour de la communauté internationale dans la zone. La communauté internationale était présente dans les années 80 (1984) via le HCR à Batangafo pour appuyer les réfugiés Tchadiens présents en RCA. Depuis lors, la zone avait été délaissée par la communauté internationale et seul Caritas intervenait dans la zone.

SI intervient pour la première fois à Kabo en 2007 suite à de nombreux mouvements de population sur la ville de Kabo et dans la brousse des axes adjacents :

En 2007-2008 : villages axes Béhili et Gbazara se sont réfugiés à Kabo (actuel site B) et au Tchad.

En avril 2008, les habitants des villages des axes Nord (Moyenne Sido) ont fui par vague pour s'installer à Kabo dans le site A (création du site A pour la 1^{ère} fois en 2008) Les autorités locales de Kabo s'étaient mobilisées afin de leur trouver ce site d'accueil. Les populations craignaient les représailles des coupeurs de route suite aux affrontements les opposant aux FACA (Forces Armées Centrafricaines) dans plusieurs villages de l'axe nord. Le premier retour dans leurs villages d'origine s'est effectué en septembre 2009.

Avril 2009 : Les hommes du Front Démocratique du Peuple Centrafricain (FDPC) d'Abdoulaye Miskine attaquent les Forces Armées Centrafricaines (FACA) dans la ville de Kabo. La ville reste sous contrôle des Forces Armées Centrafricaines (FACA). Les blessés issus de ces combats sont soignés par MSF à Kabo. Une bonne partie de la population de Kabo se réfugie dans les périphéries suite aux affrontements.

Septembre 2009 : retours des populations des axes Béhili et Gbazara qui étaient sur le site B, ainsi que des populations de l'axe Nord (Moyenne Sido) qui étaient sur le site A. SI a accompagné le

⁸⁰ source : « Kabo, des origines à nos jours, 2008 » réalisé par SI + divers entretiens avec SI, les autorités locales de Kabo et les populations

⁸¹ début d'une régression économique qui prévaut encore à l'heure actuelle, et qui a été aggravée par plusieurs facteurs combinés : les inondations de 2012, la pression des éleveurs Mbararas, la crise Sélékas et la fermeture de la frontière avec le Tchad en avril 2014.

processus de retour des populations affectées dans leur village d'origine jusqu'à fin 2009 (populations des sites A et B).

Le PAM fournit une assistance alimentaire pour l'axe Béhili-croisement Moissala, mais aucune assistance alimentaire pour les villages de l'axe Gbazara-Kabo. Le programme SI EHA "soft" (sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène + redynamisation des COGES) sur l'axe Gbazara-Kabo en **2010** n'a pas réussi car ce n'était pas la priorité des populations qui avaient faim, et pas du tout la tête aux approches EHA "soft". Le programme a finalement été abandonné, après plusieurs réunions infructueuses : difficultés à mobiliser, rejet des animateurs de Solidarités qui se faisaient insulter et jeter des cailloux par les populations de Gbazara et villages de l'axe.

En **avril 2010**, les **habitants des villages de l'axe Nord (Moyenne Sido) viennent de nouveau se réfugier dans le site A** à la demande des FACA. Ces derniers avaient en effet ordonné que toute la population civile quitte les villages pendant leurs affrontements avec les rebelles du FDPC (Front Démocratique pour le Peuple Centrafricain) qui se fondaient dans la population afin de les utiliser comme bouclier.

27 mars 2011 : nouvelle arrivée des populations de l'axe Béhili dans le site B, en fuite face aux exactions des éleveurs. Suite à des affrontements entre des éléments de l'APRD (Armée Populaire pour la Restauration de la République et de la Démocratie) et des éleveurs Mbararas originaires du Tchad sur l'axe Behili (Croisement Moissala-Frontière Tchadienne) en mars 2011, la population civile résidente de la zone a été la cible de violentes représailles de la part des transhumants, ces derniers assimilant la population locale de l'axe à la rébellion. Les pillages de biens et les incendies qui ont caractérisé ces incidents ont conduit une grande partie de la population à quitter l'axe Behili et à se diriger dans un premier temps vers des villages d'accueil sur l'axe Kabo-Batangafo. Encouragées par les autorités locales à se rendre sur le site de déplacés de Kabo, ces populations ont rejoint Kabo au début du mois d'avril 2011, s'installant sur la partie sud de l'ancien site de déplacés (site B). Suite à l'instabilité persistante sur les axes, les activités de Solidarités se sont à nouveau recentrées sur la ville de Kabo et les sites de déplacés. Les deux sites de déplacés comptent environ 1 365 ménages (donc près de la moitié de la population de Kabo qui compte environ 3 270 famille), source : SI.

En **2012**, la région a été le siège des affrontements entre l'ANT (Armée Nationale Tchadienne) et le FPR (Front Patriotique pour le Redressement, groupe rebelle mené par le tchadien Baba Laddé). En **janvier 2013** le Triangle s'est retrouvé être la frontière des zones d'influence de la coalition Séléka et des autorités centrafricaines, avec Kabo et Ouandago en zone Seleka, et Batangafo encore sous le contrôle des FACA. Cette période a été caractérisée par des pillages (stocks alimentaires, semences, petit bétail, autres équipements, moyens de locomotion, etc), et exactions diverses. Face à ces groupes armés, une majorité de la population s'est réfugiée en brousse pendant une à plusieurs semaines, avec comme conséquence une précarisation de ces populations sur le plan sanitaire.

Après la prise du pouvoir par la Seleka le 24 mars **2013** à Bangui, les contingents Seleka basés dans la sous-préfecture de Kabo sont maintenant reconnus comme les nouvelles autorités. Cependant, la difficulté pour le nouveau gouvernement centrafricain à maîtriser ses troupes en province et l'éloignement du Triangle par rapport à la capitale y maintiennent un contexte sécuritaire volatile. Se rajoute à ce tableau la présence d'éleveurs nomades (principalement Mbararas), dont la transhumance annuelle donne généralement lieu à des tensions avec les agriculteurs sédentaires, se soldant par des destructions de parcelles, de récoltes, voire de villages entiers par incendie⁸².

Avril 2014 : fermeture de la frontière avec le Tchad.

⁸² Depuis 2013, leur présence se prolonge au-delà de leurs habitudes (ils quittent traditionnellement la région avec l'arrivée des pluies en mars-avril), et les dégâts sont plus intenses que les années précédentes. La crainte qu'ils inspirent aux cultivateurs impacte directement les moyens d'existences de ces derniers, en imposant des restrictions sur les mouvements en brousse, et donc l'accès aux champs (alors que l'agriculture est l'activité principale pour tous les ménages), et aux activités traditionnelles (chasse, pêche, cueillette, usuellement pratiqués par la majorité de la population).

Compte-rendu des ateliers avec l'équipe EHA

Premier atelier lundi 19/01/2015

Auto-évaluation par l'équipe d'animateurs au complet et analyse de la méthode de GSE, et ses étapes.

Deuxième atelier lundi 26/01/2015

Douze participants à l'ensemble des activités.

Les objectifs de cet atelier qui a duré 3h étaient :

- tester les hypothèses de recherche avec l'équipe d'animateurs EHA
- partager (au fil des exercices) les observations terrain de la consultante faites lors de la semaine précédente
- stimuler/dynamiser l'esprit critique et d'analyse de l'équipe
- recueillir l'avis de l'équipe sur certaines questions

1^{er} exercice :

Sur la base de données des points d'eau⁸³ dans la sous-préfecture de Kabo, notez si les PMH sont :

- fonctionnelles
- non fonctionnelles
- un point d'interrogation si vous ne savez pas

Exercice qui a probablement une marge d'erreur de l'ordre de 10%, mais qui montre que les équipes savent généralement très bien si les pompes sont fonctionnelles ou pas (soit parce qu'ils habitent Kabo, soit en parcourant les axes, soit parce que les informations circulent bien au sein des équipes, pas seulement au sein de l'équipe EHA). L'implication et l'intérêt dans l'exercice était remarquable (comme dans l'ensemble des activités proposées pour cet atelier).

Le résultat de cet exercice montre que la majorité des forages sont fonctionnels : environ un quart sont non fonctionnels. Les résultats concordent avec les observations terrain réalisées pendant la présente mission.

2^e exercice, appelé « débat mouvant »

D'accord ? Pas d'accord ? Neutre ou sans avis ?

1. Même si SOLIDARITES INTERNATIONAL disparaissait aujourd'hui, la majorité des COGES continuerait à fonctionner
 2. Il n'y a pas d'influence de l'ethnie ou de la religion sur :
 - a. la volonté à cotiser des usagers
 - b. la peur des maladies
 - c. la connaissance des maladies
 3. L'ethnie ou la religion n'a pas d'influence sur mon travail d'animateur
 4. Le modèle « COGES » est adapté dans n'importe quel type de situation rencontrée dans la SP de Kabo
 5. Le principe de la cotisation est compris et accepté par la population
- 5bis. Les ménages ----- ont la capacité à cotiser :
- a. De la ville de Kabo
 - b. Du site A
 - c. Du site B

⁸³ réalisées en équipe en 2014

- d. Du site C
 - e. De la ville de Moyenne Sido
 - f. Des axes Sud
6. Il y a suffisamment d'artisans réparateurs dans la Sous-préfecture de Kabo
 7. Les pompes Vergnet sont meilleures que les pompes India
 8. La différence entre référent technique et artisan réparateur est claire et bien comprise par les communautés
 9. Il y a des cas de privatisation (appropriation du point d'eau par un individu) du point d'eau créé par les ONG
 10. Il y a des cas où la création d'un point d'eau a provoqué une modification des rapports de pouvoir ou de prestige social entre les individus d'une communauté
 11. L'idée de payer pour l'eau n'était pas nouvelle pour vos bénéficiaires
 12. La formation que l'on donne aux COGES est bien assimilée

Résultats des débats :

1. « même si SOLIDARITES INTERNATIONAL disparaissait aujourd'hui, la majorité des COGES continuerait à fonctionner »

Equipe partagée. De nombreux COGES fonctionnent depuis plus de 20 ans dans la zone sans aide des ONG. Ils savaient avec l'artisan réparateur trouver les pièces India, De plus il y a très peu de source d'eau alternatives dans la zone. Mais aujourd'hui le problème d'approvisionnement est complètement bloquant. En particulier pour les pièces Vergnet, introuvables, à part via les ONG. De surcroît certaines pièces sont très coûteuses (exemple de la pièce la plus chère de l'HPV : la boudruche qui coûterait 1 200 000 FCFA au Tchad) : les COGES et AR prennent l'habitude de venir s'approvisionner chez Solidarités. Un accompagnement des COGES et communautés est nécessaire sur le terrain.

2. « il n'y a pas d'influence de l'ethnie ou de la religion sur :

- a. la volonté à cotiser des usagers
- b. la peur des maladies
- c. la connaissance des maladies »

Consensus : a. cela n'a aucune influence / b&c : trop complexe ou bien question trop sensible à traiter en équipe

3. « L'ethnie ou la religion n'a pas d'influence sur mon travail d'animateur »

Quasi consensus (mais peut-être biais car question sensible). Un animateur exprime que la communauté peut parfois moins bien accepter ses messages si il n'est pas de la même ethnie ou de la même religion.

4. « Le modèle « COGES » est adapté dans n'importe quel type de situation rencontrée dans la SP de Kabo »

Consensus : oui modèle COGES adapté partout

5. « Le principe de la cotisation est compris et accepté par la population

5bis. Les ménages ----- ont la capacité à cotiser :

- a. De la ville de Kabo
- b. Du site A
- c. Du site B
- d. Du site C
- e. De la ville de Moyenne Sido
- f. Des axes Sud »

Consensus parfait sans hésitation : cotisation comprise et acceptée et tous les ménages ont la capacité de payer (sauf peut-être légère hésitation sur la volonté des déplacés du site C à payer ; hésitation aussi sur la capacité des ménages retournés de l'axe Moyenne Sido)

6. « Il y a suffisamment d'artisans réparateurs dans la Sous-préfecture de Kabo »

Equipe très partagée, débat : seulement 4 AR dans SP de Kabo (2 à Kabo + 1 sur l'axe) = ceux de MS qui viennent d'être créés et ne sont pas dynamiques. Demande des déplacés du site B d'avoir un Ar parmi eux : quand ils seront de retour à Béhili, combien de temps faudra-t-il pour aller chercher l'AR de Kabo ? Et si ceux de Kabo sont en voyage ? Inquiétude vivement exprimée.

Mais certains membres de l'équipe expliquent que selon eux c'est suffisant avec cette image : « si on a 100 voitures, faut-il 100 garagistes ? »

7. « Les pompes Vergnet sont meilleures que les pompes India »
Consensus 100% très net : India c'est mieux car plus robuste et pièces détachées trouvables localement
8. « La différence entre référent technique et artisan réparateur est claire et bien comprise par les communautés »
Consensus (mais biais car ce sont eux qui assurent la formation) : la différence est bien perçue. Sauf cas de Moyenne Sido
9. « Il y a des cas de privatisation (appropriation du point d'eau par un individu) du point d'eau créé par les ONG »
Consensus : non
10. « Il y a des cas où la création d'un point d'eau a provoqué une modification des rapports de pouvoir ou de prestige social entre les individus d'une communauté »
Indécision ou bien Consensus oui : les personnes qui prennent l'eau au forage (et encore mieux avec des bidons fermés) se sentent mieux considérées par la communauté ; les membres des COGES fonctionnels voient parfois leur prestige social augmenter : ils ont désormais des responsabilités et le pouvoir de dire aux autres de respecter de point d'eau, d'enlever leurs chaussures par exemple, et ils collectent les contributions financières. Mais cela n'a pas d'autre conséquence que le sentiment de reconnaissance ou de prestige.
11. « L'idée de payer pour l'eau n'était pas nouvelle pour vos bénéficiaires »
Consensus : non en effet elle n'était pas nouvelle
12. « La formation que l'on donne aux COGES est bien assimilée »
Cette dernière affirmation a été ajoutée par l'équipe elle-même se prenant au jeu. Réponse consensuelle : oui mais manque d'accompagnement

Exercice 3 : quels sont les critères essentiels permettant de dire qu'un COGES est fonctionnel ?

Formation de 3 équipes équilibrées de 4 personnes, et animation selon la méthode « méta-plan »

Résultats :

Il faut que l'ensemble des critères soient réunis pour que le COGES soit fonctionnel ; difficile de définir un ordre de priorité :

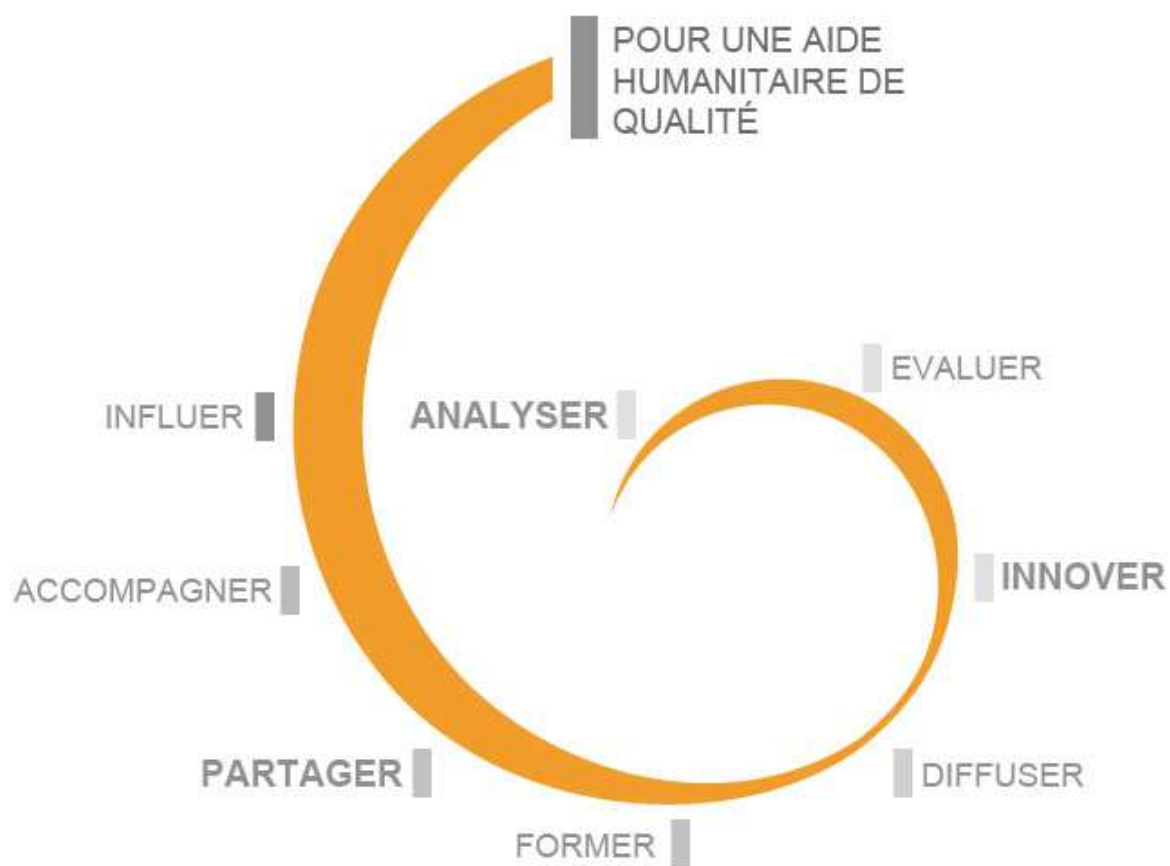
1. Présence effective des membres
Cela signifie que les membres résident en permanence dans le village ou le quartier (pas de départ en voyage par ex), que les membres sont régulièrement présents au niveau du point d'eau, et enfin qu'ils se réunissent entre eux régulièrement
2. Capacité à mobiliser les communautés :
 - a. Pour les réunions d'AG (une fois/mois)
 - b. Pour des réunions d'AG extraordinaires en cas de problème
 - c. Pour assurer la maintenance (curage canal et puits perdu, débroussailler, propreté, nettoyage régulier, règles de propreté respectées telles que enlever chaussures...)
Indicateurs : cahier (registre) des réunions prouvant que des réunions sont tenues régulièrement ; propreté du point d'eau
3. Capacité à collecter les contributions financières en cas de panne (ce critère est jugé au cas par cas, en fonction du mode de gestion choisi par la communauté). Indicateur de COGES vraiment dynamiques :
 - a. Avoir un fond de caisse

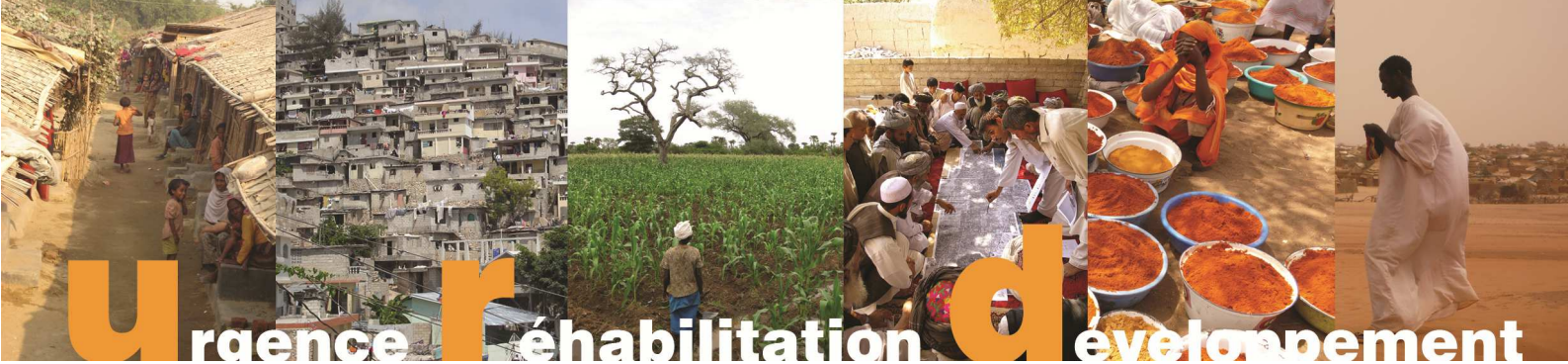
- b. Capacité à collecter contributions régulièrement (chaque mois)
- 4. Capacité à entretenir et faire réparer la PMH. Indicateur : pompe fonctionnelle ; durée des pannes (interruption de service) la plus courte possible

Troisième atelier (restitution) lundi 2/02/2015

Compte tenu des contraintes de calendrier et des problèmes sécuritaires, pour ne pas retarder d'un jour de plus les activités, seulement une partie de l'équipe d'animateur a pu participer à la journée de restitution et d'apprentissage collectif, ce qui a limité l'impact de l'exercice.

Les animateurs présents : Armand, Freddy, Yvette, Daïn + Igor (équipe SAME) + RP SAME+RP EHA et son assistant + Séraphin (superviseur EHA) + CT





Groupe URD

La Fontaine des Marins
26 170 Plaisians

+ 33 (0)4.75.28.29.35
+ 33 (0)4.75.28.65.44
urd@urd.org

www.urd.org